

L'ÉCONOMIE DIRIGÉE EN VITICULTURE

par

Léopold MOREL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 5 Juin 1939

MEMBRES DU JURY

Président de thèse: **M. Louis BAUDIN**

Assesseurs: **MM. Roger PICARD et JAMES**

PARIS (5^e)
LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
3, Rue Soufflot, 3

1939

L'ÉCONOMIE DIRIGÉE
EN VITICULTURE

L'ÉCONOMIE DIRIGÉE EN VITICULTURE

par

Léopold MOREL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 5 Juin 1939

MEMBRES DU JURY

Président de thèse: **M. Louis BAUDIN**

Assesseurs: **MM. Roger PICARD et JAMES**

PARIS (5°)
LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
3, Rue Soufflot, 3

1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A mon Père et à ma Mère.

A ma Famille.

A mes Amis.

INTRODUCTION

La France, par son climat tempéré, son soleil, la fertilité de ses terres, a reçu du ciel une place privilégiée dans la culture de la vigne. Depuis des siècles le vin est notre boisson nationale.

Il en existe une gamme de qualités d'une merveilleuse variété. On peut cependant les ranger en deux grandes catégories : les vins patriciens et les vins plébéiens.

Les premiers constituent une brillante aristocratie, comblée d'honneurs et de louanges. Ils jouissent de nombreux privilèges, échappant à presque toutes les taxes, prestations, redevances. Ils ont leur armorial protégé par une loi sur « les appellations d'origines contrôlées ». Ce sont de grands seigneurs à qui sont dus tous les égards car ils sont les défenseurs prestigieux de la qualité française. Il est toutefois regrettable que certains aient déchu et que de nombreux vins roturiers aient pu usurper indûment les titres d'une noblesse dont ils sont indignes.

A côté de cette élite, éclatante mais peu nombreuse, se trouve la masse innombrable des vins plébéiens. Ils sont les obscurs, les sans grades, l'infanterie de la viticulture. La loi les définit d'une manière caractéristique « vins de consommation courante ». Leur importance est pourtant considérable. Ils forment un élément essentiel de notre alimentation. Le Français a toujours été un grand buveur de vin. Dans la paix comme dans la guerre, il a toujours

trouvé en lui un ami qui soutient le corps et réconforte l'âme.

D'autre part, la production de cette boisson fait vivre plusieurs millions de vignerons.

On conçoit donc aisément l'importance des vins courants dans notre économie nationale. Aussi est-ce uniquement à eux que nous avons cru devoir consacrer cette étude. Nous y avons été d'autant plus incité que la viticulture a donné lieu à une expérience fort poussée de dirigisme agricole.

Dans cet ouvrage nous exposerons l'abord les données du problème viticole, nous ferons ensuite l'analyse de la solution trouvée par le législateur et nous procéderons enfin à son commentaire.

PREMIÈRE PARTIE

Le Problème Viticole

Il existe actuellement un problème viticole. Depuis plusieurs années on constate que les quantités de vin offertes par les vigneronns sont en général supérieures aux débouchés normaux. Le marché est déséquilibré et il en résulte une crise aiguë qui a durement éprouvé le monde viticole.

Nous allons dans ce premier chapitre, « voir de quoi il s'agit », en dressant le bilan de la production et de la consommation et en étudiant la structure du vignoble français. Nous aurons ainsi un aperçu de la question au double point de vue économique et social.

CHAPITRE PREMIER

LA PRODUCTION

La France a toujours été un grand pays viticole. Déjà César dans son « De bello gallico » compare le vin gaulois aux meilleurs crus latins, et Pline, au premier siècle de

notre ère, chante la saveur des vins de la « Province ».

Mais l'essor décisif de la viticulture date cependant de l'avènement du christianisme. Le vin est indispensable pour célébrer la messe et, à une époque où les transports étaient difficiles, il fallait le produire sur place. Aussi, toutes les fois qu'un clocher jaillissait vers le ciel, un clos de vigne naissait sur un coteau voisin et, peu à peu, s'étendait. La France entière fut donc rapidement dotée d'un vignoble important, à peu près également réparti entre toutes les régions.

Il n'existe aucune statistique bien précise sur l'étendue du vignoble et sa production avant la Révolution. On estime pourtant que vers 1789, sur le territoire national, 1.500.000 hectares de vignes produisaient approximativement 25.000.000 d'hectos.

Après l'évangélisation des Gaules, la grande date de l'histoire viticole française est celle de l'apparition des chemins de fer, c'est-à-dire des moyens de transports aisés et peu coûteux. De la facilité des échanges naîtra une spécialisation agricole qui, jointe aux progrès de la science, amènera deux résultats : l'accroissement continu des récoltes et un déplacement du vignoble.

L'augmentation de la production

Depuis le début du XIX^e siècle la production viticole a été sans cesse croissante, exception faite toutefois pour deux périodes de crise relevant uniquement de la pathologie végétale.

En 1890, la récolte avoisinait 30 millions d'hectos; entre 1830 et 1840, elle atteint la moyenne générale de 39 mil-

lions d'hectos, avec un maximum de 54 millions en 1848.

Brusquement, en 1852, une maladie nouvelle, l'oïdium, fait son apparition et c'est une crise aiguë mais éphémère de sous-production. La récolte de 1854 n'est plus que de 10 millions d'hectos. Mais le remède contre le mal est vite trouvé et la prospérité renaît. De 1863 à 1875, la moyenne de la production est supérieure à 50 millions, et l'an 1875 voit une récolte pléthorique de 84 millions d'hectos.

Alors, au moment précis où les vignerons déploraient une surproduction ruineuse, le phylloxéra commença son œuvre dévastatrice. Ce fut une rude épreuve pour le vignoble français et la production tombe à 26 millions en 1879 et même à 23 millions en 1889.

Cependant, grâce aux plants américains, la viticulture se relève lentement du désastre. Peu à peu, les chiffres de la production viticole remontent, et cela d'autant mieux que la culture de la vigne, encouragée par les pouvoirs publics, se développe en Algérie où elle fait merveille.

En 1907, on voit de nouveau une récolte de 74 millions d'hectos, trop abondante pour les besoins. Une réglementation sévère contre la fraude rétablit l'équilibre du marché, et jusqu'en 1914 la moyenne de la production est d'environ 55 millions d'hectos.

Pendant la guerre les récoltes diminuent considérablement. Celle de 1915, la plus faible, est de 25 millions d'hectolitres.

Mais dès la cessation des hostilités la production augmente parallèlement à l'accroissement des plantations.

On arrive ainsi rapidement à des récoltes très abondantes et dont voici les chiffres par régions pour ces 5 dernières années.

Production en vins rouges, et rosés, et en vins blancs

Régions	1934	1935	1936	1937	1938
Midi	29.203.779 1.132.693	32.854.978 1.295.394	17.018.117 834.232	19.891.118 879.690	26.386.637 1.015.266
Sud et Sud-Est.	7.149.591 419.376	7.735.743 496.335	4.618.556 262.416	6.613.621 309.833	6.209.938 344.603
Rhône et Pl. Central	3.248.137 782.951	3.690.702 609.946	2.282.541 326.555	2.307.160 423.210	2.023.352 314.713
Sud-Ouest.	8.491.486 5.013.733	6.920.882 4.446.599	3.528.378 2.984.181	5.616.864 3.400.553	4.888.374 3.269.330
Ouest	2.890.657 4.840.599	2.288.515 3.732.369	1.221.910 1.832.365	2.169.394 2.821.768	1.937.030 3.354.648
Centre....	3.948.165 3.485.499	2.284.084 1.917.092	1.439.509 1.000.767	2.513.226 1.552.099	3.130.486 2.430.770
Est	889.971 1.687.966	929.702 1.527.936	481.110 905.421	559.004 889.020	443.673 854.068
Autres Régions...	1.250.595 617.424	1.273.376 493.938	536.666 225.184	1.038.280 390.531	944.090 361.026
Algérie ...	19.299.900 2.742.868	16.974.641 1.935.406	10.347.872 1.178.956	13.598.785 1.825.179	19.176.746 2.313.056
Totaux Partiels...	76.463.281 20.723.109	75.492.623 16.454.915	47.475.759 9.550.077	54.307.452 12.491.933	65.140.326 14.257.473
Totaux Généraux.	97.186.390	91.957.548	57.025.836	66.809.385	79.307.799

A la récolte normale de notre vignoble, il convient d'ajouter les quantités susceptibles d'être normalement importées de l'étranger, soit 200.000 hectos environ, et un contingent de vins tunisiens de 1 million d'hectolitres.

(1) Les chiffres supérieurs représentent les quantités en vins rouges et rosés. Les chiffres inférieurs représentent les quantités en vins blancs.

(2) Pour les régions indiquées ci-dessus on trouve les départements suivants :

Midi. — Aude, Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales.

Sud, Sud-Est. — Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Drôme, Isère, Var, Vaucluse.

Rhône et Plateau Central. — Ain, Allier, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire.

Sud-Ouest. — Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne.

Ouest. — Charente, Charente-Inférieure, Dordogne, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne.

Centre. — Cher, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loire-Inférieure, Loiret, Maine-et-Loire.

Est. — Aube, Côte-d'Or, Jura, Marne, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Yonne.

Algérie. — Alger, Oran, Constantine.

Les chiffres cités précédemment sont ceux des statistiques officielles; or il convient de mentionner qu'ils comprennent les vins bénéficiant d'une appellation d'origine.

Ces vins ne sont pas en totalité destinés au même marché que les vins ordinaires. Il serait souhaitable que les publications officielles permettent d'apprécier exactement leur importance, car elle est parfois considérable. Ainsi, en 1934, dans une récolte de 97.186.390 hectos, les vins présumés être de crus figuraient pour 16.922.478 hectos. Cependant la récolte de 1938, sur un total de 79.397.799 hectos, n'en comprend plus que 2.727.315. C'est une conséquence heureuse d'un contrôle rigoureux des appellations d'origine.

Examen régional de la production

La principale cause de l'augmentation de la production viticole que nous venons d'enregistrer est la spécialisation de certaines régions dans cette branche de l'économie agricole. Le vignoble n'est plus comme autrefois à peu près uniformément réparti dans le pays. Il s'est nettement déplacé vers le Sud. Sa grande masse est distribuée sur le littoral de la Méditerranée (Roussillon, Languedoc, Provence, Algérie).

A l'Est, il remonte la vallée du Rhône, de la Saône et parsème l'Alsace et la Champagne.

A l'Ouest, deux grandes régions viticoles, la Gironde et la vallée de la Loire, réunies entre elles par les vignobles de la Charente et de la Vienne.

Nous avons vu dans le tableau précédent les quantités de vin produites par ces différentes parties du vignoble français.

On a pu remarquer que le Bas-Languedoc et l'Algérie, sur une récolte totale de 79.397.799 hectolitres, ont fourni en 1938 une quantité de 48.991.705 hectolitres de vin, soit plus de la moitié de la production. Dans ces régions, la culture de la vigne est la principale et souvent la seule richesse.

Au contraire, dans le reste du pays, le cas des grands crus excepté, la vigne est toujours associée à d'autres cultures. Elle se trouve en effet dans des conditions moins favorables. Elle est dans un état d'équilibre instable qui tendait, jusqu'à présent, à se déplacer au profit des régions favorisées par le soleil.

★
★ ★

De cet aperçu sur la production viticole il résulte qu'elle a toujours été en progression constante, à condition bien entendu de prendre comme base de calcul des intervalles de temps suffisamment grands pour éliminer les irrégularités des récoltes dues au climat ou aux diverses maladies. Nous allons examiner la question des débouchés et le sens de son orientation.

CHAPITRE II

LES DÉBOUCHÉS

L'écoulement d'une récolte s'opère normalement sur les postes suivants, d'une inégale importance :

- la consommation,
- l'exportation,
- les usages industriels divers (distillerie, vinaigrerie, distillation libre),
- la concentration des moûts et la fabrication des moûts concentrés.

Notons comme faible volant régulateur pouvant atténuer les irrégularités des récoltes l'existence d'un stock de fin de campagne.

Nous allons examiner successivement ces différents débouchés.

SECTION I. — LA CONSOMMATION

La destinée normale du vin est d'être bu à l'état naturel. Aliment énergétique et stimulant, il est fort heureux que la France en soit largement ravitaillée. Une des supériorités de notre race est d'être l'obligée du soleil et du vin, non des brumes et de la bière. Cette bière « qui n'est pas la vraie fille de Bacchus », comme disait le poète Julien, « car l'haleine du fils de Jupiter sent le nectar, et la sienne est celle du bouc ».

La consommation du vin est de loin le débouché le plus important de la récolte. Au point de vue administratif, on

la range en deux catégories : la consommation « taxée » des non-viticulteurs et la consommation « en franchise » des producteurs.

Le critère de différenciation est purement fiscal, mais cette distinction présente cependant un intérêt économique.

A. — La consommation taxée.

La consommation taxée est celle des acheteurs de vin. Elle est nettement la plus grande de tous les pays du monde, à la fois en valeur absolue et relative. Elle se traduit depuis le début du siècle par les chiffres suivants :

1901 à 1905....	43.100.000	hectolitres en moyenne
1906 à 1910....	47.700.000	» »
1911 à 1913....	42.100.000	» »
1920 à 1925....	45.500.000	» »
1926 à 1930....	47.700.000	» »

Depuis 1930 on a consommé en franchise, chaque campagne, les quantités suivantes :

1930-31.....	48.266.946	hectolitres
1931-32.....	49.040.253	»
1932-33.....	48.001.920	»
1933-34.....	48.608.440	»
1934-35.....	48.547.819	»
1935-36.....	50.998.053	»
1936-37.....	49.937.160	»
1937-38.....	49.960.110	»

On voit que la consommation taxée varie d'une façon appréciable avec les années. Elle dépend de la conjoncture

économique. En période de prospérité, lorsque le pouvoir d'achat des masses laborieuses augmente, la vente du vin progresse. Inversement, quand le vin est trop cher, on en boit moins. Il existe pour ce produit un prix limite au delà duquel on ne l'achète plus. Les viticulteurs n'ont donc pas intérêt à voir le prix du vin monter trop haut certaines années, car la clientèle ordinaire risque de prendre l'habitude de ne plus en boire, pour le plus grand préjudice de l'écoulement des récoltes dans les années suivantes.

B. — La consommation en franchise.

Les vignerons sont évidemment les mieux placés pour apprécier leurs produits et ils ne s'en font pas faute. La consommation « en franchise », c'est-à-dire celle des producteurs eux-mêmes, a toujours été importante. Elle est très approximativement égale au tiers de la consommation taxée. Voici quels en ont été les chiffres au cours de ces dernières années :

1931-32.....	14.183	milliers d'hectolitres
1932-33.....	16.291	» »
1933-34.....	13.196	» »
1934-35.....	24.172	» »
1935-36.....	17.404	» »
1936-37.....	13.400	» »
1937-38.....	13.000	» »

Ainsi, la consommation en franchise est loin d'être toujours stationnaire comme on serait tenté de le croire *a priori* en pensant que le nombre de viticulteurs reste toujours le même. On peut voir que les chiffres varient

presque du simple au double, ils sont passés de 24 millions d'hectolitres en 1934-35 à 13 millions en 1937-38.

C'est que le vigneron français, comme tous les terriens, est prévoyant et économe. Quand la récolte est peu abondante, le vin est cher; il préfère en boire peu pour en vendre le plus possible. Vienne au contraire une année pléthorique, il s'accordera une consommation personnelle beaucoup plus ample. C'est là un facteur dont il faut tenir compte dans les prévisions de campagne. La consommation en franchise varie en fonction inverse de la consommation taxée, ce qui tend un peu à régulariser la consommation totale.

Au total, cette dernière constitue le poste d'écoulement le plus considérable pour la récolte. Voici les chiffres qu'elle représente pour ces dernières années, et en regard la consommation moyenne par habitant correspondante :

Année	Consommation totale	Consom. par habitant
1931-32....	63.223 milliers d'hectol.	152 litres par an
1932-33....	64.232 » »	154 » »
1933-34....	63.804 » »	153 » »
1934-35....	62.719 » »	173 » »
1935-36....	68.402 » »	163 » »
1936-37....	63.437 » »	151 » »
1937-38....	66.147 » »	155 » »

Ces diverses statistiques permettent chaque année d'établir des prévisions officielles sur l'écoulement de la récolte.

Ainsi, au début de la campagne 1938-39 l'Administration a estimé que la consommation taxée serait de 48.500.000 hectolitres, la consommation en franchise de 18.500.000 hectolitres, soit au total 69 millions d'hectolitres. La quantité bue par habitant serait de 164 litres.

Ces chiffres classent les Français en tête des buveurs de vin. D'après une enquête de l'Office International du Vin, le nombre de litres de vin bu par habitant en 1936 a été le suivant dans les différents pays :

France	163 litres par habitant	
Italie	122	»
Portugal	93,4	»
Espagne	57	»
Argentine	50,9	»
Suisse	42,8	»
Roumanie	37	»
Allemagne	6,2	»
Angleterre	2,1	»

Cependant, malgré la plus forte consommation du monde, la France a une production viticole si considérable qu'elle peut faire apprécier au dehors sa boisson nationale.

SECTION II. — EXPORTATION

Le vin est notre meilleur ambassadeur à l'étranger. Il remplit d'autant mieux ce rôle que nous exportons surtout des vins de qualité. Ainsi, en 1936, nos 800.000 hectolitres de vin exportés comprenaient 600.000 hectolitres de vins à appellation d'origine et seulement 200.000 hectolitres de vin de consommation courante.

D'une façon générale nous avons conservé notre clientèle de luxe, celle qui peut payer sans discuter et à leur valeur les crus fameux dont les plus appréciés sont ceux du Bordelais et de la Bourgogne.

Par contre, nous avons malheureusement perdu la clientèle ordinaire, celle qui consomme les vins plébéiens et

qui joue le rôle principal dans les années pléthoriques. Nous avons été supplantés sur ce marché par des concurrents : Italie, Grèce, Chili, Espagne, etc..., qui produisent et vendent à meilleur marché que nous. D'autre part, on a constaté un rétrécissement constant des débouchés à cause des droits de douane presque prohibitifs qui, dans la plupart des nations, frappent les vins. Il en résulte que, seuls les possesseurs de grosses fortunes peuvent apprécier cette boisson ; les classes moyennes et « a fortiori » les classes laborieuses étrangères en sont totalement privées. Or, nos vins de consommation courante sont des boissons populaires au premier chef.

Pour toutes ces raisons nos exportations ont très sensiblement baissé. On peut le voir sur la statistique suivante :

1871	3.322,2	milliers d'hectolitres	
1873	3.981,4	»	»
1890	2.162	»	»
1900	1.904	»	»
1910	2.291	»	»
1920	1.870	»	»
1925	1.562	»	»
1930	1.094	»	»
1931	818	»	»
1932	700	»	»
1933	723	»	»
1934	725	»	»
1935	721	»	»
1936	822	»	»
1937	901	»	»
1938	998	»	»

Ainsi, nos envois de vin à l'étranger ont baissé des trois

quarts environ depuis 1870. Ils oscillent en ce moment autour de 1 million d'hectolitres environ. Voici leurs chiffres détaillés pour l'année 1938 :

Vins de la Gironde	317.329 hectolitres	
Vins de la Champagne et autres		
mousseux	107.909	»
Vins des autres régions	501.412	»
Vins de liqueurs et mistelles	71.694	»
Total	998.344 hectolitres	

On constate un réel accroissement par rapport aux 5 années précédentes. Aussi, pour la campagne 1938-39, les prévisions officielles ont été de 875.000 hectolitres pour les exportations de la France, 200.000 hectolitres pour celles de l'Algérie, soit 1.075.000 hectolitres pour le total.

Puisse une politique rationnelle les faire progresser encore plutôt que de chercher à assainir un marché encombré en développant les industries de transformation du vin dont nous allons maintenant faire l'étude.

SECTION III. — EMPLOIS DIVERS

La consommation du vin à l'état naturel est le débouché le plus important d'une récolte. Il n'est pas le seul. Le vin peut être utilisé pour la fabrication de vinaigre ou d'alcool. Enfin, avant que le jus de raisin soit transformé en vin, on peut en évaporer une partie pour améliorer le vin qu'il donnera ou bien même arrêter définitivement la fermentation pour produire des moûts concentrés servant à divers usages.

Vinaigrerie

Les vins de qualité inférieure sont généralement livrés à la vinaigrerie.

Cette industrie opère leur transformation en vinaigre sous l'influence d'un microbe : le *mycoderma aceti*. On obtient ainsi un assaisonnement apprécié.

Grâce à une protection efficace du vinaigre de vin, les quantités de vin nécessaires aux besoins de cette fabrication ont légèrement augmenté. De 100.000 hectolitres environ en 1934, elles sont passées actuellement à 125.000 hectolitres.

C'est là un chiffre maximum, la consommation du vinaigre étant évidemment limitée.

Distillation libre.

En ce qui concerne la production de l'alcool de vin, il existe deux postes légaux de distillation : la distillation obligatoire correspondant à une destruction de richesses et la distillation libre qui est une opération rationnelle. Seule celle-ci constitue un débouché normal. Elle alimente le marché libre des alcools (existant à côté de la Régie commerciale des alcools) qui comprend :

1° — Les eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine, Cognac ou Armagnac ;

2° — Les eaux-de-vie titrant moins de 70 degrés.

Les quantités d'alcool obtenues par la distillation libre sont en moyenne de 200.000 hectolitres d'alcool à 100 degrés. Elles varient évidemment avec l'importance des récoltes. Dans certaines régions, les Charentes et l'Armagnac, on ne cultive la vigne que pour en distiller le vin.

Pour la campagne 1938-39, les prévisions officielles ad-

mettent que 2 millions d'hectolitres de vin seront livrés aux flammes de l'alambic pour alimenter le marché libre.

Concentration des moûts.

Quand la vinification est effectuée, il peut être nécessaire de remonter le degré des moûts afin que le vin réponde aux obligations du « degré minimum » fixé par les décrets de composition.

C'est ce qui est indiqué dans les statistiques officielles de déclaration de récolte sous la rubrique « Quantités de moûts évaporés par concentration pendant la période de vendanges ». On enlève une partie de l'eau des moûts pour élever le degré du restant. Cela correspond à une véritable destruction de vin en puissance. Elle est parfois considérable. Pour la campagne 1934-35, les moûts évaporés en cours de vendange atteignent 637.770 hectolitres. Pour la campagne 1938-39, elle est approximativement de 190.000 hectolitres.

Fabrication de moûts concentrés.

Outre les moûts concentrés pour les nécessités techniques de la vinification, d'autres sont conservés pour être livrés à l'exportation ou au marché intérieur sous diverses formes (sirop, jus, confitures, boissons hygiéniques, édulcoration, mistelles, etc...).

Ces moûts sont mutés en cours de vendange. C'est-à-dire que leur fermentation est arrêtée au moyen d'un antiseptique légal, l'anhydride sulfureux. On les concentre ensuite lorsque les vendanges sont terminées.

Cependant, les moûts non livrés à la fermentation pendant les vendanges ne sont pas tous destinés à la con-

centration, une certaine fraction est destinée à préparer les mistelles et à l'édulcoration des vins blancs.

Les statistiques officielles, assez imprécises, rangent toutes ces opérations sous la rubrique « mistelles ». Ce débouché a un peu augmenté depuis quelques années. De 1 million d'hectolitres en 1934-35, les quantités de mistelles produites sont passées pour la campagne 1938-39 à 1.200.000 hectolitres. Ces hectolitres correspondent à la non fabrication d'un égal volume de vin, il est à espérer que cette orientation favorable se poursuivra.

Stocks de fin de campagne.

A la fin d'une campagne vinicole, on constate toujours l'existence de stocks de vins restant dans les caves des vignerons ou dans les chais des négociants. Ils sont d'autant plus important que la récolte a été abondante. Néanmoins, ils existent même en année déficitaire. Voici leur importance au cours de ces dernières années :

1931-32, disponibilités de 77.452.253 hl qui laissent
4.914.409 hl. de stocks ;

1932-33, disponibilités de 70.863.306 hl
5.840.446 hl. de stocks ;

1933-34, disponibilités de 72.262.269 hl
5.227.234 hl. de stocks ;

1934-35, disponibilités de 102.413.594 hl
9.843.211 hl. de stocks ;

1935-36, disponibilités de 102.200.199 hl
9.422.019 hl. de stocks ;

1936-37, disponibilités de 66.812.994 hl
10.480.679 hl. de stocks ;

1937-38, disponibilités de 78.630.064 hl
7.729.185 hl. de stocks.

Le stock de fin de campagne ne peut guère corriger l'irrégularité des récoltes en permettant des reports sur les années déficitaires. S'il prend une trop grande importance, il fait passer sur le marché un vent de panique amenant rapidement sa destruction par suite de l'effondrement des cours. Il n'a jamais beaucoup dépassé 10 millions d'hectolitres, c'est son plafond maximum et les pouvoirs publics veillent à ce que l'importance des stocks ne soit jamais supérieure à cette quantité, en fin de campagne.

Bilan de la situation vinicole.

Nous avons maintenant tous les éléments nécessaires pour dresser le bilan de la situation vinicole. Au début d'une campagne moyenne à tous les points de vue, comme celle de 1938-39, on se trouve devant un problème d'équilibre dont les données se traduisent ainsi :

Ressources (en hectolitres)

Quantités de vins déclarées	79.397.799
Quantités de vins stockées	7.729.185
Importations tunisiennes	1.000.000
Importations des autres pays	200.000
Total	88.326.984

Prévisions d'écoulement (en hectolitres)

Consommation taxée	48.500.000
Consommation en franchise	18.500.000
Quantités évaporées par concentration	190.000
Exportation	1.075.000

Vinaigrerie	125.000
Distillation libre	2.000.000
Mistelles	1.200.000
Stock normal de fin de campagne	10.000.000
Total	81.590.000

L'examen de ce bilan montre immédiatement l'existence d'une grave surproduction. Pour la campagne 1938-39, les disponibilités dépassent les besoins normaux de 7 millions d'hectolitres environ, et cela n'est pas le fait de circonstances exceptionnelles.

Telle est la situation, du point de vue économique. Pour être complet, nous allons examiner maintenant son aspect social.

CHAPITRE III

STRUCTURE SOCIALE DU VIGNOBLE FRANÇAIS

La France est un pays de petite propriété agricole. La viticulture fournit une éclatante démonstration de ce principe. Voici, en effet, trois chiffres significatifs concernant la récolte de 1937 :

Nombre de déclarations de récolte 1.633.285
 Superficie du vignoble 1.870.452 hectares
 Quantités récoltées 66.799.385 hectolitres

Les statistiques brutes donnent ici une idée exacte de la situation. Lorsqu'on les analyse, on peut dresser le tableau suivant de la répartition des déclarations de récolte par région et d'après les quantités produites. La prédominance de la petite propriété viticole y apparaît nettement.

Catégories de Production	Les 4 départements méridionaux			Les autres départements		
	Nombre de vicult.	Récolte globale corres- pondante	Moyenne de production par récoltant	Nombre de vicult.	Récolte globale corres- pondante	Moyenne de production par récoltant
		Hectos	Hect.		Hectos	Hect.
100 hectos et au-dessous	147.850	3.037.305	21	1.367.458	19.456.316	14
de 101 à 200 hectos.....	20.000	3.000.000	150	338.760	5.040.000	130
de 201 à 300 hectos.....	7.370	1.842.500	250	7.660	1.840.000	240
de 301 à 400 hectos.....	4.916	1.720.600	350	2.940	1.000.000	340
de 401 à 1.000 hectos...	6.904	4.280.000	620	2.857	1.600.000	560
de 1.001 à 3.000 hectos.	2.168	3.598.800	1.660	600	972.000	1.620
de 3.001 à 5.000 hectos.	396	1.504.800	3.800	63	245.700	3.900
de 5.001 à 10.000 hectos	180	1.224.000	6.800	28	187.600	6.700
de 10.001 à 20.000 hect.	35	469.000	13.400	14	196.000	14.000
de 20.001 à 30.000 hect.	4	93.600	23.400	1	27.000	27.000
de 30.001 à 50.000 hect.						
au-dessus de 50.000 h...						
TOTAUX.....	189.823	20.770.805	109	1.420.381	30.604.616	21

Catégories de Production	La Métropole			L'Algérie		
	Nombre de viticult.	Récolte globale correspondante	Moyenne de production par récoltant	Nombre de viticult.	Récolte globale correspondante	Moyenne de production par récoltant
		Hectos	Hect.		Hectos	Hect.
0 à 100 hectos.	1515.308	22.533.621	15	11.635	346.864	29
100 à 200 hectos.	58.760	8.040.000	136	3.138	376.500	130
200 à 300 hectos.	15.030	3.682.500	245	1.490	327.800	220
300 à 400 hectos.	7.856	2.720.600	346	953	324.000	340
400 à 1.000 hectos.	9.761	5.880.000	602	2.380	1.500.000	630
1.000 à 3.000 hectos.	2.768	4.570.800	1.651	2.276	3.870.000	1.700
3.000 à 5.000 hectos.	459	1.750.500	3.813	700	2.800.000	4.000
5.000 à 10.000 hectos.	208	1.411.600	6.780	322	2.345.000	7.280
10.000 à 20 000 hectos.	49	665.000	13.570	140	1.920.000	13.700
20.000 à 30.000 hectos.	1	27.000	27.000	22	514.800	23.400
30.000 à 50.000 hectos.				14	539.000	38.500
50.000 et plus.....				7	560.000	80.000
TOTAUX.....	1610.204	51.375.521	31	23 077	15.423.964	670

Pour la production viticole, ce sont les petits ruisseaux qui forment les grandes rivières. En 1937, sur 1.633.285 viticulteurs, 1.615.724 ont produit moins de 400 hectares, mais leurs récoltes additionnées arrivent au chiffre de 42.286.915 hectos sur un total de 66.799.385 hectos. Le restant de la récolte, soit 24.519.470 hectos fut produit par un petit groupe de 17.561 moyens et gros viticulteurs.

Il convient, d'ailleurs, de remarquer que ces derniers se trouvent presque tous dans deux régions : le Bas-Languedoc et l'Algérie. Pour eux, la vigne est généralement la seule richesse, son importance est primordiale.

Au contraire, pour les petits producteurs, éparpillés dans le reste de la France, cette culture est souvent complémentaire et sert d'abord à fournir la boisson familiale. Son importance n'est plus capitale.

Tout cela est démontré clairement par les chiffres des pourcentages de la consommation en franchise dans les différentes régions de la France (moyenne des 10 dernières années).

Région Méridionale	7,5 %
Algérie	5,5 »
Région Sud-Ouest	37,2 »
» Ouest	44,5 »
» Sud-Est	33 »
Autres régions	46 »

Dans 12 départements (Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Gard, Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Var, Charente, Gironde, Oran, Alger, Constantine) sur une récolte de 50 millions d'hectolitres, plus de 46 millions, soit 92 %, ont été mis en vente par les vigneron. Dans les 67 autres départements viticoles il n'y en a eu que 9 millions sur 17, soit 59 %.

On peut admettre généralement que les producteurs de moins de 100 hectolitres ne mettent sur le marché que 30 à 40 % de leur production, alors que ceux produisant plus de 100 hectolitres vendent 90 à 98 % de leur récolte.

Les « moins de 100 hectos » ne vivent pas uniquement du produit de leur vigne. Un calcul bien simple le montre : en 1937, ils étaient 1.525.125. Leur récolte fut de 25.970.705 hectos, ce qui correspond à une production de 16 hectos par vigneron.

Sur ces 16 hectos, 7 seulement, en moyenne, furent vendus à un prix global d'un millier de francs, somme manifestement insuffisante pour subvenir aux besoins d'une famille de vignerons pendant une année.

En résumé, on peut dire qu'une minorité de moyens et gros producteurs fournit une faible partie de la récolte en pratiquant généralement la monoculture. La grande masse de la production est le fait d'une multitude de petits vignerons le plus souvent non spécialisés. De ce fait, le

nombre de personnes intéressées à la culture de la vigne est considérable. On l'évalue à 7 millions.

Ces considérations ont une grande importance. Dans un régime démocratique, une masse de 1.600.000 vignerons doit fatalement jouer un rôle considérable au point de vue électoral, donc, indirectement législatif. Elle y arrive d'autant mieux qu'elle est remarquablement armée pour la défense de ses intérêts grâce à une puissante organisation, la Confédération Générale des Vignerons, qui, au même titre que le Comité des Forges, fait partie des grandes congrégations économiques du pays.

Il ne fallait donc pas se borner à étudier le problème viticole sous l'angle économique. Il était nécessaire de l'étudier également au point de vue social pour comprendre l'élaboration et les dispositions de la solution dirigiste qui lui a été donnée et dont nous allons maintenant faire l'analyse.

DEUXIÈME PARTIE

La solution dirigiste

La réglementation viticole française a été imposée par la situation économique. Elle a essentiellement pour but de sauver de la ruine les centaines de milliers de vignerons menacés par la surproduction et l'effondrement des prix qui en résulte. Pour lutter contre cette surproduction, il avait suffi jusqu'à ces dernières années de soumettre le produit à une réglementation étroite, d'empêcher la fraude en donnant aux pouvoirs publics des armes contre les vins anormaux afin de les écarter du marché. Le point de départ de toute cette législation est la loi du 14 août 1889 donnant la première définition du vin.

Mais un moment arriva où cette réglementation de la qualité fut jugée insuffisante. L'extension sans cesse croissante de l'aire viticole a amené, dans l'après-guerre, une surproduction considérable et tendant sans cesse à s'aggraver. Les débouchés normaux se révélant insuffisants, une très grande quantité de vin pesait sur le marché comme une menace perpétuelle.

Dans une économie libérale on aurait « laissé faire », et, la qualité d'un produit étant réglementée, on aurait attendu que la culture de la vigne, devenue peu rémunéra-

trice, soit partiellement abandonnée. Automatiquement, le marché aurait retrouvé son équilibre.

Mais ce processus aurait nécessité une période de transition difficile. Dans un pays à régime démocratique, il était impossible de demander cet effort brutal à 1.600.000 vignerons, remuants, bien organisés et s'occupant beaucoup plus du présent que de l'avenir.

On a donc préféré essayer un autre système : la limitation de la production par une série de mesures dont l'ensemble forme le « Statut de la Viticulture ». On a renforcé la réglementation de la qualité déjà existante, et on y a ajouté une réglementation de la quantité.

Le point de départ de cette orientation nouvelle est la loi du 4 juillet 1931. Depuis, un nombre considérable de mesures législatives, se complétant ou s'annihilant réciproquement, a vu ou verra le jour. A l'heure actuelle, le Statut de la Viticulture est un fouillis volumineux et complexe. Pour s'y reconnaître on peut utiliser, comme autant de fils d'Ariane, les idées directrices du législateur.

Elles sont au nombre de 3 :

1° Essayer d'éviter la surproduction chronique par une réglementation préventive.

2° Si, malgré tout, une année pléthorique survient, assainir le marché en appliquant un plan de résorption des excédents préparé d'avance.

3° Dans tous les cas, chercher à obtenir un prix « social » par une réglementation appropriée des ventes.

Pour l'analyse du statut de la viticulture, nous examinerons les différentes mesures issues de ces principes directeurs.

CHAPITRE PREMIER

RÈGLEMENTATION PREVENTIVE DE LA PRODUCTION

Dans toute branche de l'économie, il convient de rechercher un harmonieux équilibre entre la production et les débouchés. Les récoltes de notre vignoble étant trop abondantes, il convient donc de les diminuer. Pour cela deux moyens : la réduction de l'aire viticole et l'abaissement du rendement à l'hectare.

SECTION I. — MESURES TENDANT A DIMINUER
LA SURFACE DU VIGNOBLE

Pour lutter contre l'hypertrophie du vignoble français, une double série de mesures a été prises ; elles tendent à empêcher les plantations nouvelles et à amener l'arrachage d'une partie des surfaces déjà plantées.

A. — Le régime des plantations.

1° *L'interdiction totale des plantations nouvelles.*

Aucune plantation de nouvelles vignes ne peut être autorisée dans les départements où la superficie du vignoble en production s'est accrue depuis 1924. Ces départements sont les suivants : Aisne, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Ardennes, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente, Corrèze, Corse, Drôme, Gard, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Indre, Isère, Landes, Loire, Haute-Loire, Loire-Infé-

rieure, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Marne, Meuse, Morbihan, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Seine-et-Marne, Deux-Sèvres, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Vosges, Alger, Oran, Constantine.

Ces départements sont les seuls où le vignoble puisse rationnellement prospérer. Les viticulteurs bénéficient donc actuellement d'un monopole de fait.

2° *Les exceptions. Plantations autorisées.*

Le principe de l'interdiction des plantations nouvelles souffre cependant diverses exceptions.

1) *Entretien du vignoble.* — Les vignes arrachées sans servitude depuis le 1^{er} octobre 1931, qui n'ont pas été compensées par des plantations de remplacement sur l'exploitation peuvent être reconstituées.

Amendement Brière. — Toutefois le viticulteur exploitant un vignoble dont la superficie atteint ou dépasse 30 hectares, ne peut prétendre à remplacer entièrement les vignes arrachées pour d'autres raisons que l'invasion phylloxérique constatée ou contrôlée par une commission nommée par arrêté du Ministre de l'Agriculture. Il doit ramener l'aire de son vignoble aux limites suivantes :

95 % de la superficie des vignes existantes au 1^{er} janvier 1933 pour les vignobles compris entre 30 et 40 hectares.

94 % pour les vignobles couvrant une surface comprise entre 40 et 50 hectares et ainsi de suite avec diminution de 1 % par 10 hectares, sans que la superficie frappée d'interdiction de reconstitution puisse excéder :

15 % de la superficie primitive pour les particuliers ;

20 % de la superficie primitive pour les sociétés autres

que les sociétés familiales, comprenant uniquement des parents jusqu'au 2^e degré.

2) *Plantations devant assurer la consommation personnelle des récoltants.* — Les plantations destinées à assurer la consommation personnelle des récoltants sont toujours permises. Mais dans ce cas, l'exploitant ne peut expédier aucune quantité de vin ou de raisin. L'intégralité de la récolte qu'il obtient, tant sur la nouvelle vigne que sur celle qu'il pourrait déjà posséder, est réservée à ses propres besoins. Toute expédition lui est refusée par la régie.

Si, à la suite d'acquisition de nouvelles vignes, la production venait à dépasser sensiblement les besoins familiaux, le viticulteur intéressé aurait le choix entre les deux solutions suivantes : ou bien arracher les vignes plantées en vue d'assurer sa consommation, ou bien constituer ces mêmes vignes et celles nouvellement acquises en deux exploitations distinctes de façon à permettre d'appliquer à chacun des deux domaines son régime particulier.

3) *Plantations anticipées en remplacement de surfaces complantées de cépages prohibés.* — Au 1^{er} août 1942, tout viticulteur possédant des vignes complantées en totalité ou à concurrence de 75 % au moins de cépages prohibés (Noah, Othello, Isabelle, Clinton, Herbemont), devra avoir procédé à leur arrachage. Il peut jusqu'à la date ci-dessus procéder à une plantation anticipée de surfaces équivalentes à celles vouées à la destruction sous une double réserve. Il doit opérer cette plantation avec des cépages figurant sur la liste dressée pour chaque département par la Chambre d'Agriculture après avis du Directeur des Services Agricoles, et il est tenu de s'engager à détruire dans

un délai de trois ans, une superficie égale de vignes com-plantées de cépages prohibés.

En outre, à condition qu'il soit achevé avant le délai de trois ans, l'arrachage des vignes remplacées par anticipation donne lieu au paiement d'une indemnité forfaitaire de 1.200 francs par hectare.

4) *Plantations dans les régions où le vin bénéficie d'une appellation d'origine contrôlée.* — Dans ces régions, les viticulteurs peuvent, à surface égale, planter en remplacement de vignes arrachées depuis le 8 juillet 1928.

De même, ils peuvent remplacer jusqu'au 1^{er} août 1942, les vignes qui doivent être arrachées dans un délai de trois ans.

Toutes ces plantations doivent être faites sur des terrains et avec des cépages désignés dans les décrets qui fixent les caractéristiques et l'aire de production de chaque appellation contrôlée.

L'entretien du vignoble n'est pas soumis aux restrictions, exposées précédemment, de l'amendement Brière.

Sont enfin admises les plantations devant produire des vins exclusivement destinés à la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée : Cognac ou Armagnac. Les quantités de vin produites par ces plantations ne peuvent obtenir aucun titre de mouvement pour la vente en nature.

5) *Plantations dans les régions faiblement viticoles.* — Sont seulement autorisées les plantations réalisées, jusqu'à concurrence de 1 hectare, par toute personne ne possédant pas ou n'exploitant pas cette surface en vignes, dans les départements où, pour l'année 1934, la super-

ficie des vignes en production n'accuse pas d'augmentation depuis 1920 et uniquement en faveur des personnes se trouvant à la tête d'une exploitation distincte.

Cette limite de un hectare est portée à 3 hectares dans les régions sinistrées pendant la guerre 1914-1918 sans qu'il y ait lieu de considérer la superficie du vignoble départemental en 1934 comparativement à 1920.

Déclaration des Plantations.

Tout exploitant qui procède ou fait procéder à une plantation de vignes, même s'il s'agit d'un remplacement, est tenu d'en faire, un mois avant, la déclaration à la mairie et à la recette ruraliste dont dépend la localité sur laquelle doit être effectuée la plantation.

La déclaration de plantation doit contenir la date à laquelle la plantation doit être opérée, la situation et la superficie des terrains déjà plantés en vignes que le bénéficiaire de la plantation exploite tant en France qu'en Algérie, la situation et la contenance du terrain à encépager. Enfin, elle doit préciser à quel titre la plantation projetée doit être réalisée (remplacement, consommation familiale, etc.).

Depuis la parution du décret-loi du 30 juillet 1935, toute plantation de remplacement est interdite si l'arrachage des vignes à remplacer n'a pas été précédé d'une déclaration souscrite à la recette ruraliste.

Il est précisé que les arrachages opérés entre le 1^{er} octobre 1931 et le 30 juillet 1935 peuvent faire l'objet de déclarations tardives.

B. — L'arrachage.

Après avoir légiféré pour enrayer l'extension de l'aire viticole, on a tenté de la réduire à des proportions normales. La surproduction habituelle est de 10 millions d'hectolitres de vin environ. C'est à peu près la récolte de 150.000 hectares.

En vue d'amoindrir la superficie du vignoble métropolitain et algérien de cette quantité, le décret-loi du 30 juillet 1935 a prévu l'arrachage volontaire des vignes moyennant certains avantages compensateurs. Il peut se faire de deux façons différentes suivant que les intéressés réservent leur droit à replantation à l'expiration d'un délai de 15 ans ou s'engagent à ne pas compenser leur arrachage pendant un délai de 5 ans.

Arrachage quinquennal.

Les engagements d'arrachage volontaire pour une durée de 15 ans avec paiement d'indemnités en espèces ont cessé d'être reçus depuis le 20 octobre 1938 ; les dernières destructions de vignes avec servitude quinquennale — dont l'engagement a été pris avant le 20 octobre 1938 — devant être réalisées avant le 31 mars 1939.

Ces arrachages pouvaient être effectués en adoptant une des trois formules suivantes :

Formule A. — Attribution d'une indemnité pouvant atteindre 7.000 francs par hectare et reclassement au point de vue impôt foncier.

Toutefois l'octroi de cette indemnité entraîne le contingentement des sorties, c'est-à-dire que le propriétaire ayant réalisé un arrachage selon cette formule, sera limité

pour ses expéditions futures de vin, à la quantité obtenue d'après la moyenne des 3 meilleures récoltes de 1927 à 1933 enregistrées dans son vignoble, diminuée des quantités réputées produites par les parcelles arrachées.

Il peut arriver cependant dans certains cas, que le terme de comparaison obtenu par la moyenne des trois meilleures années de 1927 à 1933 ne représente pas le potentiel normal de production de l'exploitation. C'est pourquoi le décret du 30 octobre 1935 (article 3) a décidé que ce terme de comparaison pouvait être modifié, après avis des experts, quand il a été influencé par des causes dûment établies.

Formule B. — Attribution d'une indemnité dans la limite de 3.500 francs à l'hectare et reclassement au point de vue impôt foncier. Elle entraîne le contingentement des sorties comme la formule précédente. Par contre, elle donne droit à des dispenses partielles de blocages et de distillation.

Les viticulteurs ayant arraché selon cette formule sont exonérés du blocage et de la prestation d'alcool de vin que la surface arrachée était réputée produire en se basant sur le rendement annuel moyen à l'hectare de l'exploitation pour les trois récoltes précédant l'arrachage. Toutefois la quantité entrant en compte pour l'exemption ne peut être supérieure à la différence entre la récolte de l'année considérée et la moyenne des trois récoltes précédant l'arrachage, moyenne réduite de 5 %.

Formule C. — L'indemnité est uniformément fixée à 1.200 francs par hectare. Les arrachages effectués selon cette formule donnent droit aux dispenses partielles de blocage et de distillation ainsi qu'au reclassement au point

de vue impôt foncier. Ils n'entraînent pas la limitation ultérieure des envois.

Remarque. — Par mesure de bienveillance, l'Administration des Contributions Indirectes admet le passage de la formule A ou B à la formule C, ce qui a pour conséquence de faire disparaître la limitation des sorties et d'accorder des dispenses partielles de blocage et de distillation. Mais cette opération est subordonnée au remboursement de la différence entre les indemnités.

Arrachage quinquennal.

Contrairement aux engagements pour 15 ans qui ont cessé d'être reçus depuis le 20 octobre 1938, les arrachages pour 5 ans subsistent. Ils ne comportent pas l'octroi d'une indemnité, mais ils permettent de bénéficier des dispenses partielles de blocage et de distillation.

D'autre part, la servitude quinquennale affecte l'exploitation considérée dans son universalité. Rien ne s'oppose à la replantation d'une parcelle de vigne arrachée pour 5 ans, lorsqu'un arrachage suffisant a été réalisé sur un autre point du domaine.

Il n'en est pas de même pour l'arrachage quindécennal. La servitude de non replantation frappe les parcelles mêmes sur lesquelles les vignes ont été arrachées.

SECTION II. — MESURES TENDANT A DIMINUER LE RENDEMENT A L'HECTARE

Pour diminuer la production viticole, on a également cherché à diminuer le rendement à l'hectare. Dans ce but,

on a instauré successivement une réglementation de la fabrication du vin pour éviter les fraudes, ensuite un ensemble de mesures défavorisant les hauts rendements.

I. — Réglementation de la fabrication du vin.

1) *Définition du vin.*

Le vin est une boisson assez facile à frelater. Aussi la loi en donne-t-elle depuis longtemps une définition précise : « le vin est le produit provenant exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais ».

Le vin doit d'abord être naturel. Il est par conséquent interdit, pour donner un exemple, de mettre en vente un vin additionné d'eau, même en prévenant l'acheteur et même si l'acheteur a lui-même demandé un vin ainsi « mouillé ».

Dans ce cas le produit vendu ne serait pas du « vin » et tomberait sous le coup de la loi qui le considère comme une « fraude ».

Le vin naturel doit être en même temps normal et ne présenter aucune anomalie de composition, ni aucune maladie (piqûre, tourne, etc.). Ainsi, un vin naturel n'est plus normal si, par exemple, son degré alcoolique est inférieur à certaines limites.

2) *Réglementation des pressurages.*

Le pressurage des marcs consiste à séparer de ceux-ci le vin qu'ils ont pu retenir lors de l'écoulement normal, à l'ouverture de la cuve, après la fermentation. C'est là une opération licite.

Le « surpressurage » est autre chose. Il consiste à remet-

tre les marcs, déjà épuisés de leur jus par les procédés loyaux et constants, sous un pressoir plus puissant, après leur avoir fait d'ailleurs subir une préparation adéquate. Ce surpressage donnera un liquide qui ne sera plus le « jus de raisin », mais plutôt un composé de la sève de la grappe et des ingrédients ayant servi à la préparation des marcs.

Les vins ainsi obtenus doivent obligatoirement être livrés à la distillerie ou à la vinaigrerie.

En ce qui concerne les lies, c'est-à-dire le liquide bourbeux restant au fond des cuves, le pressurage est interdit. On ne peut utiliser pour la consommation que le vin s'écoulant des lies « par filtration », c'est-à-dire par simple gravitation.

3) *Interdiction des piquettes.*

Les piquettes sont une boisson obtenue par une seconde fermentation des marcs en présence de sucre et d'eau. Elles sont déclarées impropres à la consommation par l'article 5 de la loi du 8 juillet 1933 :

« Sont seuls autorisés à fabriquer des piquettes ou des vins de sucre les viticulteurs, dont l'ensemble des déclarations de récolte n'accuse pas pour l'année en cours, une production supérieure à 100 hectolitres de vin. »

Toutefois l'autorisation de fabriquer des piquettes peut-être accordée exclusivement pour la consommation familiale et domestique. Il faut pour cela un décret du Ministre de l'Agriculture déterminant les communes et les cantons où l'emploi de cette boisson familiale est conforme aux usages locaux, loyaux et constants.

Une autorisation doit être demandée par le viticulteur avant le 31 août de chaque année ; la demande doit porter l'indication exacte du personnel employé dans l'exploit-

tation, le droit étant limité à 5 hectolitres pour le propriétaire et sa famille, plus 5 hectolitres par homme employé à l'année sans que la quantité globale puisse excéder 10 hectolitres.

4) *Interdiction du sucrage et du vinage.*

Dans la vinification, le sucre a une double action : d'une part, il donne au vin plus de douceur, d'autre part et surtout il augmente son degré alcoolique.

La loi du 4 août 1929 a interdit absolument tout sucrage en première vinée dans toutes les régions de grosse production et plus précisément dans les départements du ressort des Cours d'Appel d'Aix, Nîmes, Montpellier, Toulouse, Agen, Pau, Bordeaux et Alger. Toutefois, le Ministre de l'Agriculture peut, sur avis conforme de la commission interministérielle de la viticulture, autoriser le sucrage dans les départements ou parties du territoire désignés ci-dessus.

Dans tous les cas, l'Administration des Contributions Indirectes exerce un contrôle très sévère sur les opérations de sucrage.

Le vinage est l'opération qui consiste à introduire dans le moût de raisin non encore fermenté, une certaine quantité d'alcool de vin. On augmente ainsi la richesse alcoolique du mélange. Depuis la loi des finances du 8 juin 1864, le vinage a été absolument prohibé pour la consommation intérieure. L'article 2 de la loi du 24 juillet 1894 l'a même assimilé à une fraude commerciale et elle punit l'alcoolisation, ainsi du reste que le mouillage, alors même que l'addition d'alcool ou d'eau au vin serait connue de l'acheteur. C'est, on le voit, une conception très rigoriste de la fraude.

II. — Mesures défavorisant les hauts rendements.

1) Taxes sur la production.

Ces taxes, appelées redevances, frappent les propriétaires qui ont obtenu plus de 200 hectolitres de vin avec un rendement à l'hectare dépassant 100 hectolitres.

Le tarif des redevances est le suivant :

5 fr. par hl. pour les rendements					compris entre 101 et 125 hls	
10 »	»	»	»	»	126 »	150 »
20 »	»	»	»	»	151 »	175 »
30 »	»	»	»	»	176 »	200 »
50 »	»	»	»	»	201 »	250 »
100 »	»	»	»	»	dépassant 250 hectolitres	

Indépendamment de la redevance ci-dessus, calculée d'après le rendement, il est perçu une redevance de 5 frs par hectolitre, basée sur la production globale,

a) Lorsque le rendement à l'hectare est compris entre 51 et 80 hectolitres dans les exploitations dont la récolte globale dépasse 25.000 hectolitres.

b) Lorsque le rendement est compris entre 81 et 100 hectolitres dans les exploitations dont la récolte globale dépasse 2.000 hectolitres.

Toutefois les redevances ne sont appliquées qu'aux exploitations dont le rendement moyen, au cours des trois années précédentes, a dépassé 50 hectolitres à l'hectare.

Déductions à opérer.

Les redevances ne sont pas exigées pour les quantités de vin :

a) déclarées pour la fabrication d'eaux-de-vie bénéf-

ciant de l'appellation d'origine, Cognac ou Armagnac, et effectivement réservées à cet usage ;

b) distillées par le récoltant pour exécuter la prestation obligatoire (voir *infra*) ;

c) exportées directement par le récoltant ou pour son compte ;

d) évaporées par concentration lorsqu'après l'opération les moûts concentrés demeurent la propriété du récoltant soumis aux redevances, et sont ramenés dans les chais de ce dernier pour être employés sur place en vue de la vinification.

2) *Majoration des charges du Statut de la Viticulture.*

Les principales charges frappant la moyenne et la grosse propriétés dans les années excédentaires, sont le blocage et la distillation obligatoire. Leur étude montrera que ces servitudes s'alourdissent en fonction du rendement et de la récolte totale.

3) *Irrigations.*

Les irrigations ayant pour résultat d'augmenter la production, l'article 101 du Code du vin a interdit d'irriguer les vignes à dater du 15 juillet de chaque année jusqu'à la date de l'enlèvement de la récolte. Toutefois des arrêtés rendus par le Ministre de l'Agriculture, après avis de la commission interministérielle de la viticulture et compte tenu des usages locaux, loyaux et constants, peuvent à titre exceptionnel, fixer par département et par commune, la date extrême jusqu'à laquelle l'arrosage peut être autorisé.

4) *Degré minimum.*

Le degré minimum est une des pierres angulaires de la législation viticole et contribue puissamment à l'assainissement du marché. Pour son établissement, on a classé les vins de consommation courante en deux grandes catégories : les vins de coupage et les vins de pays.

Vin de coupage. — D'après la loi du 1^{er} janvier 1930 « est considéré comme vin de coupage tout vin résultant du mélange par un commerçant, de vins différents entre eux par leur provenance ». La loi du 8 juillet 1933 a nettement précisé la dernière partie de cette définition en stipulant que n'est pas à considérer comme vin de coupage le mélange portant sur des vins originaires d'une région, quand le mélange est pratiqué à l'intérieur même de celle-ci. Et il faut entendre par région, l'ensemble des départements compris dans chacun des décrets fixant la composition minimum des vins de pays (voir *infra*).

Actuellement, il est interdit d'importer, de vendre, de mettre en vente, sauf pour la distillerie et la vinaigrerie, des vins de coupage renfermant moins de 9° d'alcool réel.

Il faut entendre par degré réel le degré alcoométrique centésimal existant dans 100 volumes du vin considéré et dosé par distillation.

Vin de pays. — Les vins de pays sont ceux qui ont une origine connue et qui ne sont ni « vins de coupage » ni vins « à appellation d'origine ». Pour employer la définition légale, les vins de pays sont « des vins qui sont vendus sans coupage, dans l'état même où ils sortent de la propriété, ou mélangés en vertu d'usages locaux, loyaux et constants dans la limite d'une même zone de production appelée région ».

Pour préciser cette définition et montrer l'esprit de la loi du 1^{er} janvier 1930, on ne peut mieux faire que citer les commentaires suivants du Ministre de l'Agriculture.

« Lorsqu'un vin d'origine, lorsqu'un vin loyal est né sur un territoire quelconque, il se présente avec une personnalité qui lui est propre. Il a peut-être une teneur réduite en alcool par rapport à la production de certains autres vignobles, mais il a une élégance de constitution, une finesse, une robustesse qui le font rechercher sur le marché consommateur. »

Ainsi, même pour les vins de consommation courante, la France possède une grande variété de qualités. Chaque région viticole a son vin, qui lui est propre, avec un goût, une couleur, un bouquet particuliers.

La fixation pour les diverses régions d'un degré minimum au-dessous duquel les vins sont réputés impropres à la consommation, peut contribuer largement à l'assainissement du marché tant en qualité qu'en volume. Aussi plusieurs textes au cours de ces dernières années ont réglementé la question.

Ce fut d'abord l'article 2 de la loi du 1^{er} janvier 1930 : « En ce qui concerne les vins n'ayant pas droit à une appellation d'origine, un décret du Ministre de l'Agriculture pourra, sur avis de la commission technique permanente et compte tenu des conditions climatiques de leur production, fixer chaque année pour chaque région la composition au-dessous de laquelle les vins provenant des dites régions devront être considérés comme impropres à la vente hors du département. »

Puis la loi du 4 juillet 1931 a remplacé l'art. 2 ci-dessus de la loi du 1^{er} janvier 1930 : « Il sera statué par des décrets pris sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

pour chaque région viticole, sur la composition que doivent avoir les vins récoltés dans chacune des dites régions pour pouvoir être considérés comme propres à la consommation. »

Pour l'application successive de ces textes, des décrets ont fixé chaque année par la suite la composition minima des vins de pays.

Enfin, il a semblé préférable de fixer une fois pour toutes celle-ci. Cette réforme a été réalisée par une série de décrets pris sur l'initiative du Ministre de l'Agriculture à la date du 15 juillet 1933.

A l'heure actuelle sont considérés comme propres à la consommation les vins préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants dont le titre alcoolique est égal ou supérieur à :

1°) 9 degrés pour ceux produits dans les départements du Var (à l'exception de la commune de Saint-Julien-le-Montagnier), des Alpes-Maritimes, de la Corse;

2°) 8 degrés 5, pour ceux produits dans les départements suivants : Pyrénées-Orientales, Aude (à l'exception du canton d'Alaigne), Hérault (à l'exception du territoire ci-après situé dans la région montagneuse des Cévennes ; le canton de Saint-Pons (sauf la commune de Saint-Jean-de-Pardailhan) ;

Les communes de Saint-Vincent-d'Olargues et de Cambron (dans le canton d'Olargues) ;

Les communes de Rosis, Combes, Saint-Genies-du-Varensal, Taussac-la-Billière, Castanet-le-Haut, St-Gervais (dans le canton de Saint-Gervais) ;

Les communes de la Tour-sur-Orb, Graissesac, Camplong, St-Etienne-Estrechaux, Pezennes-les-Mines, Carlencas et Levas, Bédarieux (dans le canton de Bédarieux) ;

Les communes d'Avène, du Bousquet-d'Orb, de Brenas, de Cellhes et Rocozols, de Dio et Valquières, de Joncels-Lavalette, de Lunas, de Romigières, de Roqueronde, de Saint-Martin-des-Combes (dans le canton de Lunas) ;

Le canton de Caylar en totalité ;

Gard, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Drôme, Ardèche (à l'exception de l'arrondissement de Tournon et, dans l'arrondissement de Brives, des cantons de la Voulte, de Chomérac et de Saint-Pierreville).

3°) 8 degrés 5; pour ceux produits dans les départements suivants : Gironde, Dordogne, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne (à l'exception des cantons de Valence, d'Agen, Auvillar, Saint-Nicolas-de-la-Grave, Lavit-de-Lomagne, Beaumont-de-Lomagne et Verdun-sur-Garonne), Tarn, Lot, Landes et Gers ;

4°) 8 degrés, pour ceux produits par les départements suivants : Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Rhône ;

5°) 7 degrés 5, pour ceux produits dans les départements et cantons suivants : Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Ariège, le canton d'Alaigne (Aude), Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne (cantons de Valence, d'Agen, Auvillar, Saint-Nicolas-de-la-Grave, Lavit-de-Lomagne, Beaumont-de-Lomagne et Verdun-sur-Garonne).

6°) 7 degrés pour ceux produits dans les départements suivants : Loire-Inférieure, Vendée, Maine-et-Loir, Vienne, Deux-Sèvres, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Sarthe, Eure-et-Loir, Seine-et-Oise, Loiret, Cher, Indre, Allier, Yonne, Nièvre, Aisne, Marne, Aube, Haute-Marne, Seine-et-Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Haute-Saône, Doubs, Jura, Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle, Savoie, Haute-Savoie, Isère, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Ain, Hte-Vienne, Corrèze, Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire, Loire,

Lozère, Aveyron, l'arrondissement de Tournon (Ardèche) et, dans l'arrondissement de Privas (Ardèche), les cantons de Privas, de la Voulte, de Chomérac et de Saint-Pierre-ville; la commune de Saint-Julien-le-Montagnier (Var), le territoire ci-après du département de l'Hérault, situé dans la région montagneuse des Cévennes : le canton de Saint-Pons (sauf la commune de Saint-Jean-de-Pardailhan), les communes de Saint-Vincent-d'Olargues et de Cambon (dans le canton d'Olargues); les communes de Rosis, Combes, Saint-Genies-de-Varensal, Taussac-la-Billière, Castanet-le-Haut, Saint-Gervais (dans le canton de Saint-Gervais), les communes de la Tour sur Orb, Graissessac, Camplong, St-Etienne-Estrechoux, Pezenes-les-Mines, Carlenca et Lévas, Bédarieux (dans le canton de Bédarieux); les communes d'Avène, du Bousquet-d'Orb, de Brenas, de Ceilhes et Rocozols, de Dio et Valquières, de Joncels-la-Valette, de Lunas, de Romiguières, de Roque-ronde, de Saint-Martin-des-Combes (dans le canton de Lunas); le canton de Caylar (en totalité).

Pour l'Algérie le degré minimum des vins de pays est beaucoup plus élevé qu'en France. Du reste, au fur et à mesure que le vignoble se déplaçant vers le sud, bénéficie d'un soleil plus généreux, le législateur se montre plus exigeant pour la richesse alcoolique des vins qu'il produit.

Dans nos départements transmédierranéens, le degré minimum des vins doit être égal ou supérieur aux chiffres ci-après :

1° 12 degrés, pour ceux produits dans les arrondissements de Mascara, en totalité, de Tlemcen (à l'exclusion des cantons de Montagnac, de Sebdu et de la commune des Descartes) ;

2° 11 degrés 5, pour ceux produits dans les arrondisse-

ments de Mostaganem (à l'exception des communes de la Stidia et de Mazagran); d'Oran (à l'exception des cantons d'Oran, d'Arzeu et de Saint-Claude, de Sidi-bel-Abbès);

3° 11 degrés, pour ceux produits dans les cantons de Montagnac, de Sebdou et, pour la commune de Descartes dans l'arrondissement de Tlemcen;

Pour les communes de Stidia et de Mazagran dans l'arrondissement de Mostaganem;

Pour les cantons d'Oran, d'Arzeu et de Saint-Cloud;

Dans le département d'Alger, pour les arrondissements d'Orléansville, de Miliana, de Médéa, en totalité.

4° 10 degrés 5, pour ceux produits dans le département d'Alger.

Arrondissement d'Alger, pour les communes ci-après énumérées : Ain-Bessem (P.E.), Ain-Bessem (M.), Aumale (P.E.), Daba-Hessen, Beni-Monsour (M.), Bérard, Bir-Rabalou, Birkadem, Birmandreis, Boufra, Bouzaréa, Gouraya, Cherchell (M.), Cherchell (P.E.), Crescia, Douera, Draria, Al-Achour, Fi-Biar, Hussein-Dey, Koléan, Kouba, Mahelman, Novi, Ouled-Fayet, Palestro (P.E.), Palestro (M.), Saint-Ferdinand, Saoula, Tablat.

Arrondissement de Tizi-Ouzou, pour les communes de Boghni, Djurdjura (M.), Dra-el-Mizan (P.E.), Dra-el-Mizan (M.), Fort-National (P.E.), Fort-National (M.), Ht-Sébaou (M.), Mekla, Tizi-Renif.

Dans le département de Constantine : arrondissement de Constantine, à l'exception de la commune d'El-Milia.

Arrondissement de Batna, en totalité.

Arrondissements de Guelma et de Sétif en totalité.

Arrondissements de Philippeville, communes ci-après énumérées : Col-des-Oliviers, El-Arrouch, Castonville, Robertville.

5° 10 degrés, pour ceux produits dans le département d'Alger :

Arrondissement d'Alger, pour les communes ci-après énumérées : Ain Taya, Alma, Ameer el Ain, Arba, Arbache, Attat, Beni Mered, Birtouta, Blida, Boufarik, Bouinan, Bourbika, Cap Matifou, Castiglione, Cheragas, Chebli, Courbet, Dely Ibrahim, Daouda, El Affroun, Félix Faure, Fouka, Fondouk, Fort de l'Eau, Guyotville, La Chiffa Meurand, Maison Blanche, Maison Carrée, Marengo, Ménerville, Mouzalaville, Oued el Alleug, Reghaie, Rivet, Rouba, Rovigo, Saint-Pierre, Saint-Paul, Saint-Eugène, Sidi Moussa, Souma, Staoueli, Tefeschoum, Tapaza, Zéralde.

Arrondissement de Tizi Ouzou, pour les communes de Abbo, Azeffoun, Bordj-Ménéaïel, Camp du Maréchal, Dellys, Haussonvillers, Isserville, Mirabeau, Migrana (M.), Rébeval, Tizi Ouzou.

Dans le département de Constantine :

Arrondissement de Bône en totalité.

Arrondissement de Bougie en totalité.

Arrondissement de Philippeville, pour les communes énumérées ci-après : Collo, Collo (M.), Gastu, Jemmapes, Jemmapes (M.), Philippeville, Saint-Charles, Stora.

Arrondissement de Constantine : commune de El Milia.

Les limites minima des vins de pays fixées précédemment ne sont pas immuables.

En effet, dans les diverses régions viticoles déterminées par les décrets du 15 juillet 1933, lorsqu'après les vendanges les règles fixées par ces décrets seraient reconnues trop rigoureuses pour les vins produits sur certains territoires, en raison des conditions climatiques particulières, nettement différentes de celles de l'ensemble de la région en cause, le Ministre de l'Agriculture, par des arrêtés spéciaux

pris après consultation des offices agricoles, peut abaisser le degré minimum dans la limite d'un demi-degré et préciser les caractères permettant de considérer les vins de ces sous-régions comme propres à la consommation.

On peut ainsi atténuer certaines irrégularités calamiteuses dans la végétation de la vigne. Mais on ouvre la porte à bien des abus.

Telles sont exposées objectivement les mesures destinées à ramener l'équilibre entre la production et la consommation. Toutes sont basées, au moins théoriquement, sur la recherche de la qualité.

La plupart, destinées à prévenir la fraude, relèvent du libéralisme le plus orthodoxe.

Chez quelques-unes pourtant ce caractère commence à s'estomper, elles forment la transition avec les mesures de dirigisme pur que nous allons maintenant étudier.

CHAPITRE II

REGLEMENTATION D'ASSAINISSEMENT

Dans la pensée du législateur la série de mesures préventives étudiées aux chapitres précédents devaient suffire, dans le cas de récolte moyenne, à ramener l'équilibre sur le marché des vins.

L'expérience a montré leur insuffisance; d'ailleurs la production viticole étant très irrégulière dans le temps il fallait de toute façon s'attendre à des années pléthoriques.

Pour lutter contre l'effondrement des prix qui en est la conséquence, un plan de résorption des excédents a été prévu.

Dans l'état actuel des choses il comprend un moyen principal : la distillation obligatoire et divers moyens d'importance malheureusement secondaire parce que moins efficaces : les primes à l'exportation, la concentration et la fabrication de mistelles.

Nous allons les exposer successivement.

DISTILLATION OBLIGATOIRE

La distillation obligatoire, régie par les lois du 4 juillet 1931 et du 22 décembre 1937, est la clef de voûte de toute la réglementation d'assainissement du marché vinicole.

Elle consiste essentiellement en une opération de destruction de richesses. Elle résorbe les excédents en exigeant de certaines catégories de viticulteurs des prestations « d'alcool de vin » utilisées dans des débouchés artificiels et anormaux.

Elle tend accessoirement à réglementer les procédés de fabrication en forçant les prestataires à livrer pour chaque hectolitre de vin produit, outre l'alcool de vin, une certaine quantité d'alcool « vinique » provenant de la distillation des marcs, lies et divers produits de queue des caves.

A. — Quantité totale des prestations d'alcool de vin.

Chaque année on procède à l'évaluation des quantités de vin qu'il convient de retirer du marché. On y parvient par une simple soustraction entre les disponibilités et les prévisions d'écoulement.

La campagne 1938-39 par exemple s'est présentée ainsi :

Disponibilités	88.326.985 hectolitres
Prévisions d'écoulement ...	81.590.000 »
Excédents.....	6.736.984 »

L'offre est estimée devoir être supérieure à la demande sous toutes ses formes d'une quantité égale à 7 millions d'hectolitres de vin environ.

Dans ce cas, c'est-à-dire lorsque la statistique publiant les résultats des déclarations de récolte souscrites en France et en Algérie fait apparaître un chiffre de disponibilités supérieur aux besoins, il y a lieu de recourir à la distillation obligatoire d'une partie de la récolte.

Le recours à cette mesure est édicté par un décret rendu sur la proposition des Ministres de l'Agriculture et des Finances après avis de la Commission interministérielle de la viticulture.

B. — Désignation des prestataires d'alcool de vin.

Les viticulteurs ne sont pas égaux devant le sacrifice. Le plus grand nombre y échappe par le jeu de l'« abattement à la base ». Celui-ci est variable avec l'importance de la récolte, mais ne descend jamais au-dessous d'une certaine limite. Il est ainsi fixé par la loi. La distillation obligatoire s'impose seulement :

— aux producteurs de plus de 400 hectolitres, quand les disponibilités n'excèdent pas 75 millions d'hectolitres ;

— aux producteurs de plus de 350 hectolitres quand les disponibilités sont comprises entre 75 et 78 millions d'hectolitres ;

— aux producteurs de plus de 300 hectolitres quand les disponibilités sont comprises entre 78 et 81 millions d'hectolitres ;

— aux producteurs de plus de 250 hectolitres quand les disponibilités sont comprises entre 81 et 84 millions d'hectolitres ;

— aux producteurs de plus de 200 hectolitres quand les disponibilités dépassent 84 millions d'hectolitres.

Le Ministre de l'Agriculture, après avis de la commission interministérielle de la Viticulture, peut abaisser ou augmenter ces divers paliers dans la limite de 10 %.

Cette marge permet chaque année de réserver l'inconnu de l'échelon de départ. Elle vise à dérouter les stratèges de la déclaration de récolte qui s'arrangeaient à rester toujours légèrement en dessous des chiffres fatidiques fixés par la loi.

On peut remarquer toutefois que les producteurs de moins de 180 hectos sont toujours exonérés de la distillation obligatoire.

Cependant, si les disponibilités excédaient 95 millions d'hectolitres, et si l'assainissement se révélait impossible sur les bases prévues aux paragraphes précédents, des décrets du Ministre de l'Agriculture et des Finances pourraient abaisser le point de départ des prestations individuelles.

C. — Quotité de la distillation.

Le pourcentage de la distillation est fixé chaque année par décret. Il est proportionnel à l'importance de la récolte nationale. Dans le cadre de la production d'un viticulteur, il est doublement progressif. Il varie en raison de la quantité de vin récolté et du rendement à l'hectare.

Pour la récolte de 1938, les viticulteurs soumis à cette mesure sont tenus de distiller une quantité d'alcool de vin correspondant aux pourcentages suivants :

0,50 litre d'alcool pur par hl. de vin pour			les récoltes comprises entre		185 et	290 hls
0,70	»	»	»	»	290	» 380
1	»	»	»	»	380	» 970
1,30	»	»	»	»	970	» 2.800
1,60	»	»	»	»	2.800	» 5.000
1,90	»	»	»	»	5.000	» 9.800
2,20	»	»	»	»	9.800	» 19.700
2,50	»	»	»	»	19.700	» 45.000
2,80	»	»	»	»	45.000	et au delà.

Les quantités ainsi déterminées sont majorées de :

10% quand le rendement à l'ha. est compris entre 40 et 50 hl.

20%	»	»	»	»	»	50	» 60
30%	»	»	»	»	»	60	» 75
40%	»	»	»	»	»	75	» 95

50%	quand le rendement à l'ha. est compris entre 95 et 115 hl
60%	» » » » » » 115 » 145 »
70%	» » » » » 145 et au delà

Calcul des Prestations

Pour le calcul des prestations d'alcool de vin, la déclaration de récolte est diminuée des quantités de moûts ou de vins :

a) disparues à la suite d'opération de concentration opérées dans les conditions réglementaires. Quand les moûts concentrés sont utilisés pour d'autres usages que la chapitalisation des moûts de vendange ou l'édulcoration des vins blancs secs, et d'une manière générale toute opération de vinification, il y a lieu de déduire le volume initial des moûts traités ;

b) utilisées à l'élaboration de mistelles, de vins médicamenteux, de vins de liqueurs, d'apéritifs à base de vins ou de vins doux naturels, ou à la préparation de moûts stérilisés devant être vendus en nature pour la consommation de bouche, à la condition dans ce dernier cas qu'une déclaration ait été faite à la recette ruraliste et que les opérations aient été soumises au contrôle du Service des Contributions indirectes.

Seule la quantité nette de vin produite est considérée pour l'application du pourcentage de distillation. On ne tient pas compte des moûts de raisin utilisés autrement que pour la vinification.

Par contre, pour l'application de la majoration pesant sur les rendements supérieurs à 40 hectolitres à l'hectare, le rendement à considérer est celui effectivement obtenu, c'est-à-dire avant toute atténuation.

Portion de récolte respectée.

D'autre part la quantité de vin dont tout viticulteur conserve la libre disposition ne peut pas être inférieure à 185 hectolitres, chiffre fixé en 1938 comme point de départ de la distillation obligatoire.

Ainsi un viticulteur ayant produit 203 hectolitres de vin ne pourra être tenu de faire distiller une quantité supérieure à 18 hectolitres pour satisfaire sa prestation d'alcool de vin.

Mais le minimum affranchi (185 hectos) n'est pas à considérer pour le calcul des prestations d'alcool vinique.

Prestations maxima.

En aucun cas les quantités de vin à distiller pour fournir la prestation d'alcool de vin, ne peuvent être supérieures :

a) au tiers des disponibilités pour les récoltes inférieures à 5.000 hectos ;

b) à la moitié des disponibilités pour les récoltes supérieures à 5.000 hectos.

Si la déclaration de récolte comprend des moûts évaporés ou employés à la fabrication des jus stérilisés, mistelles, vins de liqueurs, etc., la portion de récolte demeurant passible de la distillation obligatoire est seule retenue pour la détermination des maxima ci-dessus du tiers ou de la moitié, ainsi que pour la comparaison avec le chiffre limite de 5.000 hectos.

Pour la détermination des quantités maxima d'alcool à livrer, le degré moyen des vins à distiller est fixé au degré minimum imposé aux vins dans la région de production

pour être reconnus propres à la vente sur le marché de bouche.

Exonérations de distillation.

D'après les lois du 4 juillet 1931 et du 31 mai 1938, sont exonérés de la distillation obligatoire :

a) les producteurs dont le rendement à l'hectare accuse comparativement à la moyenne des 3 années précédentes, une diminution supérieure à 50 % ;

b) les viticulteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine contrôlée.

Les récoltants qui obtiennent de l'eau-de-vie bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée, Cognac ou Armagnac, sont dispensés de livrer à l'Etat l'alcool produit. Ils demeurent cependant tenus de justifier qu'ils ont distillé ou fait distiller dans le délai prévu des quantités suffisantes de leurs propres récoltes.

Livraison des prestations d'alcool de vin.

En principe, les viticulteurs sont tenus de distiller ou de faire distiller le vin de leur récolte pour livrer leur prestation d'alcool de vin. Mais ils conservent la faculté d'acheter du vin ou de l'alcool de vin pour effectuer leurs livraisons. Ils peuvent aussi compenser leurs prestations d'alcool de vin par des exportations de moûts concentrés, des exportations de vin, ou des livraisons à l'Intendance.

Achat de vin ou d'alcool de vin. — Pour exécuter leurs prestations, les viticulteurs sont autorisés à acheter du vin à distiller ou de l'alcool de vin de fabrication postérieure au 15 décembre de l'année en cours, sauf dans le cas où les alcools proviennent de la mise en œuvre de vins inscrits

à des comptes de déblocage ouverts depuis le début de la campagne.

SECTION II. — REMPLACEMENT DES PRESTATIONS D'ALCOOL DE VIN

I. — Exportation des moûts concentrés.

La prestation d'alcool de vin peut être compensée, partiellement ou en totalité, par des exportations de moûts concentrés de raisin, réalisées par des viticulteurs ou pour leur compte.

L'imputation est faite après le retour au lieu d'émission des acquits à caution ayant accompagné les marchandises et régulièrement annotés par le Service des Douanes d'une des deux mentions : « Vu embarquer », ou « Vu passer à l'étranger ». Il est tenu compte du volume des moûts de base ayant servi à la préparation des concentrés et de leur richesse alcoolique en puissance.

II. — Livraisons de vin à l'Armée.

Les prestations d'alcool de vin peuvent être remplacées par des fournitures de vin à l'intendance. Elles sont distribuées à titre de rations supplémentaires et ne diminuent pas les quantités normalement achetées pour les besoins de l'armée.

C'est là une excellente solution. Il est évidemment préférable d'augmenter la ration de vin des soldats que de détruire cette boisson nationale pour en faire de l'alcool carburant.

Les récoltants désireux de livrer des vins à l'Intendance,

doivent adresser leurs offres au Directeur général des Contributions indirectes, les fournitures ne peuvent, sauf dérogations admises par l'Administration, être inférieures à 60 hectolitres. Elles doivent être constituées par des vins rouges, blancs ou rosés, loyaux et marchands, titrant au minimum 8 degrés et possédant en toute hypothèse les caractéristiques minima exigées des vins à la consommation dans la région de production.

Les vendeurs peuvent être tenus d'assurer la conservation des vins jusqu'à l'époque fixée par l'Administration et au plus tard jusqu'au 15 juillet. Dans ce cas, il leur sera alloué une indemnité de 75 centimes par mois et par hectolitre de vin conservé au delà du 31 décembre.

L'Intendance militaire calcule le prix d'achat des vins assez largement pour que les viticulteurs aient plutôt intérêt à lui livrer les vins soumis à la distillation obligatoire qu'à les transformer en alcool de prestation.

III. — Exportations.

Les prestations d'alcools de vins peuvent être compensées par des exportations de vins hors de France et d'Algérie. Les envois en zone franche du Pays de Gex ou de la Haute-Savoie ne sont pas considérés comme exportations.

Au point de vue administratif, on distingue les envois à l'étranger suivant qu'ils sont effectués par le producteur lui-même ou par l'intermédiaire d'un négociant.

1° — *Exportation directe par un viticulteur.*

Les acquits levés pour exporter les vins doivent porter la mention suivante : « Vin exporté par un viticulteur pour compenser sa prestation d'alcool de vin ». L'imputation est

effectuée quand le titre de mouvement est rentré, déchargé et annoté du « Vu embarquer » ou « Vu passer à l'étranger ». A défaut d'indications particulières sur les pièces de régie, on attribue aux vins le degré minimum exigé des vins de pays dans la région.

Les viticulteurs qui exportent des vins plus riches en alcool ont donc intérêt à déclarer au départ la teneur alcoolique des boissons et à demander que mention en soit faite sur les acquits.

Comme l'exportation des vins demande des soins et des traitements particuliers (vinages, filtrages, entonnements, etc.), les viticulteurs chargent généralement des négociants spécialisés de préparer leurs vins.

Il est essentiel dans ce cas pour la régie d'avoir la certitude que les vins exportés sont bien ceux des viticulteurs intéressés, et d'établir que les négociants ont joué le rôle de simples intermédiaires. Pour cela, deux hypothèses doivent être envisagées.

1) *Les vins ne doivent pas être vinés.* — Les acquits levés au départ de la propriété à destination d'un point de sortie, doivent prévoir le passage des vins chez un négociant pour y être filtrés et, le cas échéant, transvasés dans d'autres fûts. Un délai spécial est consenti pour ces opérations qui n'exigent pas la mise en transit des chargements.

Le filtrage occasionnant normalement une perte, il en est donné décharge lors de l'apurement des acquits, pourvu qu'elle ne dépasse pas la moyenne constatée habituellement.

2) *Les vins doivent subir un vinage.* — Il est alors possible d'admettre la levée d'acquits désignant les négo-

ciants comme destinataires des vins. Les titres de mouvement sont déchargés, en vue des déclarations de vinage souscrites spécialement pour ces vins. Des nouveaux acquits sont ensuite établis à destination de l'étranger et les viticulteurs eux-mêmes doivent signer les soumissions d'enlèvement.

2° — *Exportation faite par l'intermédiaire
d'un négociant.*

L'exportation est généralement faite par l'intermédiaire d'un négociant en gros. Elle nécessite, en effet, une organisation commerciale considérable que ne saurait avoir un viticulteur. L'exportateur doit être installé depuis deux années au moins à l'ouverture de la campagne. Il est tenu d'indiquer sur la soumission d'enlèvement le nom du récoltant pour le compte de qui l'expédition est réalisée, et le cas échéant la richesse alcoolique des vins si celle-ci dépasse le degré minimum imposé dans la région. Ces mentions sont reproduites sur l'acquit et la souche du registre, ce qui permet au service local de suivre sur un compte spécial cette catégorie d'exportation.

En fin de campagne, l'Administration établit la moyenne des exportations effectuées et la compare avec les chiffres de la campagne en cours. Les excédents susceptibles d'apparaître au profit de celle-ci seront disponibles pour les compensations et pourront être répartis par l'exportateur entre les récoltants figurant au compte spécial.

Mais avant d'accorder une compensation, le Service s'assure que les viticulteurs désignés ont bien livré en cours d'année au négociant exportateur une quantité de vin au moins égale à celle exportée en leur nom. Pour cela il a

la faculté de se faire présenter la comptabilité de l'exportateur et tous contrats, lettres ou documents de nature à justifier l'exportation des vins pour le compte du récoltant.

Dans l'hypothèse où, en cours de campagne, les exportations réalisées par un marchand en gros dépasseraient la moyenne des deux campagnes précédentes, il serait possible, après avoir procédé à la comparaison prévue, d'autoriser ce négociant à répartir ses excédents au fur et à mesure de leur apparition sans attendre la fin de la campagne.

SECTION III. — PRESTATION D'ALCOOL VINIQUE

En plus des quantités d'alcool de vin, certains récoltants sont astreints à fournir une quantité variable d'alcools « viniques ».

Ceux-ci doivent résulter en principe de la distillation des résidus de vinification : lies, marcs de raisins, déchets de cave fournis par la propre récolte des prestataires.

A noter que les alcools tirés des lies complètes sont considérés comme alcool de vin jusqu'à concurrence de 90 % de la quantité produite et comme alcool vinique pour le surplus.

Détermination des prestataires.

Les récoltants astreints à effectuer des livraisons d'alcool vinique sont ceux déjà soumis à la prestation d'alcool de vin. Nous avons déjà vu comment ils étaient déterminés. Tous les vigneronns qui échappent à la distillation obligatoire d'une partie de leur récolte sont dispensés également

de fourniture d'alcool vinique. C'est illogique, car cette mesure a théoriquement pour but d'améliorer la qualité des vins. Cela montre qu'elle sert surtout, pratiquement, à l'assainissement du marché. Ce caractère est encore accentué par le fait que la proportion d'alcool vinique à fournir est souvent si élevée qu'elle entraîne une distillation supplémentaire du vin, constituant ainsi une aggravation des prestations d'alcool de vin.

Fixation des prestations.

Les quantités d'alcool vinique à fournir sont calculées sur les bases suivantes :

a) 1 litre d'alcool pur par hectolitre de vin produit dans les régions où le degré minimum des vins était fixé, au 31 mai 1938, à 10° et au-dessus. Elles comprennent les départements de : Alger, Oran, Constantine.

b) 0,77 litre d'alcool pur par hectolitre de vin produit dans les régions où le degré minimum des vins était fixé, au 31 mai 1938, à 8°5 au moins. Elles comprennent les départements suivants : Alpes-Maritimes, Ardèche (à l'exception de l'arrondissement de Tournon et des cantons de la Voulte, de Chomérac et de Saint-Pierre-ville), Aude (sauf le canton d'Alaigne), Bouches-du-Rhône, Corse, Dordogne, Drôme, Gard, Gers, Gironde, Hérault (à l'exception du territoire suivant : le canton de Saint-Pons, le canton de Caylar, les communes de Saint-Vincent-d'Olargues, de Cambon, Rosis, Courbes, Saint-Génies-de-Varensal, Taus-sac-la-Billière, Castanet-le-Haut, Saint-Gervais, la Tour-sur-Orb, Graissessac, Camplong, Saint-Etienne, Estre-chaux, Pezennes-les-Mines, Carlenças, Levas, Bédarieux, Avène, Bousquet d'Orb, Brenas, Ceilhes et Rocozels, Dis et Valquières, Jancels, Lavalette, Lunas, Romiguières, Ro-

queronde, Saint-Martin-des-Courbes), Landes, Lot-et-Garonne, Lot, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne (à l'exception des cantons de Valence, d'Agen, Ausillar, Saint-Nicolas-de-la-Grave, Lavit-de-Montagne, Beaumont-de-Lomagne, Verdun-sur-Garonne), Var (sauf la commune de Saint-Julien-les-Montagniers), Vaucluse.

c) 0,60 litre d'alcool pur par hectolitre de vin produit dans les régions autres que celles énumérées ci-dessus.

Ces quantités demeurent inchangées dans l'hypothèse où des décrets réduiraient les richesses alcooliques minima exigées des vins de pays.

A défaut d'alcool vinique, les viticulteurs doivent livrer de l'alcool de vin aux prix et conditions fixés pour les alcools viniques. Cela arrive souvent dans les années à faible degré. La distillation des sous-produits de la vinification (marcs, lies) donne alors des quantités d'alcool vinique insuffisantes et pour exécuter la prestation il faut livrer aux flammes une quantité supplémentaire de vin. Cela aboutit indirectement à augmenter la prestation d'alcool de vin.

Pour le calcul des fournitures d'alcool vinique, on ne tient compte que de la production initiale. La déclaration de récolte n'est pas diminuée des quantités de moûts ou de vins :

a) disparus par concentration;

b) utilisés à l'élaboration de mistelles, vins médicamenteux, vins de liqueur, apéritifs à base de vin ou de vins doux naturels, ou à la préparation de jus stérilisés.

SECTION IV. — CONDITIONS DE VENTE DES ALCOOLS DE PRESTATIONS

I. — Conditions techniques et délais.

Les alcools de vins et les alcools viniques livrés au titre de la distillation obligatoire doivent titrer 70° centésimaux au moins, à la température de 15 degrés centigrades, et ne pas renfermer une dose d'impuretés supérieure à la limite fixée pour chaque catégorie par la Direction du Service des Alcools.

Les alcools devront être fabriqués avant le 31 mai sous le contrôle des employés des Contributions indirectes et remis avant le 30 juin suivant à la Direction du Service des Alcools.

A partir de la date fixée pour la livraison dans l'avis individuel adressé aux producteurs ou, en tout cas, à partir de la date extrême arrêtée par décret, les prestataires retardataires sont redevables d'une astreinte qui peut atteindre 3 francs par hectolitre et par jour de retard.

D'autre part, le prix d'achat des alcools par la Régie est diminué s'ils sont livrés après le 1^{er} avril.

II. — Conditions financières.

Les conditions financières d'achat et de vente des alcools de prestation constituent le point capital de la réglementation d'assainissement.

On se trouve en effet devant un amoindrissement désastreux de la valeur d'usage d'un produit. La distillation obligatoire est, au point de vue économique, une opération ruineuse.

Tous les alcools qu'elle donne ont comme seul écoulement possible l'envoi à la carburation. Or, ce débouché anormal est très peu rémunérateur, l'alcool s'y trouvant en concurrence avec des essences minérales à prix de revient très faible.

L'Etat achète aux viticulteurs l'alcool de prestations beaucoup moins cher qu'il devrait le faire en tenant compte de la valeur du vin; mais il est obligé de le revendre comme simple carburant à un prix encore bien moins élevé.

Il réalise donc une opération très déficitaire dont voici, à titre d'aperçu, le coût pour la pléthorique récolte de 1935 :

Dépenses.

Alcool de vin : 988.352 hl.	372.193.000 fr.
Alcool vinique : 419.782 hl.	107.655.000 fr.
	479.848.000 fr.

Recettes.

Vente à la carburation :

1.395.883 hl. $\times$ 105,64	174.461.000 fr.
-------------------------------------	-----------------

DEFICIT	294.387.000 fr.
-------------------	-----------------

Pour la campagne 1937-38, moins chargée, le déficit est seulement de 29.796.112 fr. Ainsi la destruction des excédents de vin nécessite des sommes considérables et très variables suivant les années.

La question du financement est donc la plus importante de la politique d'assainissement du marché vinicole. Il est indispensable d'étudier l'organisme qui en est chargé : la Régie commerciale des alcools. De son action et de ses ressources dépendra le prix de vente des alcools de prestations.

SECTION V. — REGIE COMMERCIALE DE L'ALCOOL

La régie commerciale de l'alcool est un organisme d'une importance capitale, car la transformation des excédents en alcool est devenue la soupape de sûreté des principales productions agricoles. On peut donc dire que les bureaux de ce service sont le forum où se retrouvent pour la défense de leurs intérêts presque tous les agriculteurs français, viticulteurs normands, betteraviers du Nord, vigneron du Sud et même maintenant céréaliculteurs de toutes les régions.

Organisation

La régie commerciale des alcools est placée sous l'autorité et le contrôle du Ministre des Finances. Elle est administrée par un directeur, assisté d'un comité composé du directeur général des Contributions indirectes représentant le ministre des Finances, du directeur des Poudres représentant le ministre de la Guerre, du directeur du Budget et du Contrôle financier. Il est curieux de constater qu'il n'y a pas de représentant du ministre de l'Agriculture dans le comité appelé à assister le directeur du Service des Alcools.

Un contrôleur financier, nommé par le ministre des Finances, est chargé de suivre toutes les opérations relatives à la gestion financière du Service.

D'autre part, un Conseil supérieur des Alcools a été institué. Il est composé de 36 membres dont 2 sénateurs, 3 députés, les directeurs généraux des Contributions indirectes, celui du Contrôle des administrations financières

et des dépenses engagées, ainsi que celui du Budget et du Contrôle financier, un représentant du ministre du Commerce, 2 représentants du ministre de l'Agriculture, 2 représentants du ministre de la Guerre, 8 représentants des agriculteurs, 8 représentants des distillateurs et bouilleurs de profession et enfin 7 représentants des utilisateurs d'alcool.

Les représentants de ces trois dernières catégories sont désignés par le ministre des Finances, de même que le président et les deux vice-présidents du Conseil supérieur.

Enfin le directeur du Service peut entrer au Conseil où il a voix délibérative, et le contrôleur financier est autorisé à assister aux séances.

Ainsi, on peut remarquer que le ministre des Finances nomme 27 sur 36 des membres du Conseil supérieur de l'alcool.

Au point de vue de ses attributions, le Conseil supérieur est appelé à donner son avis sur les questions qui lui sont soumises par le ministre des Finances.

En outre il peut prendre l'initiative d'adresser à ce même ministre « des propositions ou des vœux d'ordre général », c'est-à-dire non liés aux problèmes immédiats de la gestion de la Régie commerciale.

Enfin le Conseil supérieur est obligatoirement consulté sur toute modification concernant le régime économique de l'alcool.

Fonctionnement

Au point de vue de son fonctionnement, la régie commerciale a 2 caractéristiques :

1° *C'est un monopole.* L'article 41 du décret du 31 juillet

1935 donne à l'Etat l'exclusivité de l'achat et de la vente de tous les alcools éthyliques, sauf deux exceptions :

a) les eaux-de-vie ayant droit à l'appellation d'origine Cognac ou Armagnac ;

b) les eaux-de-vie ne titrant pas plus de 70° Gay-Lussac et provenant de la distillation non suivie de rectification des vins, cidres, marcs non séchés, lies fraîches, hydromels et fruits frais.

2° *C'est un organisme doté de l'autonomie financière.* Le Service des Alcools doit en principe équilibrer ses recettes et ses dépenses.

Pour son fonctionnement financier, la régie commerciale des alcools possède plusieurs comptes indépendants. Les alcools fournis par la viticulture figurent à l'un ou l'autre de deux d'entre eux : le compte général et le compte spécial.

Compte général.

Le compte général sert au financement du marché normal des alcools, c'est-à-dire de la partie de la production qui chaque année est transformée en alcool pour des raisons techniques, qu'il s'agisse de vin, de produits cidricoles ou de betteraves.

Chaque branche de l'agriculture a ainsi un contingent d'alcool à fournir ; pour sa fixation, un accord a été réalisé entre les diverses catégories de producteurs, après de longues et ardentes discussions.

Tous les ans, le service des alcools achète les contingents suivants :

Alcool de vin	325.000 hectolitres	
» marc	300.000	»
» cidres et poires	25.000	»

Alcool de pommes et poires	300.000 hectolitres	
» betteraves	2.300.000	»
» mélasses	600.000	»
» grains et divers	28.000	»

Les prix d'achat de ces alcools sont établis par rapport à celui de l'alcool de betterave, au moyen de coefficients fixés par la loi. Le prix de l'alcool de betterave varie lui-même en fonction du prix du sucre. Ainsi, par une série de calculs plus ou moins compliqués, on arrive à évaluer le prix de tous les alcools de contingents en partant du prix du sucre, à titre documentaire voici quelles sont les formules :

Cours du sucre S

Coefficient alcool/sucre 1,26

Cours correspondant de l'alcool de betterave $S \times 1,26$

» » » » vin $S \times 1,26 \times 2,55$

» » » » marcs .. $S \times 1,26 \times 1,60$

Ainsi, pittoresque résultat de l'économie dirigée, on arrive à faire dépendre le fruit du labeur d'un vigneron languedocien du cours du sucre cristallisé n° 3 à la Bourse du Commerce de Paris.

Tous les alcools achetés en dehors du contingent sont payés à un prix très faible, correspondant au prix de revente à la carburation qui est actuellement pour les alcools un débouché quasi illimité, mais anti-économique, donc peu rémunérateur.

Au contraire, les alcools du contingent sont achetés à un prix beaucoup plus élevé, car ils servent en principe à des emplois normaux permettant de les vendre à un bon prix.

Au point de vue du financement de la réglementation

d'assainissement du marché vinicole, il faut retenir deux choses :

1° Chaque année la Régie commerciale affecte une somme déterminée à l'achat au prix fort d'un contingent d'alcool de vin ou de marcs fixé par la loi.

2° L'opération dite du « report de contingent » est autorisée, c'est-à-dire que si la quantité d'alcool livrée n'atteint pas celle prévue par le contingent, la somme prévue pour l'achat de la différence peut servir ultérieurement à acheter des alcools de même origine en sus du contingent normal. Ainsi, pendant les années déficitaires, on pourra constituer pour le compte de la viticulture une réserve de fonds qui serviront à résorber les excédents dans les années pléthoriques.

Cette mesure de précaution a pu être réalisée au cours de ces dernières années.

Au début de la campagne 1938-39, les sommes inscrites au crédit de la viticulture sur le compte général de la Régie Commerciale des Alcools, se décomposent en deux parties :

1° Les sommes du contingent normal;

2° Les sommes provenant des reports de contingents des années précédentes.

Voici leur importance exacte :

I. Contingent normal de la campagne 1938-39.

Alcools de vins :

a) rectifiés :

$$200.000 \text{ hls} \times 987 \text{ fr. 75} = 197.550.000 \text{ frs}$$

b) flegmes :

$$125.000 \text{ hls} \times 972 \text{ fr. 75} = 121.593.750 \text{ frs}$$

319.143.750 frs

A reporter..... 319.143.750 frs

Report..... 319.143.750 frs

Alcools de marcs :

a) rectifiés :

200.000 hls $\times$ 585 fr. 30 = 117.060.000 frs

b) flegme :

100.000 hls $\times$ 570 fr. 30 = 57.030.000 frs

174.090.000 frs

II. Reports de contingents.

Campagne 1935-36 170.412.652 frs

Campagne 1936-37 203.268.560 frs

Campagne 1937-38 206.605.815 frs

580.287.027 frs

Total (contingents + reports).... 1.073.520.077 frs

Tel est le mécanisme du compte général, réservé comme nous l'avons dit au marché normal des alcools.

Compte spécial de la viticulture.

Au contraire du précédent, le compte spécial sert à financer un marché anormal.

Il est avant tout destiné à jouer un rôle dans les années à récolte pléthorique. Il résorbe la surproduction en transformant une partie de la récolte en alcool.

L'importance des opérations qu'il doit effectuer est donc imprévisible et très irrégulière; mais celles-ci sont toujours largement déficitaires.

Il doit en outre financer le plan d'arrachage d'une partie du vignoble français, prévu par la loi du 30 juillet 1935. C'est parfaitement logique car cette mesure, au même titre que la distillation obligatoire, fait partie de la poli-

tique d'assainissement du marché des vins. Mais elle tend encore à augmenter le solde débiteur.

Le fonctionnement financier du compte spécial de la viticulture est donc très délicat. Nous allons en montrer le mécanisme.

Recettes.

Elles sont au nombre de 4 :

1° Le produit de la vente des alcools achetés. Ils sont obligatoirement livrés à la carburation. C'est le seul débouché possible. Il ne peut rémunérer les livraisons d'alcool qu'à un prix très bas, 148 fr. 40 l'hectolitre en 1937-38;

2° Le produit d'une majoration du droit de circulation fixé à 6 francs par hectolitre pour les vins et à 3 francs par hectolitre pour les cidres.

Les recettes de cette surtaxe doivent aller au Trésor, lorsque, après le remboursement des avances au Service des alcools, les réserves du compte atteindront 300 millions.

3° Le compte est crédité de la valeur nette des quantités non utilisées sur les contingents annuels d'alcools de vin et de marcs de raisin.

4° Enfin, citons pour mémoire qu'une somme de 125 millions de francs, prélevée sur les bénéfices du Service des Alcools, doit être affectée au compte spécial.

Dépenses.

Le débit du compte comporte deux sections :

1° La première section est affectée aux achats d'alcools viniques, aux paiements des dépenses d'arrachage de vignes, des frais généraux divers, du montant des traitements des fonctionnaires des Contributions indirectes chargés de l'application des lois sur la viticulture et, éven-

tuellement, aux achats d'alcools de vin de prestation obligatoire, dont la valeur ne serait pas imputée sur la seconde section;

2° La seconde section est destinée à suivre les reports provenant des parties des contingents d'alcool de vin ou de marcs non utilisés au cours des campagnes précédentes. Les sommes reportées peuvent être employées au paiement des alcools de prestations. Le même décret édictant la distillation obligatoire en fixe les conditions.

Pour concrétiser cet ensemble de dispositions financières, nous allons en donner les résultats pour une campagne.

Bilan de la campagne 1937-38

Dépenses

Achats d'alcools de vins et viniques, 156.666	
hectolitres pour	53.593.045 frs
Arrachages de vignes	8.683.616 frs
Personnel de la viticulture	8.773.774 frs
Frais de déshydratation et transport :	
155.666 hls $\times$ 40 fr.85	6.358.956 frs
Frais généraux : 155.666 hls $\times$ 11 fr. 16....	1.737.232 frs
Total des dépenses	79.146.623 frs

Recettes

Ventes à la carburation :	
155.666 hls $\times$ 159 fr. 36	24.796.933 frs
Surtaxe sur les vins et les cidres.....	316.675.875 frs
Total des recettes	341.472.808 frs
Solde bénéficiaire	262.326.185 frs

En principe, les opérations du compte spécial doivent s'équilibrer mais dans un intervalle qui n'est pas forcément celui d'une année. C'est logique puisque les dépenses sont proportionnelles aux excédents des récoltes, donc très irrégulières. Au contraire les recettes normales, presque entièrement constituées par une surtaxe sur les vins et les cidres, sont approximativement constantes.

D'autre part, le compte spécial a commencé à fonctionner grâce à des avances du Trésor prévues par les lois du 19 avril 1930 et du 24 décembre 1934, avances qu'il a fallu rembourser.

Voici, à la fin de la campagne 1937-38, le bilan général du compte spécial de la viticulture.

Solde débiteur de la loi du		
19 avril 1930	82.650.637 frs	
Solde débiteur de la loi du		
24 décembre 1914.....	309.193.382 »	
Solde débiteur de la cam-		
pagne 1935-36	128.920.028 »	
		520.764.047 frs
Solde bénéficiaire de la		
campagne 1936-37	280.370.787 frs	
Solde bénéficiaire de la		
campagne 1937-38	262.326.185 »	
		542.696.972 frs
Solde créditeur net	21.932.925 frs	

SITUATION GENERALE DE LA REGIE COMMERCIALE DES ALCOOLS

Des considérations précédentes il résulte que le Service des Alcools aurait pu disposer pour l'assainissement du marché au cours de la campagne 1938-39 des moyens financiers suivants :

1° les sommes inscrites sur le compte général au profit de la viticulture et représentant la valeur du contingent de l'année et les reports des années précédentes	1.073.520.077 frs
2° Le solde créditeur du compte spécial..	21.932.923 »
3° Le produit de la taxe à la circulation au cours de la campagne, soit environ.	300.000.000 »
4° Le produit de la vente à la carburation de l'alcool provenant de la distillation des 7 millions d'hectolitres de vin à détruire au cours de la campagne, soit environ 600.000 hls à 186 frs	111.600.000 »
Total approximatif	1.591.600.000 frs

Cette somme aurait pu permettre l'achat au prix fort du contingent de tous les alcools de prestations des vignes.

On ne l'a pas fait car le grand principe des dirigeants de notre viticulture consiste à accumuler des réserves pour le cas où plusieurs années pléthoriques se succéderaient. Ils cherchent donc à avoir un solde largement créditeur pour le compte général de la régie des alcools.

Le compte spécial est moins intéressant comme réservoir de capitaux car lorsqu'il contient plus de 300 millions de

francs il perd une partie de ses recettes, celles provenant de la surtaxe à la circulation des vins et cidres.

Paiement des alcools de prestations.

Pour le paiement des alcools de prestation pour la campagne 1938-1939, le prix en a été fixé en fonction de plusieurs considérations.

On a veillé à ne pas entamer les réserves financières de la Régie commerciale des Alcools. Les hauts rendements à l'hectare ont été pénalisés. Les viticulteurs ayant une récolte globale relativement peu élevée ont été favorisés. Jusqu'à 100 hectolitres, en effet, les prestations d'alcool ont été payées au prix fort du contingent. Enfin, on a donné un écoulement aux vins de cépages interdits.

Voici les divers prix d'achat aux viticulteurs d'un hectolitre d'alcool rectifié extra-neutre livré au titre de la distillation obligatoire.

I. Viticulteurs ayant obtenu un rendement inférieur ou égal à 95 hectolitres à l'hectare

a) Quantités livrées au titre du contingent avant le 1^{er} avril 1939 et comprenant :

1° Avec des alcools provenant de vins issus de cépages interdits, toute la prestation due en alcool de vin.

2° Avec des alcools ordinaires, toutes la prestation d'alcool ou au minimum 100 hectolitres 987 fr. 75

b) Quantités livrées au titre des prestations :

Avant le 1^{er} avril 1939 800 frs

Après le 1^{er} avril 1939 740 frs

II. Viticulteurs ayant produit entre 95 et 145 hectolitres à l'hectare

a) Quantités livrées au titre du contingent avant le 1^{er} avril 1939 et comprenant :

1° Avec des alcools provenant de vins issus de cépages interdits, au plus la moitié de la prestation d'alcool de vin.

2° Avec des alcools ordinaires : le 1/5 de la prestation d'alcool de vin avec un maximum de 20 hectol. 987 fr. 75

b) Quantités livrées au titre des prestations :

Avant le 1^{er} avril 1939 800 frs

Après le 1^{er} avril 1939 740 frs

III. Viticulteurs ayant produit plus de 145 hectolitres à l'hectare

Aucune livraison n'est admise au titre du contingent pour remplacer la distillation obligatoire.

Le tiers de la prestation d'alcool de vin est payé :

Livré avant le 1^{er} avril 1939 800 frs

Livré après le 1^{er} avril 1939 740 frs

Les 2/3 de la prestation restant..... 600 frs

En ce qui concerne les alcools viniques, tous sont payés le même prix, soit 468 fr. l'hectolitre, quel que soit le rendement.

On peut estimer les sacrifices que représente pour les viticulteurs la distillation obligatoire en rappelant qu'au cours de la même campagne 1938-1939 le prix des alcools de transfert a été d'environ 1.350 fr. l'hectolitre.

CHAPITRE III

REGLEMENTATION DES VENTES

Par les mesures étudiées précédemment le législateur s'est efforcé d'établir l'équilibre entre l'offre et la demande dans le cadre d'une campagne, c'est-à-dire d'une année.

Jugeant cela insuffisant, il a voulu encore l'assurer à tout instant en évitant qu'à certains moments, aux lende-mains de vendanges par exemple, des quantités de vin trop considérables pour les besoins immédiats, soient mises en circulation.

Il a cherché à obtenir ce résultat par deux moyens : le blocage et surtout l'échelonnement des sorties.

SECTION I. — LE BLOCAGE

D'après les lois du 4 juillet 1931 et du 31 mai 1938, lorsque la statistique publiant les résultats des déclarations de récolte souscrites en France et en Algérie fait apparaître un volume de disponibilités (récolte et stock) supérieur aux besoins, le blocage a lieu. On interdit ainsi à une certaine partie de la récolte l'accès au marché et on ne laisse aller à la vente que le vin nécessaire à la consommation.

Des décrets rendus sur l'initiative des Ministres de l'Agriculture et des Finances, après avis de la Commission interministérielle de la Viticulture, déterminent alors le pourcentage de moût et de vin susceptibles d'être expédiés de la propriété par les viticulteurs récoltant plus de :
400 hectos quand les disponibilités n'excèdent pas 75 millions d'hectos;

350 hectos quand les disponibilités sont comprises entre 75 et 78 millions d'hectos;

300 hectos quand les disponibilités sont comprises entre 78 et 81 millions d'hectos;

250 hectos quand les disponibilités sont comprises entre 81 et 84 millions d'hectos.

200 hectos quand les disponibilités dépassent 84 millions.

Ces divers paliers peuvent être abaissés ou augmentés dans la limite de 10 % quand l'utilité en est reconnue après avis de la Commission interministérielle de la viticulture.

Si les disponibilités dépassaient 95 millions d'hectos et si l'assainissement du marché s'avérait impossible sur les bases ainsi fixées, un deuxième décret pourrait abaisser le chiffre fixé comme point de départ du blocage.

Quotité du blocage

Le blocage imposé à chaque viticulteur est calculé d'après 3 éléments :

1° Importance de la déclaration de récolte;

2° Rendement à l'hectare;

3° Augmentation de la superficie productrice depuis 1928. Ce troisième élément est appelé le superblocage.

Importance de la récolte.

Le blocage varie proportionnellement à l'importance de la production.

Pour son calcul, la déclaration de récolte est atténuée des quantités de moûts ou de vin :

a) disparues à la suite d'opérations de concentration effectuées dans les conditions réglementaires. Quand les

moûts concentrés obtenus sont utilisés pour d'autres usages que la chaptalisation des moûts de vendanges ou l'édulcoration des vins blancs secs et, d'une manière générale, toute opération de vinification, il y a lieu de déduire le volume initial des moûts traités.

b) utilisées à la fabrication de mistelles, de vins médicamenteux, de vins de liqueur, d'apéritifs à base de vin ou de vin doux naturels, ou à la préparation de jus stérilisés devant être vendus en nature pour la consommation de bouche.

L'assiette étant ainsi fixée, le décret sur le blocage précise chaque année, suivant l'importance des disponibilités, les quantités de vin de leur récolte que les viticulteurs doivent conserver à la propriété.

Pour la récolte de 1938 elles étaient les suivantes :

9 %	quand la récolte est comprise entre	185 et	290 hls
11 %	»	»	290 et 380 hls
13 %	»	»	380 et 970 hls
16 %	»	»	970 et 2.800 hls
19 %	»	»	2.800 et 5.000 hls
22 %	»	»	5.000 et 9.800 hls
25 %	»	»	9.800 et 19.700 hls
28 %	»	»	19.700 et 45.000 hls
31 %	»	»	au delà de 45.000 hls

2° Rendement à l'hectare.

Le blocage obtenu d'après l'importance de la récolte est majoré proportionnellement au rendement à l'hectare lorsque celui-ci dépasse 40 hectolitres.

Le rendement à l'hectare est calculé en divisant par la superficie, la quantité effective de vins récoltés, y compris

par exemple les quantités de vin disparues par concentration.

Dans le cas de la récolte 1938, pour tenir compte du rendement à l'hectare, on a majoré ainsi les taux prévus au paragraphe précédent :

10 %	quand le rendement est compris entre	40 et 50 hls
20 %	»	»
30 %	»	»
40 %	»	»
50 %	»	»
60 %	»	»
70 %	»	»
		au delà de 145 hls

3° *Superblocage.*

Lorsque comparativement à l'année 1928 la déclaration de récolte accuse une augmentation de superficie productive résultant de plantations nouvelles, les quantités de vins fournies par celles-ci supportent un blocage supplémentaire de :

10 %	si elles sont comprises entre	500 et 970 hectos
15 %	»	»
20 %	»	»
		excédent 5.000 hectos.

Ces quantités sont fixées forfaitairement, d'après le rendement moyen obtenu sur l'ensemble de l'exploitation.

A la suite de concentration de moûts ou de vin, ou de fabrication de moûts stérilisés, vin de liqueur, etc., la production globale considérée pour le calcul du premier élément de blocage peut se trouver égale ou inférieure à la quantité passible de superblocage; dans ce cas la majoration de blocage sera calculée sur la même base que le blocage.

Si les quantités de vin que les plantations nouvelles sont réputées produire ne dépassent pas 500 hectolitres, le superblocage n'est pas appliqué.

Ne sont pas considérées comme plantations nouvelles, les plantations de remplacement qui n'étaient pas arrivées à l'état de production en 1928 et n'ont pu de ce fait être déclarées, de même que les superficies de vieilles vignes acquises après 1928 par achat, donation ou héritage.

En cas de vente, de location ou de cession après le 8 juillet 1933 de parcelles entrées en production postérieurement à 1928 le blocage atteint les acheteurs, bailleurs ou cessionnaires quelle que soit l'importance de leur production en 1938. Si cette dernière est inférieure à 185 hectolitres, le premier élément du blocage relatif à la récolte globale est appliqué au taux prévu pour les récoltes comprises entre 185 et 290 hectolitres.

Limitation du blocage.

Des limites minima et maxima ont été fixées pour les quantités de vin bloquées.

Sauf le cas envisagé ci-dessus, la quantité de vin dont tout viticulteur conserve la disposition ne peut être inférieure à un certain chiffre fixé conformément à la loi, il est de 185 hectolitres en 1938.

En aucun cas les quantités bloquées (superblocage compris) ne peuvent être supérieures :

- a) Au tiers des disponibilités pour les récoltes inférieures à 5.000 hectolitres;
- b) A la moitié des disponibilités pour les récoltes supérieures à 5.000 hectolitres.

Si la déclaration de récolte comprend des moûts évaporés par concentration ou des moûts employés à la fabrica-

tion de moûts stérilisés, mistelles, vins de liqueur, etc., la portion de récolte demeurant passible du blocage est retenue pour la détermination des maxima ci-dessus (le tiers ou la moitié), ainsi que le chiffre limite de 5.000 hectolitres.

Exonérations de blocage

Sont exonérés du blocage :

- a) les producteurs dont le rendement à l'hectare de l'année en cours accuse, comparativement à la moyenne des 3 années précédentes, une diminution supérieure à 50 % ;
- b) les récoltants dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine contrôlée.

Transfert de blocage

Le blocage est une mesure frappant une partie de la récolte d'une sorte de « diminutio mobilitatis ». Mais cette servitude ne pèse pas sur une quantité individualisée de la production et les viticulteurs atteints peuvent à leur gré répartir son poids dans le cadre de leur récolte personnelle ou même en dehors. C'est ce que permettent les transferts de blocage qui, remarquons-le, ne compromettent pas les résultats de la loi.

Transfert de blocage entre récoltants.

Un viticulteur peut demander à transférer tout ou partie de son blocage chez un autre récoltant. A cet effet, il doit en faire la demande en indiquant la quantité à transférer, ainsi que le nom et l'adresse du nouveau détenteur des vins bloqués. Sur la même demande, celui-ci déclarera.

accepter le transfert et s'engagera à représenter les vins bloqués à toute réquisition, en sus de ceux qu'il pourrait être tenu de conserver pour son propre compte.

Les transferts de blocage de vins ordinaires sur des vins bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou provenant des régions délimitées de Cognac ou d'Armagnac, ne sont pas autorisés.

Un viticulteur soumis ou non au blocage, ne peut apurer des transferts de blocage en expédiant en distillerie les vins destinés à la production des alcools qu'il est tenu de livrer à l'Etat.

Transfert de blocage par l'intermédiaire d'un négociant ayant un compte de déblocage.

Pour obtenir le transfert, les viticulteurs doivent s'adresser à des négociants qui se chargent d'effectuer toutes les formalités envers l'Administration des Contributions indirectes.

Les marchands en gros de boissons, de même que les distillateurs et les caves ou distilleries coopératives, peuvent en effet demander l'ouverture d'un compte de déblocage. Ces comptes sont crédités par priorité des vins de cépages interdits puis, sur autorisation de l'Administration, de vins anormaux ou de qualité douteuse, et ensuite de toutes qualités de vin.

Deux conditions sont toujours imposées :

1° les vins doivent être libres de tout blocage; pour le prouver, la mention suivante doit être apposée sur les titres de mouvement : « Vins libres de blocage, destinés à la production des alcools de prestation »;

2° les alcools fabriqués avec ces vins doivent être livrés à l'Etat au titre de la distillation obligatoire.

En 1939, la priorité est réservée jusqu'au 15 janvier aux vins provenant des cépages interdits, aussi bien pour les transferts de blocage entre récoltants que pour les transferts de blocage par imputation sur les comptes de déblocage ouverts à des négociants.

Après cette date, les transferts porteront d'abord sur les vins impropres à la consommation de bouche (vins piqués, tournés, moisiss, etc.) et enfin sur les vins loyaux et marchands.

Ces dispositions sont normales et ne constituent pas un encouragement aux vins de cépages interdits et aux mauvais vins. N'oublions pas en effet que les plants prohibés, dont la plantation fut intense il y a quelques années, doivent théoriquement être arrachés avant le 1^{er} août 1942. Il fallait à la fois tenir compte des intérêts légitimes de ceux qui les avaient plantés et cependant arriver à les éliminer du marché. On l'a réalisé par la priorité des transferts qui leur est accordée.

Il en est de même des vins piqués ou ne titrant pas le degré minimum. On les dirige ainsi vers l'alambic et on enlève à la consommation une grande quantité de vins douteux.

Aménagement du blocage par un viticulteur exploitant plusieurs domaines.

Un récoltant peut demander une répartition à son gré des quantités bloquées sur l'ensemble de ses domaines. Il lui suffit d'adresser au directeur des Contributions indirectes du département une demande indiquant les quantités

bloquées sur chacun des domaines et la nouvelle répartition du blocage, avec l'indication précise des lieux où seront détenus les vins. Cette demande doit comporter l'engagement de représenter les quantités bloquées à toute réquisition.

Emplois libérant du blocage

Les quantités de vins bloqués doivent être représentées au Service des Contributions indirectes ou des contributions diverses à toute réquisition, à défaut d'envois à la distillerie, à la vinaigrerie, à l'exportation ou à l'Intendance militaire.

Envois à la distillerie ou la vinaigrerie.

Les acquits accompagnant ces vins doivent porter la mention : « Vins bloqués allant à la distillerie ou la vinaigrerie », suivant le cas.

Les vins libres de blocage allant à un compte de déblocage ne sont pas déduits des quantités bloquées. On supprime ainsi un moyen de tourner la loi.

Envois à l'exportation.

L'exportation des vins peut être faite directement par le viticulteur ou par un marchand en gros de boissons, autorisé à recevoir des vins bloqués pour l'exportation.

Pour être admis à recevoir des vins bloqués, les négociants doivent prendre l'engagement :

1° de se substituer aux récoltants vendeurs et de représenter à toute réquisition, sauf exportation justifiée, les vins bloqués introduits dans leurs magasins;

2° d'exporter ces vins, hors de France et d'Algérie, dans le délai maximum de 6 mois compté du jour de la réception et de la prise en charge à leur compte;

3° à défaut de représentation du stock immobilisé ou d'exportation dans le délai fixé, d'acquitter le triple droit de circulation sur les quantités non représentées ou sur celles qui n'auraient pas été exportées dans les 6 mois.

Les vins bloqués ne peuvent en aucun cas faire l'objet de transactions entre les négociants de France et d'Algérie.

Les vins expédiés dans les zones franches du pays de Gex ou de la Haute-Savoie sont considérés comme exportés au point de vue du blocage seulement.

Les exportations des vendanges fraîches destinées à la vinification, logées dans des emballages appropriés, à l'exception par conséquent du raisin de table, sont déduites du compte de blocage sur la base de 1 hectolitre de vin pour 130 kilos de vendanges.

Livraisons à l'Intendance.

Les livraisons de vin faites à l'Intendance militaire pour compenser les prestations d'alcool de vin, viennent en atténuation du compte de blocage.

Les vins titrant 10° au moins, adressés à l'Intendance maritime, sont déduits du compte de blocage dans les conditions suivantes :

- 1° en totalité s'il s'agit de vins de 12° et au-dessus;
- 2° pour le cinquième de l'envoi s'il s'agit de vins entre 10 et 12°.

Les marchands en gros de boissons autorisés à recevoir des vins bloqués pour l'exportation peuvent expédier des vins bloqués à l'Intendance maritime dans les mêmes conditions que ci-dessus.

SECTION II. — ECHELONNEMENT DES SORTIES DE LA PROPRIÉTÉ

Beaucoup plus encore que par le blocage, la législation viticole a cherché à influencer sur la loi de l'offre et de la demande en réglementant l'apparition des vins de la récolte sur le marché.

Les quantités de vin qui peuvent être enlevées de la propriété sont fixées par des décrets rendus sur l'initiative des ministres de l'Agriculture et des Finances, après avis de la Commission interministérielle de la Viticulture.

Cet échelonnement est fixé de telle sorte que chaque récoltant puisse expédier par tranche au minimum le dixième de sa récolte et en tout cas 100 hectos.

En principe, on n'autorise pas la sortie de nouvelles « tranches » de la récolte avant que le vin ne se vende sur le marché à un prix dit « social », c'est-à-dire suffisamment rémunérateur pour le vigneron.

Calcul des quantités libres d'échelonnement

Le calcul des quantités de vin libres d'échelonnement est effectué d'après les éléments de chaque déclaration de récolte, sauf dans le cas de métayage ou de colonat partiaire.

Dans ces derniers cas, les déclarations de récolte souscrites par les co-partageants sont cumulées pour le calcul de chaque tranche.

Si plusieurs métairies appartenant au même propriétaire sont exploitées sur le territoire d'une seule commune, même si ces exploitations débordent sur le territoire de communes limitrophes, et si la vinification est effectuée

dans une cave unique, le calcul de chaque tranche est fait :

a) au regard du propriétaire, sur la totalité de la récolte obtenue sur les diverses métairies;

b) au regard des métayers, sur la production de chaque métairie (part du propriétaire et part du métayer), puis ramené pour chacun au prorata de leurs parts respectives de fruits.

En cas d'exploitation commune par suite d'indivision successorale en ligne directe (art. 19 de la loi du 24 décembre 1934), la déclaration de récolte de chaque co-indivisaire est considérée isolément pour le calcul de chaque tranche.

Envois hors tranche

Les tranches d'échelonnement sont réservées aux livraisons destinées au marché de bouche.

Les envois « hors tranche » peuvent donc être effectués à destination de la distillerie, de la vinaigrerie, de l'exportation, de fabricants de mistelles, de vins de liqueur, d'apéritifs à base de vin ou de vins doux naturels, de moûts stérilisés ou de jus de fruits frais non fermentés pouvant être assimilés à des moûts stérilisés.

Les livraisons de vin à l'Intendance militaire pour compenser la prestation d'alcool de vin, sont faites également « hors tranche ».

Les livraisons à l'Intendance maritime sont faites « hors tranche » dans les conditions suivantes :

a) en totalité s'il s'agit de vins de 12° et au-dessus;

b) dans la limite du $\frac{1}{5}$ des quantités, s'il s'agit de vins de 10 à 12°, le surplus, soit les $\frac{4}{5}$, devant obligatoirement être prélevé sur la tranche libre.

Enfin les vins expédiés comme libres de blocage et d'échelonnement, destinés à un compte de déblocage, sont prélevés sur la tranche libre.

Transferts d'échelonnement

Comme le blocage, l'échelonnement est une servitude qui ne frappe pas des quantités déterminées de vin. Elle peut être « transférée » dans certaines conditions.

Transferts entre récoltants.

Les transferts d'échelonnement entre récoltants sont autorisés, mais seulement à l'occasion et dans la limite des transferts de blocage. Toute demande de transfert de blocage peut donc être accompagnée d'une demande de transfert d'échelonnement au plus égale.

Transferts chez des négociants ayant un compte de déblocage et d'échelonnement.

A côté des comptes de blocage, les commerçants en gros peuvent ouvrir un compte d'échelonnement qui est crédité des quantités de vins qui, figurant déjà au compte de déblocage, se trouvent comprises dans la tranche disponible pour le marché de bouche. Toutes les indications utiles à cet égard doivent figurer sur les acquits au départ de la propriété.

Répartition des quantités de vin libre sur l'ensemble des domaines appartenant à un même propriétaire.

Un viticulteur exploitant plusieurs domaines peut deman-

der une répartition à son gré des quantités libres sur l'ensemble de ses domaines.

Il n'a pour cela qu'à adresser une demande au directeur des Contributions indirectes en indiquant avec la répartition ancienne, la nouvelle qu'il sollicite, et la désignation précise de ses propriétés.

SECTION III. — LE FINANCEMENT DES RECOLTES

A. — Les principes

Le blocage et l'échelonnement obligent les producteurs à conserver dans leurs caves pendant un délai indéterminable des quantités importantes de leurs récoltes. Cela rend les ventes immédiates très difficiles. Or, beaucoup de viticulteurs ont une trésorerie délicate et sont obligés de monnayer dès le lendemain des vendanges le produit de leur labeur.

Pour remédier à ce gros défaut de la réglementation des ventes, la législation viticole a organisé le « financement des récoltes », c'est-à-dire un système de prêts gagés sur les vins et alcools existants en cave ou ceux destinés à y être emmagasinés.

En dehors du warrant agricole ordinaire réglementé par la loi du 30 avril 1906, un décret-loi du 28 septembre 1935 a organisé le warrant agricole sur récoltes pendantes. Enfin un décret-loi du 23 octobre 1935 a créé l'« engagement de garantie » sur les vins ou alcools.

Ainsi les caisses de crédit agricole consentent pour le financement des récoltes de vin trois sortes de prêts :

1. *Le prêt sur warrant ordinaire.*

Ce warrant doit être transcrit au greffe de la justice de paix du canton. Il doit indiquer l'année et le degré des vins, ainsi que la désignation des foudres le contenant.

Il présente les mêmes caractéristiques que pour tous les autres produits agricoles.

2. *Le warrant agricole sur récoltes pendantes.*

Il nécessite la transcription au greffe de la justice de paix et la signature d'un aval.

Ce prêt est garanti à l'origine par l'intégralité de la récolte. Cependant, dès que la vinification est effectuée, on transforme ce warrant en un « engagement de garantie » affectant seulement la quantité de vin suffisante pour garantir le prêt.

3. *L'engagement de garantie.*

L'engagement de garantie est spécial à la viticulture. Son existence dépend des formalités à faire pour le déplacement des vins. C'est une création originale et récente du Statut de la Viticulture.

Les prêts consentis à des producteurs de vin peuvent faire l'objet d'un engagement de garantie dans les conditions suivantes :

L'administration des Contributions indirectes désigne le bureau où cet engagement de garantie doit être souscrit.

L'inscription confère au prêteur, sur une quantité déterminée de vin ou sur la quantité d'alcool provenant de la distillation éventuelle de ce vin, un privilège mobilier de premier ordre et de même nature que celui d'un porteur de warrant agricole.

Le bureau des Contributions indirectes où l'inscription est effectuée fait mention de cette dernière sur l'engagement de garantie. Enfin, pour assurer la sécurité du créancier, les acquits et congés permettant le déplacement des vins et alcools ne sont délivrés que sur mainlevée du porteur de l'engagement de garantie sur récolte émis en représentation du prêt.

Avances effectuées par les organismes de crédit. — La Caisse nationale de Crédit agricole, les Caisses régionales de Crédit agricole mutuel et les banques autorisées peuvent recevoir des engagements de garantie sur récoltes de vin, comme effet de commerce, avec dispense d'une des signatures habituellement exigées.

Le régime fiscal des engagements de garantie est celui des warrants agricoles. Les privilèges et droits qui y sont attachés peuvent être transmis par voie d'endossement.

B. — Le fonctionnement pratique

Le financement est surtout fait par les Caisses de Crédit agricoles régionales ou locales. L'engagement de garantie jouit d'une grande faveur. Ce procédé, surtout dans les régions méridionales, est tout à fait entré dans les mœurs. Il ne gêne pas les viticulteurs et les négociants s'y sont habitués.

Lors de la vente de sa récolte, le producteur informe la Caisse locale pour avoir la mainlevée sur son vin. A ce moment il rembourse les fonds, ou bien il remet une promesse de payer émanant de l'acheteur, ou bien encore la Caisse locale qui est responsable lui fait confiance.

La Caisse locale écrit à la Caisse régionale qui elle seule peut demander la mainlevée au service des Contributions

indirectes. Celui-ci transmet à l'agent local compétent l'ordre de libérer la quantité de vin demandée.

Ces formalités paraissent longues. En fait, deux jours après la réception de la demande par la Caisse régionale, le vin est libéré.

Le taux des prêts varie avec le taux d'escompte de la Banque de France. Après avoir atteint un maximum de 7 %, il est actuellement descendu à 3 %.

Le montant des prêts calculé par degré-hectolitre a fortement augmenté depuis 1936. Il est en effet passé de 4 francs à 10 francs par degré-hectolitre. Cela est dû au relèvement du cours des vins.

Notons enfin qu'une coutume tend à s'établir pour les coopératives, si nombreuses dans le Midi :

Les Caisses régionales de Crédit agricole leur prêtent des sommes importantes, pouvant atteindre 500.000 francs. Les coopératives répartissent entre leurs adhérents les fonds ainsi avancés et veillent à leur remboursement au moment des ventes.

Ainsi, par une série de mesures concernant les prêts aux récoltants, le législateur a cherché à pallier certains aspects de la crise viticole. Il est arrivé sans doute à faciliter la trésorerie des producteurs.

Mais le « financement » en lui-même ne résout rien. Ce n'est pas en prêtant de l'argent à une entreprise déficitaire qu'on la sauve d'une faillite inéluctable.

C'est pourquoi, en matière viticole, seule à une importance décisive la réglementation relative à l'équilibre continu du marché des vins. Nous allons maintenant essayer de voir ce qu'il faut en penser.

TROISIÈME PARTIE

Les résultats de l'interventionnisme

Nous avons posé les données du problème viticole et exposé la solution donnée par la législation actuelle. Il nous reste maintenant à porter un jugement sur les résultats obtenus.

Nous ferons cette étude en mettant en relief la caractéristique fondamentale qui se dégage des dispositions réglementaires étudiées précédemment : la double hiérarchisation des producteurs et des régions.

Il y a actuellement deux catégories de récoltants : les premiers supportent les charges du statut de la viticulture et contribuent à l'assainissement du marché, les seconds sont exonérés de toute contribution et bénéficient des sacrifices très lourds des assujettis.

L'importance de la déclaration de récolte constitue le critérium de distinction, dont nous montrerons plus loin la fragilité.

D'autre part, le statut de la viticulture pèse lourdement sur certaines régions, alors que d'autres échappent à peu près complètement aux charges qu'il comporte. Les départements particulièrement touchés sont ceux où l'on pratique la monoculture de la vigne et où chaque récoltant, sans être nécessairement fortuné, produit une assez grosse

quantité de vin. C'est le cas des provinces du Midi et de l'Algérie.

Les autres régions échappent à peu près entièrement à la réglementation viticole. La vigne étant presque toujours associées à d'autres cultures, la production en vin de chaque exploitation est suffisamment faible pour échapper aux dispositions du statut. Ainsi des viticulteurs occasionnels, pouvant être par ailleurs de riches éleveurs ou céréaliculteurs, seront exonérés de toute charge.

Ces caractéristiques du statut de la viticulture font mieux comprendre les résultats qu'il a donnés. Nous retrouverons constamment leur influence.

CHAPITRE PREMIER

RESULTATS DE LA REGLEMENTATION PREVENTIVE

En moyenne, la production viticole est supérieure de dix millions d'hectolitres aux débouchés normaux. On a donc essayé de diminuer dans la même proportion la récolte du vignoble français. Les moyens employés furent la réduction de la superficie plantée et du rendement à l'hectare.

Nous en avons déjà étudié les modalités. Il nous reste à examiner leurs conséquences.

SECTION I

RESULTATS DE LA TENTATIVE DE REDUCTION DE L'AIRE VITICOLE

Le vignoble de notre pays souffrait d'une hypertrophie. Au lieu de laisser le mal évoluer lentement vers la guérison, on a jugé bon d'intervenir : d'abord pour enrayer son développement, ensuite pour le réduire. Il semble qu'on ait abouti à un double échec.

§ 1. — Limitation des plantations

Cette mesure a été souvent prise, au cours des siècles, en période de surproduction. Déjà un arrêt du Conseil du Roi en date du 5 juin 1731 édictait qu'« à commencer du jour de la publication, il ne sera fait aucune nouvelle plantation de vignes dans les généralités du Royaume et celles

qui auront été deux ans sans être cultivées ne pourront être rétablies sans une permission expresse de Sa Majesté, à peine de 3.000 livres d'amende ».

Récemment, on a eu recours de nouveau à la limitation des plantations. On a pensé que c'était la mesure la plus efficace pour empêcher tout accroissement du vignoble. Elle a été prise si maladroitement qu'on est arrivé à un résultat diamétralement opposé.

Tout d'abord pendant trois années, de 1929 à 1931, on a brandi comme un épouvantail la menace de la prohibition des plantations, sans la sanctionner par un texte de loi. Le résultat a été évidemment une course aux plantations, qui par endroits a pris l'allure d'une véritable compétition sportive. Les viticulteurs se sont fiévreusement hâtés de défricher et de planter en vigne toutes les terres disponibles.

Le 4 juillet 1931, après des débats mouvementés, est votée une loi qui, dans son article 3, interdit pour une durée de dix ans « à toute personne ou société possédant ou exploitant soit directement, soit par voie de fermage, métayage ou tout autre moyen, tant en France qu'en Algérie, en un ou plusieurs domaines, 10 hectares de vignes ou récoltant 500 hectolitres, de planter ou de faire planter de nouvelles surfaces de vigne ».

On voulait ainsi sauvegarder les intérêts de la petite propriété viticole. Mais on rendait du même coup la loi absolument inefficace. En 1931, les 1.560.000 viticulteurs français se répartissaient ainsi :

1.171.000	soit 75 %	possédant	moins de 1 hectare;
338.000	» 21,5 %	»	moins de 5 hectares;
45.000	» 2,9 %	»	de 5 à 20 hectares;
6.000	» 0,4 %	»	plus de 20 hectares;

Donc 94 % environ des producteurs échappaient aux dispositions de la loi et pouvaient agrandir leur domaine.

Enfin, la loi comprenait des exceptions si nombreuses qu'elles ont eu pour effet de réduire à néant le résultat utile que l'on pouvait attendre.

La première exception est légitime. Elle autorise le remplacement sur un même domaine, à surface égale, d'une vigne déjà existante.

La seconde est illogique. Elle permet en effet les plantations de vignes en remplacement de celles arrachées au cours des dix dernières années; cette période est manifestement trop longue.

La troisième permet la reconstitution préalable du vignoble. Elle autorise un vigneron à planter une nouvelle vigne trois ans avant d'arracher celle qu'il veut détruire. C'est la porte ouverte à la fraude, car le contrôle est pratiquement impossible après une si longue durée.

La quatrième réserve les droits des vignerons cultivant des vignes uniquement pour avoir des vins de distillation.

Enfin, la cinquième laisse la faculté de reconstituer dans les dix années suivant la promulgation de la loi, les vignobles détruits par la guerre et même par les calamités atmosphériques. C'était permettre toutes les fraudes et toutes les faveurs.

La loi du 4 juillet 1931 était donc sans portée. D'autre part, un vent de confiance soufflait sur la viticulture en raison des mesures législatives prises en sa faveur. Tout cela fit que d'innombrables vignerons essayèrent, par des plantations nouvelles, de se rapprocher de la limite de 10 hectares prévue par la loi. Et l'aire du vignoble français s'accrut à un rythme accéléré.

Une nouvelle loi, le 8 juillet 1933, ramena à 3 hectares la

surface que pouvait planter toute personne ne possédant pas ou n'exploitant pas déjà cette étendue de vigne. C'était encore insuffisant. L'aire du vignoble français continua de croître.

Actuellement, nous avons vu qu'il est interdit de planter de nouvelles vignes dans tous les départements où la surface du vignoble est en augmentation depuis 1924, c'est-à-dire pratiquement à peu près partout.

Une seule exception est admise en faveur des vignes produisant du vin destiné à la consommation personnelle de l'exploitant. C'est encore trop et, la fraude aidant, on continue à planter.

Ainsi, d'après les statistiques, le vignoble du département de la Loire est passé de 10.371 hectares en 1937 à 14.760 en 1938; celui de l'Hérault, malgré l'arrachage obligatoire, accuse une augmentation de 6.000 hectares.

L'accroissement des surfaces encépagées se fait à peu près toujours illégalement. Il n'en existe pas moins, c'est la constatation que l'on peut faire.

Les statistiques traduisent fidèlement toutes ces considérations sur la limitation des plantations.

Surfaces plantées (en milliers d'hectares)

	Algérie	France	Total
1928.....	222	1.395	1.617
1929.....	226	1.440	1.666
1930.....	271	1.402	1.673
1931.....	312	1.440	1.752
1932.....	352	1.413	1.765
1933.....	373	1.422	1.795
1938.....	398	1.475	1.873

En conclusion, il apparaît que la loi sur la limitation des

plantations n'a pas atteint son objectif. Nous pensons même qu'elle a, dans ses débuts tout au moins, contribué à augmenter la surface plantée en vignes.

C'est la conséquence inévitable d'un interventionisme maladroit, basé sur la méconnaissance des conditions techniques et psychologiques de la culture du vignoble français.

§ 2. — Arrachage

La surproduction viticole a été estimée à 10 millions d'hectolitres, correspondant à la récolte de 150.000 hectares de vignes environ.

La loi du 30 juillet 1935 a donc cherché à ramener l'équilibre par la destruction d'une surface de vignobles égale.

Nous avons déjà étudié les modalités de cette loi, mais nous rappellerons ici le texte primitif de l'article 38 : « Si les arrachages opérés volontairement avec servitude quinquennale n'atteignaient pas une superficie minimum de 150.000 hectares pour la France et l'Algérie, des arrachages obligatoires avec indemnités réduites de 50 % seraient imposés à partir du 1^{er} janvier 1936 ».

Depuis, le texte de l'article a été modifié par la suppression de la limitation dans le temps. Actuellement, l'arrachage obligatoire serait imposé, le cas échéant, à compter d'une date fixée par des décrets rendus sur la proposition des ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et des Finances, après avis de la Commission interministérielle de la Viticulture.

Nous retiendrons toutefois que dans la pensée des auteurs de la loi du 30 juillet 1935, une superficie de 150.000 hectares de vigne aurait dû vraisemblablement être détruite avant le 1^{er} janvier 1936.

Cette espérance ne s'est pas réalisée. Au mois d'août 1938, donc plus de deux ans après la date fixée, l'importance des surfaces arrachées était la suivante :

Surfaces arrachées (en hectares)

	Avec servitude quinquennale	Avec servitude quindécennale
Métropole	12.985	32.710
Algérie	4.412	10.975
Totaux.....	16.985	51.685

soit un total général de 68.670 hectares. Il semble que ce chiffre puisse être considéré comme définitif, car l'importance des offres d'arrachage présentées pendant l'année 1938 est tout à fait réduite. D'autre part, depuis le 21 octobre 1938, l'arrachage avec indemnité ne peut plus avoir lieu.

Nous n'insisterons pas sur le caractère anti-économique, voire même sacrilège, de cette destruction d'une partie si péniblement créée du patrimoine national. On l'a déjà fait ressortir bien souvent, car la viticulture n'a pas été le seul terrain d'expérience du malthusianisme économique.

Nous pouvons cependant conclure, en comparant les prévisions et les résultats, qu'en matière d'arrachage la législation viticole n'a pas donné les résultats qu'on attendait d'elle, et cela d'autant plus que les vignes arrachées étaient en général vieilles et produisaient peu.

SECTION II. — MESURES TENDANT A REDUIRE LE RENDEMENT A L'HECTARE

Contrairement à ce qu'on serait tenté de croire a priori, l'actuelle surproduction n'a pas sa source principale dans

une hypertrophie de l'aire viticole. En effet, malgré son récent accroissement, la superficie du vignoble est bien plus réduite qu'autrefois. Après avoir atteint 2.500.000 hectares vers le milieu du siècle dernier, elle n'est plus aujourd'hui que de 1.874.162 hectares.

Par contre, en raison des progrès techniques et des plantations de vignes en plaine, le rendement à l'hectare s'est considérablement accru.

Les chiffres suivants traduisent l'augmentation progressive des rendements :

Rendement à l'hectare

	Midi	Algérie	France
1901-1904	42 hectolitres	38 hectolitres	30 hectolitres
1909-1913	50 »	49 »	29 »
1922-1926	61 »	51 »	42 »
1928-1932	54 »	54 »	38 »
1932-1938	62 »	65 »	44 »

Malheureusement, bien souvent l'accroissement du rendement à l'hectare a été obtenu par une baisse de la qualité des vins. Ce fait n'est pas nouveau. Déjà Pline reprochait à certains vigneron de viser davantage à la quantité qu'à la saveur « *copiae potius quam bonitatis* ».

De nos jours on est souvent retombé dans les mêmes errements. Ainsi, en 1886, les 201 échantillons de vin analysés par la station œnologique de Montpellier avaient tous une somme « alcool acidité » normale; en 1918, même constatation sur 145 spécimens; mais en 1924, sur 84 vins analysés, 23 seulement ont été déclarés de composition normale, loyaux et marchands. Les autres pouvaient être considérés comme mouillés de 16 à 23 %.

On était arrivé ainsi peu à peu à récolter jusqu'à 300 et 400 hectolitres à l'hectare d'un liquide à peine teinté en rose, sans parfum ni saveur, légèrement alcoolisé. Le commerce n'osait pas l'offrir à la consommation, mais certains négociants s'en servaient pour abaisser le prix de leur coupage.

De tels vins, par leur quantité et leur qualité, exerçaient sur le marché une influence doublement néfaste. Le législateur est intervenu et a cherché à ramener le rendement à l'hectare à des chiffres normaux, par une série de mesures réglementant, les unes le produit, les autres la production.

§ 1. — Réglementation du produit

Une grande partie du Statut de la Viticulture concerne les qualités du vin. Elle a du reste fortement évolué quant à son objectif. Partie de l'idée de fraude et de la nécessité de protéger le consommateur, elle a progressivement perdu ce caractère purement moral pour aboutir finalement à une réglementation d'ordre économique cherchant avant tout à réaliser l'équilibre du marché. Et il est indéniable que les différentes mesures adoptées y contribuent beaucoup.

Réglementation de la vinification.

Les mesures concernant les procédés de vinification ont été les premières appliquées.

La fraude avait en effet atteint vers la fin du siècle dernier un développement considérable. Lors de la crise phylloxérique les viticulteurs, pour subvenir aux demandes de la consommation, avaient pris l'habitude de fabriquer du

vin avec des produits où le jus de raisin était parfois loin de prédominer. Ces pratiques persistèrent après la reconstitution du vignoble et il en résulta une terrible crise de surproduction due entièrement à la fraude. En 1907, à la suite d'un véritable mouvement insurrectionnel des vignerons méridionaux, les pouvoirs publics se décidèrent à intervenir et firent voter un certain nombre de lois sauvegardant la qualité du vin. Ces mesures, nous l'avons vu, concernent la définition du vin, l'interdiction de surpresurage des moûts et des lies, le sucrage, la fabrication des piquettes, le vinage, etc...

Elles ont eu un excellent effet. Elles augmentent la saveur de notre boisson nationale, donc sa consommation; de plus elles contribuent puissamment à assainir le marché en éliminant des millions d'hectolitres de mauvais vins.

Cette réglementation est du reste conforme au libéralisme le plus orthodoxe, car elle concerne uniquement la qualité. Elle ne saurait donc être trop rigoureuse. Elle pèche plutôt par faiblesse démagogique sur deux points : la fabrication des piquettes et le sucrage.

Fabrication des piquettes. — Le droit de « laver » les marcs de vendanges a été de plus en plus réduit par le législateur, mais il n'a jamais osé le supprimer entièrement. Actuellement, seuls les producteurs de moins de 100 hectolitres peuvent, sous certaines conditions difficiles à vérifier, fabriquer de la piquette. Mais comme ils sont extrêmement nombreux, ils en produisent chaque année une quantité impossible à évaluer exactement, mais se chiffrant certainement par plusieurs millions d'hectolitres.

La majeure partie de cette boisson secondaire est mélangée clandestinement au vin naturel et contribue ainsi à alourdir le marché tout en abaissant la qualité.

L'interdiction totale des piquettes pourrait seule empêcher cette fraude. Elle a toujours été réclamée par les producteurs du Midi et de l'Algérie; mais là encore ils se sont trouvés en opposition avec les nombreux vigneronns occasionnels des autres régions françaises et une fois de plus la loi du nombre a triomphé.

Sucrage. — La région située sensiblement au nord de la ligne Bordeaux-Gap a légalement l'autorisation de chaptaliser sa vendange, c'est-à-dire d'y ajouter du sucre pour en élever le degré.

C'est là une tolérance que peut justifier à la rigueur un climat plus froid, mais il est inadmissible qu'elle puisse donner lieu à des bénéfices absolument contraires à l'esprit de la loi.

Nous allons démontrer qu'il en est toutefois souvent ainsi. Ce fut le cas notamment de la campagne 1938-1939.

Le sucre en gros valait au moment des vendanges de 1938, 450 francs les 100 kilos. Lorsqu'il est employé pour la chaptalisation, il paye un droit de 100 francs par 100 kilos. Au total, le sucre coûtait 5 fr. 50 le kilo, et il faut pratiquement 1 kg. 700 de sucre pour élever un hecto de vin d'un degré d'alcool.

Donc le degré-hl produit par le sucrage coûtait : $1,700 \times 5,50 = 9$ fr. 35.

Les cours des vins étant de 16 à 17 francs le degré-hecto, les viticulteurs qui utilisaient la faculté de chaptaliser leurs vendanges réalisaient un bénéfice de $16,50 - 9,35 = 7$ fr. 15 par hecto.

C'est une situation intolérable et dangereuse, car elle favorise les plantations de vigne dans les régions qui lui conviennent le moins.

Il convient de modifier le 2° alinéa du Code du vin (taxe

de 100 fr. par 100 kg. sur le sucre) et d'élever cette taxe afin de ne pas permettre une opération bénéficiaire.

Notons que pendant la même campagne 1938-1939, de nombreux vignerons, placés au sud de la ligne Bordeaux-Gap, ne sont pas arrivés à produire le degré minimum fixé par la loi. Ils ont été obligés de concentrer une partie de leur récolte et subirent de ce fait une perte de 15 à 20 fr. par hecto.

Durant le même temps, les viticulteurs des régions septentrionales, non seulement ne supportèrent aucune perte lorsqu'ils n'arrivèrent pas au degré légal, mais au contraire ils réalisèrent pour l'obtenir un bénéfice de 7 fr. 15 par degré.

Vins de cépages interdits.

Le vignoble français a toujours été déshonoré par la présence de cépages à gros rendement, très rustiques, mais produisant une boisson qui n'a rien de commun avec le vin.

Déjà dans une ordonnance de 1395, Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, « Seigneur des meilleurs vins de la Chrétienté », déplorait la plantation de mauvais cépages en des termes savoureux que nous n'hésitons pas à reproduire, car ils sont encore d'actualité :

« Plusieurs de nos subjez, convoiteux d'avoir grant quantité de vins, cautilleusement entre les bonnes vignes des ditz lieux ou vouloit croistre le dit bon vin, et entre lieux d'environ comme en curtilz, prés et terres arables, ont planté vigne d'un très mauvais et déloyaut plant, nommez Gamay, duquel mauvais plant vient très grant habondance de vins, et pour la plus grant quantité des diz mauvaiz vins ont laissié pour ce en ruine et en désert.

« les bonnes places où vouloit venir et croistre le dit bon
« vin ».

Pour stigmatiser définitivement les défauts de ce mauvais cépage, l'ordonnance ajoute :

« Et lequel vin de gomay est de telle nature qu'il est
« moult nuysible à créature humaine, mesmement que
« plusieurs qui, au temps passé, en ont usé, en ont été
« infestés de griez maladies, si comme entendu avons; car
« le dit vin qui est issuz et faiz du dit plant, de sa dite
« nature est plain de très grant et possible amertume.
« Mais quant il est cuillez et amassez de nouveau il tient
« une manière de douceur ».

Cette « douceur » est du reste factice et passagère. Même « entremeslez avec les autres bons vins du bon plant », il arrive toujours un moment où le mauvais vin revient à sa première nature « et encore pire car il devient tout puans ».

Nous avons à l'heure actuelle dans notre vignoble des plants méritant les mêmes invectives. Six parmi les plus mauvais ont été frappés d'un véritable interdit. Ce sont le Noah, l'Othello, l'Isabelle, le Jacquez, le Clinton et l'Herbemont. Ils devront être arrachés avant le 1^{er} août 1942 et en attendant les vins qu'ils produisent seront avant tout autre éliminés du marché en cas de surproduction. Ces mauvais cépages ne sauraient être cultivés par les vrais vignerons qui aiment la vigne, s'y consacrent exclusivement et la respectent trop pour la prostituer.

Ils n'ont jamais été utilisés que par des viticulteurs occasionnels et profondément insoucieux de la qualité de leurs produits.

Moins une région fournit de vins de cépages interdits et plus la vigne y est cultivée avec soin et loyauté. On peut

considérer, en inversant les chiffres, cette statistique de production comme le tableau d'honneur de la viticulture française. La voici pour la campagne 1938-1939 :

Vins de cépages interdits (en hectolitres)

	Vins blancs	Vins rouges
Algérie	néant	néant
4 départements du Midi	2.032	—
Région Sud-Sud-Est	51.650	1.822
Région Rhône, Plateau Central	35.671	111.393
Région Sud-Ouest	31.924	125.778
Région Ouest	304.793	540.943
Région Centre et Est	355.469	503.368
Total	826.428	1.309.336

Ainsi, sur 2.135.764 hectolitres de vins de cépages interdits, 2.032 seulement sont fournis par l'Algérie et le Midi. Tout le reste, c'est-à-dire la quasi-totalité, est produit par les autres régions de la France.

Il est fort juste qu'on ait décidé l'arrachage des plus mauvais cépages de notre vignoble. C'est une mesure indispensable pour assurer la qualité des vins. Il est malheureusement douteux qu'elle soit intégralement appliquée. Les hybrides producteurs directs sont cultivés par de petits viticulteurs auxquels il sera très difficile de faire respecter la loi. Aussi la date limite du 1^{er} août 1949 pourrait fort bien arriver sans qu'il soit survenu de grandes modifications dans l'encépagement du vignoble français.

§ 2. — Réglementation de la production

Les mesures tendant à diminuer l'importance des récoltes en réglementant le produit ne sont nullement en con-

tradiction avec la doctrine libérale, car elles sont basées uniquement sur la protection de la qualité. Par contre celles concernant la production commencent à l'être.

Leur but théorique est toujours d'assurer la qualité des vins. Pratiquement on aboutit parfois au résultat inverse, et l'objectif réel est toujours l'abaissement des rendements.

Nous avons là une mesure formant la transition entre celles déjà étudiées, qui relèvent d'un libéralisme bien compris, et celles d'inspiration nettement dirigiste que nous verrons par la suite.

Interdiction des irrigations.

En principe, l'irrigation des vignes est interdite du 15 juillet de chaque année à la date de la récolte. Cette mesure a pour but d'empêcher une augmentation de la récolte par des arrosages tardifs gorgeant d'eau le raisin au moment de sa maturité. Après avoir réprimé le mouillage à la cuve, on a voulu interdire le mouillage par la racine. L'interdiction d'arrosage entre donc dans les dispositions destinées à combattre la surproduction et à défendre la qualité menacée par la quantité. Ou, du moins, tel est le principe.

En fait, cette réglementation est totalement absurde. C'est une véritable hérésie agronomique. L'irrigation, loin d'être nuisible à la qualité du vin, permet au contraire de l'améliorer et d'en augmenter le degré alcoolique. L'eau est un élément essentiel de la biologie végétale. C'est un élément fertilisateur puissant, absolument indispensable à la végétation de la vigne. Comme toute plante elle a besoin d'humidité, et lorsque survient la sécheresse, les feuilles se flétrissent, les fruits ne peuvent grossir. Il y a alors

déséquilibre entre les éléments que doivent normalement contenir les moûts des vendanges. La vinification se fait mal et donne du vin « aigre-doux ».

Le problème de l'eau est en viticulture d'un intérêt capital. Il est évidemment lié au régime des pluies. Il tombe annuellement sur toute l'étendue du vignoble français une couche d'eau de 75 centimètres environ; mais, chose fâcheuse, les pluies ne sont pas également réparties durant les divers mois de l'année. Cette irrégularité est surtout accusée dans les régions méditerranéennes, comme le montre le tableau suivant :

Chutes de pluies pendant l'été 1938 (en millimètres)

	Juin	Juillet	Août
Beaujolais	85	83	87
Bourgogne	72	63	64
Bordelais	83	50	56
Centre	70	56	50
Languedoc	38	23	23
Roussillon	35	22	24
Algérie	26	17	0

La sécheresse est donc particulièrement à redouter dans le Midi et en Algérie, les chutes de pluies y étant assez faibles au cours des mois d'été. D'autre part, cette situation se trouve aggravée par le fait que le soleil a une puissance évaporatoire plus élevée que dans les autres régions.

C'est pourquoi les vignerons se sont efforcés, et souvent avec l'aide de l'Etat, de construire un réseau hydraulique leur permettant de suppléer par l'arrosage à l'insuffisance des pluies.

Cette pratique est désormais interdite. La qualité des

vins en souffre, car très souvent l'irrigation est indispensable pour assurer la maturité régulière et normale des raisins.

Le législateur a voulu empêcher les « super irrigations » et les abus du mouillage à la racine conduisant à la production d'une boisson anormale, sans saveur, sans alcool et sans couleur. Il a supprimé pour cela un procédé de culture précieux. Il aurait atteint son objectif bien plus rationnellement en réglementant rigoureusement la qualité des vins et notamment en renforçant les règles du degré minimum.

Fixation d'un degré minimum.

La loi du 4 juillet 1931 et le décret du 15 juillet 1933 ont obligé les viticulteurs des diverses régions françaises à produire des vins ayant une certaine richesse alcoolique. Cette mesure a contribué largement à l'assainissement du marché tant en qualité qu'en volume.

Cependant le degré minimum varie trop d'une région à l'autre. La loi considère que pour être propre à la consommation un vin d'Oranie doit titrer au moins 12 degrés, mais elle se borne à exiger 7 degrés seulement des vins de l'Ouest et du Centre.

Il est certes normal de tenir compte des conditions climatiques pour la fixation du degré minimum par vignoble, mais trop souvent l'influence politique des groupements régionaux a aussi joué son rôle.

Cela apparaît encore plus nettement dans l'application de la loi. Un décret du 15 juillet 1933 permet en effet d'abaisser le degré minimum des vins de pays dans la limite d'un demi degré, mais seulement « dans les territoires où l'insuffisance du degré est attribuable à des conditions cli-

matérielles particulières, nettement différentes de l'ensemble de celles de la région en cause ».

Quoique ce texte ne vise que certains cas particuliers, il a pratiquement été appliqué à l'ensemble du territoire pour la récolte de 1938, bien que celle-ci soit nettement excédentaire. Autrement dit, on a préféré pour l'assainissement du marché la pénalisation des grosses récoltes à l'élimination des vins inférieurs.

Remarquons d'autre part qu'en fixant divers chiffres pour le degré minimum des vins de pays le législateur reconnaît implicitement que la richesse alcoolique n'est pas le seul critère de la qualité. Or, il admet le contraire dans la loi du 24 décembre 1934 en déclarant impropres à la consommation tous les vins de coupage titrant moins de 9 degrés 5. Une fois de plus on se trouve en présence de mesures contradictoires.

Quoi qu'il en soit, le principe de la fixation d'un degré minimum est excellent. Il tend à relever la qualité de notre boisson nationale en éliminant du marché des quantités de vins inférieurs. Il est regrettable qu'une application arbitraire et démagogique en ait compromis les résultats.

CHAPITRE II

**RESULTATS DE LA RELEMENTATION
D'ASSAINISSEMENT**

Nous avons dans les pages précédentes exposé l'échec plus ou moins complet des mesures préventives contre la surproduction. En admettant même que ces dernières aient réussi, le marché pourrait se trouver encombré durant certaines années pléthoriques.

Une réglementation d'assainissement, qui a pour but d'assurer un équilibre harmonieux entre les disponibilités et les débouchés, a donc été mise en vigueur.

Elle est à sens unique car elle est seulement orientée vers une résorption des excédents destinée à empêcher un effondrement des prix.

« Assainir » le marché consiste à retirer de la circulation une quantité de vin, variant en fonction même de l'importance de la récolte, et telle que l'offre soit proportionnée aux besoins de la consommation.

Le principal moyen utilisé pour arriver à ce résultat est la distillation obligatoire, les autres n'ont malheureusement encore qu'une importance secondaire.

SECTION I. — DISTILLATION OBLIGATOIRE

La distillation obligatoire aboutit à la transformation en alcool des excédents de récolte. Nous avons déjà étudié objectivement les modalités de cette mesure. Il nous reste ici à la commenter en exposant sa double incidence sociale et régionale et son coût pour les viticulteurs.

§ 1. — Incidence sociale

Nulle mesure n'est plus démagogique. Elle épargne totalement la petite production, c'est-à-dire, la grande masse des vigneron. Elle frappe de plus en plus durement les récoltes au fur et à mesure que leur importance augmente et que, de ce fait, le nombre des producteurs diminue.

Nous avons calculé les différentes charges pesant sur un hectolitre de vin suivant qu'il appartient aux diverses catégories de récoltes prévues par la loi.

Notre estimation est basée sur un rendement à l'hectare de 76 à 95 hectolitres dans une région où le degré minimum est fixé à 10°. Ce sont là des chiffres moyens pour les départements les plus touchés par cette mesure. Le manque à gagner est évalué à 400 francs par hectolitre d'alcool produit. C'est la somme différentielle moyenne qu'a dû verser en 1938 un viticulteur désireux de se libérer en achetant des alcools de transfert. Nous avons établi le tableau suivant :

Récolte	Détail du calcul	Charge par hecto déclaré
0 à 185		= 0
185 à 300	$0,84 \times 300 = 2 \text{ frs } 52 \times 400 = 1.008 : 300$	= 3,36 frs
300 à 400	$1,12 \times 400 = 4 \text{ frs } 48 \times 400 = 1.792 : 400$	= 4,48 frs
400 à 1.000	$1,40 \times 1.000 = 14 \text{ frs } \times 400 = 5.600 : 1.000$	= 5,60 frs
1.000 à 3.000	$1,82 \times 3.000 = 55 \text{ frs } 60 \times 400 = 21.840 : 3.000$	= 7,28 frs
3.000 à 5.000	$2,24 \times 5.000 = 112 \text{ frs } \times 400 = 44.800 : 5.000$	= 8,96 frs
5.000 à 10.000	$2,66 \times 10.000 = 266 \text{ frs } \times 400 = 106.400 : 10.000$	= 10,65 frs
10.000 à 20.000	$3,08 \times 20.000 = 616 \text{ frs } \times 400 = 246.400 : 20.000$	= 12,32 frs
20.000 à 45.000	$3,05 \times 45.000 = 1.575 \text{ frs } \times 400 = 630.000 : 45.000$	= 14 frs
45.000 et au delà	$3,92 \times 100.000 = 3.920 \text{ frs } \times 400 = 1.568.000 : 100.000$	= 15,68 frs

Le sacrifice imposé aux viticulteurs est donc très variable. Nul pour les uns, il est très lourd pour les autres. Dans le cas étudié ci-dessus, il arrive à atteindre 15 % du prix de vente. Dans les conditions les plus défavorables, c'est-

à-dire correspondant à une récolte supérieure à 45.000 hectos et à un rendement dépassant 145 hectolitres à l'hectare, on atteint une proportion de 18 % du prix de vente.

Signalons, en outre, que dans les calculs précédents, nous n'avons pas tenu compte des prestations d'alcool vinique, que seuls fournissent les viticulteurs récoltant plus de 185 hectolitres.

Ainsi, tous les viticulteurs mettant du vin en vente, ne participent pas à l'assainissement. La législation a consacré le principe de l'inégalité devant le sacrifice. Actuellement sur 1.650.000 vigneronns ayant fait une déclaration de récolte, plus de 1.600.000, soit environ 97 % sont exonérés de toute contribution à l'assainissement. Ils constituent une caste privilégiée et profitent des sacrifices très lourds imposés aux autres.

Lors de l'élaboration de la réglementation d'assainissement, la loi du nombre l'emporta sur toute autre considération, notamment sur celle des prix de revient, car il est de plus en plus inexact de prétendre que la grande propriété produit à meilleur compte que la petite.

Pour expliquer l'abattement à la base, on donne deux raisons. Elles ne résistent pas à un examen sérieux.

On déclare d'abord qu'il est impossible d'imposer la distillation obligatoire aux petits vigneronns en raison de leur grand nombre et de la faiblesse de leur récolte.

Cela ne signifie rien. Si on veut vraiment que le statut soit équitable et efficace, il y a de nombreux moyens de rendre possible le sacrifice de tous. En effet, si la distillation obligatoire rencontre parfois des difficultés d'ordre technique, on peut remplacer les prestations d'alcool par des prestations de vin.

L'autre explication de l'abattement à la base n'est pas meilleure. Cette mesure, dit-on, est admise depuis longtemps en matière d'impôt, car il est équitable que les gens peu fortunés gardent de quoi vivre. Il faut donc adopter la même attitude lorsqu'il s'agit des sacrifices indispensables à l'assainissement du marché des vins.

Cette comparaison avec l'impôt est mauvaise, car si on envisage l'ensemble des impôts et non pas seulement les impôts frappant les revenus, on constate qu'il n'y a pas obligatoirement d'abattements à la base. Les pauvres paient toujours les multiples impôts indirects.

Evidemment, les prestations d'alcools obligatoires, ont avec l'impôt, un trait commun : il est préférable de les faire payer aux voisins.

Les petits producteurs, ayant pour eux la force de leur nombre, ont pu échapper aux sacrifices de l'assainissement. Malheureusement, il y a une chose que tous les viticulteurs, sans exception, sont obligés de payer : c'est la conséquence des fautes collectives.

Les partisans de la distillation obligatoire pourraient comprendre qu'une mesure n'atteignant que 4 % des producteurs risque d'être illusoire en cas de grande surproduction ; ils devraient réclamer la suppression de l'abattement à la base, et cela dans l'intérêt même des petits vignerons.

§ 2. — Incidence régionale

Les charges de l'assainissement pèsent sur les diverses régions d'une façon aussi inégale qu'illogique. Le sacrifice exigé est particulièrement lourd dans les grands départements viticoles où la vigne est souvent la seule culture et la seule richesse. Il est faible ou nul dans les pays de

polyculture, où l'agriculteur qui récolte cinquante ou cent hectolitres de vin, élève aussi du bétail, produit des céréales, des pommes de terre, etc..., le vin ne représentant dans ce cas qu'une partie, parfois infime, de la production totale de l'exploitation.

Ainsi cette législation est conçue de telle sorte que les producteurs vivant presque uniquement de la vigne, doivent se sacrifier au profit de ceux pour lesquels elle n'est qu'une culture accessoire.

Une fois de plus, on peut mettre nettement à part dans le vignoble français, les régions méridionales et algériennes. Les constatations suivantes sur la récolte de 1938 le montrent clairement. Sur les 400.000 hectares plantés de vignes, exploités en Algérie, 350.000, soit les neuf dixièmes, doivent payer le tribut de l'assainissement, tribut qui représente plus de 1.500 frs par hectare en moyenne.

Sur les 500.000 hectares de vignobles existant dans le Bas-Languedoc, près de 400.000 hectares, soit les quatre cinquièmes, doivent acquitter une dime presque aussi élevée qu'en Algérie.

Par contre, les 650.000 hectares des autres régions sont à peu près totalement exonérés de toute contribution à l'assainissement. On peut approximativement évaluer leur charge à 50 millions de francs seulement, alors que celle du Midi et de l'Algérie atteint facilement le milliard. Ces deux chiffres se passent de commentaires. Il y a une charte nobiliaire non seulement pour les viticulteurs, mais même pour les départements viticoles.

§ 3. — Coût de la destruction des excédents

Chaque année la distillation obligatoire contraint à livrer aux flammes des millions d'hectolitres d'un vin par-

fois médiocre, mais très souvent excellent. L'alcool produit est livré à la carburation. Ainsi, le fruit de nos vignobles se transforme en onéreux rival de l'essence et du pétrole.

Nous n'insisterons pas sur le caractère anti-économique, voire même immoral, de cette destruction de richesses. Cette pratique désastreuse a été bien souvent employée pour de nombreux produits.

Nous allons simplement montrer que c'est une opération très coûteuse.

Elle est d'abord ruineuse pour les viticulteurs soumis à la distillation obligatoire. En 1938, comme nous l'avons vu précédemment, chaque hectolitre d'alcool ainsi produit représente un manque à gagner de 400 francs environ. C'est en effet la différence moyenne entre le prix des alcools de transfert et celui des alcools de prestation.

Dans les années particulièrement excédentaires, cette mesure prend même un caractère catastrophique pour les assujettis. Ce fut, par exemple, le cas en 1935 où la Régie des alcools fut forcée de payer une partie des prestations d'alcool de vin au prix dérisoire de 200 francs l'hectolitre.

La distillation obligatoire est également très onéreuse pour les consommateurs. Ils se trouvent amenés à payer le vin à un prix supérieur à celui qu'établirait le libre jeu d'une offre considérable et d'une demande restreinte. De plus, par l'intermédiaire des taxes, ils financent cette opération contraire à leur intérêt.

Nous avons exposé le fonctionnement de la Régie commerciale des alcools et nous savons qu'elle est dotée de l'autonomie financière. Cela fait proclamer à certains champions de l'économie dirigée que l'assainissement du marché ne coûte rien au budget. C'est rigoureusement exact. Mais dans chaque citoyen il y a en même temps un contri-

buable et un consommateur. Si le contribuable ne paye rien il n'en est pas de même du consommateur et ce terme est pris dans son sens le plus large. Chaque année, la Régie commerciale engloutit des sommes énormes dans des opérations ruineuses.

En 1938, par exemple, les viticulteurs ont perdu de fortes sommes en livrant leurs alcools de prestation à des prix variant de 987,75 à 730 frs l'hecto. Mais la régie, en revendant ces mêmes alcools à la carburation au prix de 186 frs l'hecto, faisait un marché encore plus désastreux.

Ce sont de multiples taxes sur la consommation qui comblent le déficit énorme de ces opérations d'assainissement. Voici un relevé des redevances perçues par la Régie au profit du compte général et du compte spécial de la viticulture, c'est-à-dire de toutes les taxes affectées partiellement ou totalement à l'assainissement du marché des vins.

- 1° Taxe sur les essences.
- 2° Surtaxe sur les vins.
- 3° Superbénéfice sur les alcools revendus à certains acheteurs.
- 4° Redevances sur les eaux-de-vie.
- 5° Surtaxe sur les cidres.
- 6° Surtaxe sur les rhums.
- 7° Taxe de compensation sur les vins et liqueurs étrangers.
- 8° Surtaxe sur les matières pétrolifères.

Ainsi le marché des vins est loin d'être assaini par les seuls sacrifices, déjà considérables des vigneronns. La régie commerciale des alcools, en dépit de son autonomie financière, ne mérite pas d'être citée en exemple.

Cet organisme consacre des privilèges acquis aux dépens

des consommateurs et ne peut fonctionner que s'il est presque seul dans son genre.

Que deviendrait, en effet, l'économie nationale si chaque métier, chaque branche de la production réclamait la création d'une caisse alimentée par des taxes, surtaxes et redevances de toute nature ?

§ 4. — Tentative de réforme de la Régie des Alcools

Depuis plusieurs années déjà, on a dénoncé la prolifération excessive des « offices », c'est-à-dire des « services publics ou établissements publics chargés de l'exécution de certains services, auxquels a été donnée une personnalité propre et une autonomie financière totale ou partielle ». La Régie commerciale des alcools est le type caractéristique de ce genre d'organismes.

La formule de l'office présente de gros inconvénients et on a pu dire qu'elle était la pépinière de tous les abus.

Elle porte atteinte au principe de l'unité budgétaire en aboutissant à un véritable démembrement du budget de l'Etat. Les offices échappent dans une certaine mesure au contrôle du Parlement ; leurs dépenses souvent mal connues grossissent les charges de l'Etat avant que les Chambres et le public aient pu s'en apercevoir. Ils sont encore la source d'autres dépenses en favorisant les cumuls d'emplois et en exigeant une superposition des contrôles.

On a prétendu que, grâce à l'autonomie financière et à la participation des intéressés à la gestion, les services publics acquerraient les qualités de l'entreprise privée. En réalité, comme ils restent dirigés par des fonctionnaires, comme il leur manque le ressort de la responsabilité matérielle et la sanction de la faillite, et comme ils échappent

à la fois au contrôle du Parlement et à celui du marché, ils risquent de cumuler les inconvénients du service public et de l'entreprise privée sans avoir les avantages ni de l'un ni de l'autre.

Pour toutes ces raisons, un décret du 20 mars 1939 a tenté une réforme radicale des offices. En ce qui concerne la Régie commerciale des alcools, il modifiait profondément son fonctionnement.

L'Etat s'emparait tout d'abord des réserves qui, pour le seul compte de la viticulture, s'élevaient à plus d'un milliard. De plus, à partir du 1^{er} janvier 1939, les recettes du service des alcools étaient portées au budget général et cessaient de recevoir toute affectation spéciale. On aurait eu recours à des subventions budgétaires pour continuer la politique viticole actuelle, c'est-à-dire que dans les années pléthoriques les Chambres auraient voté des crédits permettant la résorption des excédents.

Cette réforme souleva aussitôt une levée de boucliers générale. Elle touchait non seulement les viticulteurs, mais aussi les betteraviers et les producteurs de cidre. Aussi la quasi-unanimité des parlementaires se dressa immédiatement contre elle et ne tarda pas à obtenir sa suppression. Quelques jours seulement après la parution du décret du 20 mars 1939, le Ministre des Finances promettait formellement le retour au « statu quo ante » sauf en ce qui concerne quelques dispositions de pure forme. La résorption des excédents de vin des récoltes futures se fera donc comme par le passé.

§ 5. — Résultats de la distillation obligatoire

La distillation obligatoire contribue puissamment à l'assainissement du marché en éliminant chaque année.

d'un seul coup, les millions d'hectolitres de vin jugés excédentaires. Le fait est indiscutable. Mais cet avantage est-il suffisant pour justifier une mesure brutale, onéreuse et injustement appliquée ?

Nous ne le pensons pas. En effet, au lieu de vouloir amener l'équilibre du marché en diminuant l'offre, il serait plus rationnel d'augmenter la demande. La solution n'est pas dans une anormale destruction de richesses. Elle est dans la création de débouchés nouveaux et dans l'augmentation des anciens. Nous allons voir ce qui a été fait dans ce sens.

SECTION II. — EXPORTATION

L'exportation des vins a considérablement baissé en France. De 3.322.800 hls en 1871, elle est tombée à un million d'hls après avoir été de 700.000 hls en 1932.

Cette fâcheuse évolution a relativement peu touché nos vins de cru, car ils luttent sur les marchés extérieurs avec une arme unique au monde : leurs qualités inégalées. Il n'en est plus de même pour les vins de consommation courante. Ceux-là rencontrent une concurrence très dure et doivent être vendus bon marché. La notion de cours mondial, inconnue de nos grands vins, est pour eux d'une importance capitale. Ce cours mondial du vin n'a évidemment rien de commun avec le cours dit « social » de notre boisson nationale sur le marché français. Pour exporter nos vins courants il faut les vendre à un prix nettement inférieur.

Autrement dit, seuls peuvent affronter avec succès les marchés internationaux les vins dits « de compensation ». Ce sont ceux qui, voués initialement aux flammes de

l'alambic, y échappent s'ils sont retirés du marché français.

L'article 8 de la loi du 28 mars 1936 dit que la distillation obligatoire peut être compensée, pour la partie à fournir en alcool de vin, par des exportations à l'étranger.

Cette disposition est excellente; malheureusement une réglementation tracassière, soucieuse avant tout d'éviter la fraude, lui enlève beaucoup d'efficacité.

§ 1. — Les obstacles administratifs

Pour que la compensation puisse jouer dans le cas d'un viticulteur exportant directement à l'étranger, l'Administration exige en effet :

1° La constitution d'un contrat direct entre le propriétaire récoltant et le client réceptionnaire;

2° L'établissement des factures de livraison par le propriétaire récoltant au nom du client étranger;

3° Le versement direct au propriétaire par le client du montant du prix des vins livrés.

Il est bien évident que ces diverses opérations rendent quasi impossible l'exportation directe par un simple viticulteur.

Le négociant exportateur n'a pas un sort beaucoup plus enviable. Il se voit interdire tout acte de commerce, sa comptabilité est contrôlée, et il ne doit y avoir aucune trace d'une opération intervenue à un titre quelconque entre lui et le client étranger. La facturation, ainsi que tous les mouvements de fonds, doivent être effectués au nom du propriétaire.

D'autre part, la compensation joue seulement pour les quantités de vins exportées à l'étranger, qui sont supérieu-

res à la moyenne des expéditions effectuées par le commerçant durant les deux années précédentes.

On voit de suite qu'il est très difficile à un négociant exportateur de garantir une compensation à un récoltant, alors qu'il ne sait pas lui-même, au moment où il traite l'affaire, si son chiffre d'exportation correspondra à la moyenne exigée.

§ 2. — La réforme à accomplir

Toute la réglementation sur les exportations doit être sérieusement assouplie. Elle n'a du reste pas une bien grande utilité. Son but est d'éviter la fraude. Mais la concurrence est très dure sur le marché international et le cours mondial est loin d'être égal à celui de notre pays. Cela suffit pour écarter la crainte que les exportateurs ne réalisent des bénéfices exagérés.

Enfin, ne vaut-il pas mieux diminuer les garanties contre la fraude que de voir baisser nos exportations, au grand préjudice de notre balance commerciale ?

SECTION III. — LIVRAISON A L'INTENDANCE

La législation viticole autorise les producteurs à se libérer de leurs livraisons d'alcool au titre de la distillation obligatoire par des livraisons de vin à l'Intendance militaire ou à certains établissements d'assistance publique. Le prix payé pour ces livraisons est établi en fonction de celui de l'alcool de prestation. C'est là une excellente initiative. Elle ne compromet nullement l'assainissement du marché car il s'agit uniquement de boissons devant permettre d'allouer des rations supplémentaires aux troupes.

L'Intendance continue en effet, comme par le passé, à acheter à un prix normal les quantités de vin dont elle a habituellement besoin. Les viticulteurs trouvent leur compte dans cette opération car l'abattement correspondant aux frais de distillation est très généreusement calculé. Il est toujours inférieur à 20 francs, somme déjà bien au-dessous du prix actuellement pratiqué.

Lors de la campagne de 1937-38, près de 200.000 hectolitres ont été ainsi sauvés de la destruction. Cette quantité sera certainement dépassée dans la campagne 1938-39. De cette façon nos soldats seront largement alimentés en vin et cela en dehors de leur ration normale de deux « quarts » par homme et par jour.

Cette mesure contribue intelligemment à l'assainissement du marché et offre en outre l'avantage de développer le goût d'une boisson saine et énergétique dans la fleur de la nation. Si les fournitures de vins à l'armée ont pris une grande importance, il n'en est pas de même pour celles concernant les établissements d'assistance publique. Ceux-ci sont assez mal organisés et on peut craindre la fraude. Un effort devrait être fait pour augmenter les distributions de vin aux malades et aux miséreux. Et là encore il vaut peut-être mieux courir des risques de fraude que d'empêcher le développement de la consommation.

SECTION IV. — AUGMENTATION DE LA CONSOMMATION

La meilleure solution de la crise viticole se trouve indiscutablement dans l'augmentation de la consommation. Il ne faut pas oublier en effet qu'une quantité de 10 millions d'hectolitres représente au point de vue de la consommation un demi verre de vin par jour et par Français. C'est

peu pour qui sait vendre. On arriverait certainement à résorber d'une façon rationnelle les excédents de vin en abaissant le prix de cette boisson et en organisant une propagande bien comprise en sa faveur.

§ 1. — Abaissement du prix du vin

Le premier objectif à atteindre est de livrer au commerce une boisson agréable et bon marché. Or l'Etat a la fâcheuse tendance de créer des taxes et des surtaxes élevant le prix du vin et destinées à financer sa politique de destruction des quantités excédentaires. Voici un tableau frappant des tarifs successifs des droits sur les vins et les alcools.

Dates	Vins (par hectolitre)	Alcools (par hectolitre d'alcool pur)
	frs	frs
12 décembre 1830	»	37,40
14 juillet 1855	»	60, »
26 juillet 1860	»	90, »
1 ^{er} septembre 1871	»	150, »
30 décembre 1873	»	156,25
29 décembre 1900	1,50	220, »
30 juin 1916	»	400, »
30 décembre 1916	3, »	»
22 février 1918	5, »	600, »
29 juin 1918	10, »	»
25 juin 1920	19, »	1.000, »
15 juillet 1921	14, »	»
28 février 1923	15, »	»
14 avril 1926	»	1.150, »
25 août 1926	25, »	1.320, »
12 janvier 1927	15, »	»

Dates	Vins (par hectolitre)	Alcools (par hectolitre d'alcool pur)
28 février 1933	»	1.350, »
19 juillet 1934	20, »	»
25 juillet 1934	»	2.500, »
24 décembre 1934	25, »	»
30 juillet 1935	26, »	»
31 mai 1938	28,40	2.700, »
14 novembre 1938	35, »	2.900, »

Ces taxes, jointes à une fiscalité écrasante, pèsent lourdement sur le prix de vente des vins.

La Chambre Syndicale des Commerçants en vins et spiritueux de Paris et du département de la Seine a établi que les frais grevant un hectolitre de vin livré en fûts sont actuellement de 135 fr. 55 pour le vin fourni aux détaillants (épiciers, caves), et de 149 fr. 40 pour celui qui est vendu aux débitants et restaurants.

Tous ces calculs ont été faits pour des vins ordinaires du Midi, depuis le départ de la cave du producteur jusqu'au moment où ils vont être vendus aux consommateurs. En ce qui concerne les vins d'Algérie, le total des frais est sensiblement plus élevé, il doit être majoré de 20 francs au minimum. Pour ceux du Centre, il doit être évalué à 10 francs de moins.

Prenons le cas d'un vin rouge du Midi, de consommation courante, titrant 9°5. Sur la base de 16 francs le degré, ce qui est un cours moyen, son prix d'achat au producteur est de 152 francs l'hectolitre.

Il sera revendu à Paris, s'il est livré en fût, au prix de 287 fr. 55 chez les commerçants, 301 fr. 50 dans les restaurants. Si les livraisons sont faites en bouteilles, les chiffres ci-dessus doivent être majorés de 28 francs.

Finalement, lorsqu'un détaillant vend un litre de vin 3 fr. 15, sur cette somme 1 fr. 52, soit la moitié environ, sert à rétribuer le producteur.

Cet écart, beaucoup trop considérable, est dû en grande partie aux charges fiscales pesant sur le commerce et la circulation des vins. Il faut donc les diminuer. Il est inadmissible, en effet, que le prix de vente au détail soit très élevé alors que le prix d'achat à la propriété rémunère si mal la production. On arrive ainsi à dresser les consommateurs contre les viticulteurs, bien que ceux-ci ne soient en aucune façon responsables de cet état de choses. Enfin, le Trésor lui-même est la première victime d'une élévation trop considérable des charges fiscales. La contrebande devient alors très fructueuse et les transports sans titre de mouvement se multiplient. D'autre part les droits prohibitifs, ainsi du reste que l'augmentation des tarifs de transport, aboutissent à favoriser les plantations de vigne pour la consommation familiale. Tout cela augmente la surproduction et tarit un courant d'affaires précieux pour la nation et le fisc.

Pour ces raisons, il conviendrait de diminuer les charges fiscales. Le prix du vin baisserait ainsi sans causer de préjudice aux producteurs; la consommation augmentant, le Trésor public ne perdrait rien.

§ 2. — La propagande

Enfin, la propagande pour la consommation et l'exportation des vins doit être intensifiée. Déjà une loi du 4 juillet 1931 a créé un fonds de propagande alimenté par les amendes et les produits des « redevances » frappant les rendements élevés. Il est administré par un comité de propagande dont la composition et les conditions de fonc-

tionnement sont fixées par décret contresigné par les ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances.

C'est là une excellente initiative qui a déjà donné de bons résultats, notamment en détruisant certaines légendes calomniant notre boisson nationale. On doit continuer dans cette voie, car il ne faut pas oublier que la publicité a toujours été un des principaux facteurs de la vente.

Au point de vue des moyens à employer, on ne saurait mieux faire que de rappeler ceux préconisés par la dernière Conférence internationale du Vin, réunie à Paris. Elle recommandait :

1° Que soit créée, dans tous les pays viticoles, une association nationale groupant les producteurs, commerçants et consommateurs, ainsi que les représentants du monde médical, de la presse, de l'hôtellerie et du tourisme, en vue d'intensifier la propagande en faveur de la consommation du vin;

2° Que des offices du vin, des restaurants et des cafés avec vente du vin à la bouteille ou au verre soient établis dans tous les pays non producteurs et avec le concours des commerçants et le soutien des gouvernements;

3° Qu'une campagne de presse, d'affiches, de films documentaires, de communiqués par radio et T.S.F. soit organisée dans tous les pays;

4° Que la consommation du vin à l'armée, dans les hôpitaux et les universités ou collèges soit encouragée dans tous les pays viticoles;

5° Que tous les efforts des vignerons soient dirigés vers la production de vins de qualité;

6° Que des ententes interviennent entre les producteurs et commerçants ou détaillants pour aménager les prix de

vente du vin au mieux des intérêts de tous, en fixant la marge normale de bénéfices à ne pas dépasser;

7° Que des missions et des voyages soient organisés par les soins de l'Office international du Vin pour permettre de documenter les producteurs, commerçants, hôteliers et sommeliers, sur les crus de toutes les régions; et qu'une place soit réservée aux vins dans les guides touristiques et gastronomiques de tous les pays;

8° Qu'une campagne soit menée dans les pays viticoles en vue de faire inclure le prix du vin dans celui des repas;

9° Que soit créé, par les soins de l'O.I.V., un comité de coordination qui comprendrait les représentants des pays exportateurs, afin d'organiser la propagande dans les pays où l'usage du vin n'est pas connu.

Tous ces procédés sont excellents. Nous nous bornerons seulement à rappeler aux pouvoirs publics que les vins de crus ne sont pas les seuls. Ils forment même une très faible partie de la production viticole française. Il apparaît donc équitable de réserver en faveur des vins de consommation courante une partie importante des deniers du fonds de propagande.

CHAPITRE III

RESULTATS DE LA REGLEMENTATION DES VENTES

La réglementation des ventes a essentiellement pour but de normaliser l'écoulement de la récolte sur le marché. Elle cherche à empêcher la baisse des prix en évitant l'offre de quantités de vin trop considérables pour la demande. Nous avons déjà exposé les modalités des deux moyens utilisés : le blocage et l'échelonnement. Nous allons examiner maintenant leur évolution et leurs résultats.

SECTION I. — BLOCAGE

Le blocage institué par la loi du 4 juillet 1931 a été la première mesure de réglementation des ventes. Il existe encore, mais son objectif a changé.

Dans l'esprit de ses auteurs, le blocage était un moyen de remédier aux variations considérables des différentes récoltes. C'était une sorte de volant régulateur qui devait établir des compensations entre les récoltes trop abondantes des bonnes années et celles trop faibles des périodes déficitaires.

Le rapporteur de la loi exposait ainsi son mécanisme et ses avantages :

« Quand une grosse récolte de l'année précédente se trouve encore en chais, et qu'une grosse récolte est en perspective, l'écroulement des cours se produit. Si le Gouvernement bloque alors dans les caves des viticulteurs une certaine proportion de leur récolte, les disponibilités du

marché diminueront dans la même proportion et dans cette même proportion le cours du vin remontera. Puis quand le cours du vin sera redevenu raisonnablement rémunérateur, le Gouvernement abaissera le pourcentage des vins bloqués ou prononcera le déblocage total. Le propriétaire qui aura eu bloqué chez lui 20 % de ses existants, gagnera vraisemblablement plus d'une vente des 80 % disponibles qu'il ne perdra sur l'immobilisation de ces 20 %, alors surtout que le moment où ces 20 % seront débloqués correspondra à celui où les cours seront relevés, et que le vieillissement du vin en aura accru la valeur. Ces avantages sont si évidents qu'il n'est pas douteux que les producteurs, à commencer par les membres des coopératives, accueilleront avec satisfaction l'heureuse contre-partie apportée ainsi à leur « jus utendi et abutendi ».

Ainsi, dans la pensée du législateur, le blocage était une opération rationnelle permettant dans les années pléthoriques le report des excédents sur les années déficitaires. Mais cela suppose essentiellement l'existence d'années déficitaires. Or, on peut considérer notre surproduction viticole comme à peu près continue. C'est même un des effets du statut de la viticulture que de l'avoir augmentée et cristallisée.

On conçoit que le blocage n'ait pu fonctionner dans son principe primitif. On a donc assisté là à un échec complet de nos dirigistes.

Actuellement, le blocage sert surtout à la mise en pratique de la loi sur la distillation obligatoire. Au début de chaque campagne on évalue les excédents à résorber et on prononce le blocage d'une quantité supérieure de vin. Cette mesure, autrefois indépendante, est donc maintenant subordonnée à une autre dont elle fait partie inté-

grante. On peut porter sur les résultats du blocage le même jugement que sur la distillation obligatoire. L'incidence sociale et régionale est la même.

Ainsi, à l'heure actuelle, le blocage n'a plus que faiblement, et accessoirement, son caractère primitif de procédé de réglementation des ventes. Mais le législateur n'est pas resté inactif dans ce domaine et il a trouvé une autre mesure extrêmement importante que nous allons étudier maintenant : l'échelonnement des sorties.

SECTION II. — L'ECHELONNEMENT DES SORTIES

L'échelonnement des sorties est une mesure particulièrement chère aux partisans de l'économie dirigée en viticulture. Il ne suffit pas, disent-ils, d'assainir le marché en résorbant les excédents. Encore faut-il le défendre contre la spéculation. On y parviendra en réglementant la sortie des vins de la propriété, de façon que, par le jeu de la loi de l'offre et de la demande, le prix de vente du vin se maintienne à un cours déterminé.

On est ainsi arrivé à la réglementation indirecte des prix de vente. Une partie de la récolte sera laissée dans les caves tant que sur le marché le vin n'aura pas atteint un prix dit « social » qui doit assurer aux vignerons une légitime rémunération de leur labeur.

§ 1. — Fonctionnement de l'Echelonnement

L'article 8 de la loi du 30 juillet 1935 réglementant l'échelonnement des sorties a été plusieurs fois modifié. Il importe pour le juger et le comprendre de le suivre dans ses différentes fluctuations.

A l'origine, lorsque sur les marchés méridionaux le prix du vin était « notoirement inférieur » au prix de revient, les ministres de l'Agriculture et des Finances, après avis de la commission interministérielle de la viticulture, prenaient un décret fixant un prix minimum. Celui-ci atteint, une nouvelle tranche de récolte devait automatiquement être libérée.

Trois critiques principales furent faites à cette formule. Elle favorisait l'accumulation des stocks en fin de campagne. De plus le prix de libération était considéré comme un plafond, donc comme une limite extrême que les acheteurs s'efforçaient de ne pas atteindre. Enfin, après chaque libération, une chute des prix se produisait.

On se rendit compte de la valeur de ces critiques et c'est alors que fut proposé l'échelonnement des prix : le prix de libération était toujours fixé par décret, mais à chaque tranche il se trouvait plus élevé qu'à la précédente.

Ainsi on aboutissait à une hausse indéfinie des prix. De plus cette mesure ne diminuait pas le péril des reports de stocks en fin de campagne. A ce moment, la menace de la progressivité devient sans effet sur le commerce. En effet, il y a d'abord l'inconnue redoutable de la récolte future, et surtout, pour la première tranche de celle-ci, la menace des dizaines de millions d'hectolitres produits par les vignerons échappant à l'échelonnement.

Pour remédier à ce danger, l'article 8 fut modifié une troisième fois. On supprima l'obligation de libérer toutes les tranches au cours de la campagne. Il en résultait ainsi une sorte de blocage supplémentaire non prévu par la loi, et n'atteignant que les moyens et les gros viticulteurs.

Heureusement le mauvais temps vint alors arranger les choses : les cours montant, les tranches furent libérées

normalement. Les prix de vente étant élevés, on ne pratiqua pas l'échelonnement des prix, on n'appliqua pas non plus l'article 8 primitif dont on avait reconnu les dangers. Finalement on arriva à la formule actuelle laissant toute liberté au ministre. La loi est en effet ainsi rédigée depuis le 31 mai 1938 :

« Des décrets rendus sur l'initiative des ministres de l'Agriculture et des Finances, après avis de la Commission interministérielle de la Viticulture, fixent l'échelonnement des sorties de vins à la propriété. Chaque récoltant doit pouvoir expédier par tranche le dixième de sa récolte et au minimum 100 hectolitres ».

Ainsi tout dépend actuellement du seul bon vouloir du ministre de l'Agriculture. Les propriétaires et les commerçants n'ont plus, pour leurs tractations, aucune base d'appréciation.

§ 2. — Incidence de l'échelonnement

L'échelonnement des sorties, comme les autres mesures d'économie dirigée, ne touche qu'une infime partie des viticulteurs. Nous allons le montrer en prenant comme exemple la campagne 1937-1938.

Sur 1.633.000 viticulteurs, l'immense majorité, soit 1.560.000, ont produit moins de 200 hectolitres et ont pu par conséquent disposer de la totalité de leur récolte, car après les vendanges un décret a libéré les deux premiers dixièmes.

Seuls 73.000 producteurs environ ont donc supporté les charges de cette mesure de l'échelonnement des sorties. Une fois de plus, la grande et la moyenne propriétés viticoles se trouvent en état d'infériorité.

De même pour l'incidence régionale de cette réglemen-

tation, on peut isoler le Midi et l'Algérie du reste de la France. C'est à peu près uniquement dans les départements méditerranéens que l'on peut trouver du vin immobilisé dans les caves par le jeu du fameux article 8.

Tout cela a une grande importance. En effet, si l'échelonnement des sorties n'a pas donné les résultats attendus, cela est dû pour beaucoup au fait que les différentes tranches de la récolte sont loin d'avoir la même importance. En raison de la structure sociale du vignoble français, les deux premiers dixièmes libérés après les vendanges représentent une partie considérable de la production.

Ainsi, au cours de l'année 1937, la répartition des déclarations de récoltes a permis d'établir les résultats suivants :

Les récoltes de 1 à 200 hectolitres représentent 48 % de la récolte totale ;

Les récoltes de 201 à 1.000 hectolitres, 21 % ;

Les récoltes au-dessus de 1.000 hectolitres, 31 %.

Cela nous permet d'établir comme suit la quantité représentée par les deux premiers dixièmes :

1° Totalité des récoltes de 1 à 200 hl. 31.000.000 d'hl.

2° Partie libre des récoltes de 201 à 1.000

hectolitres 7.500.000 »

3° Partie libre des récoltes de plus de 1.000

hectolitres 3.500.000 »

4° Stock de vin vieux 10.000.000 »

Total..... 52.000.000 d'hl.

Les disponibilités étant en 1937-38 de 77 millions d'hectolitres, on voit que les deux premiers dixièmes représentent 68 % de celles-ci en valeur absolue.

Si nous faisons le calcul des quantités de vin des deux premières tranches allant à la consommation taxée, nous

obtenons les résultats suivants :

Vin des récoltants de 1 à 200 hectos (ils consomment la moitié de leur production)	15.500.000 hect.
Vin des récoltants de 201 à 1.000 hectos (ils prélèvent leur consommation sur les tranches non libérées; cependant il faut effectuer une réduction approximative de 1,5 million d'hectolitres représentant la consommation des producteurs de 200 à 300 hectos).....	6.000.000 »
Vin des récoltants de plus de 1.000 hectos	3.500.000 »
Stock de vin vieux	10.000.000 »
Total.....	35.000.000 hect.

La consommation taxée étant de 50 millions d'hectos, la libération des deux premières tranches représente effectivement les 7/10 de celle-ci. Les huit dernières tranches de la récolte ne constituent en réalité que les 3/10 des disponibilités. C'est le vin des moyens et gros viticulteurs du Midi et de l'Algérie. Il attendra très longtemps avant de pouvoir sortir des caves.

On peut tirer plusieurs conclusions des chiffres. Tout d'abord, si l'article 8 doit être maintenu, il semble nécessaire de le reviser de façon à ce que chaque viticulteur puisse, dès la libération de la première tranche, effectuer la sortie d'une certaine quantité de sa récolte. On pourrait fixer le minimum en quantité à 160 hectos (la contenance d'un wagon-foudre) et en proportion à 25 % de la récolte totale. Dans la suite, les dixièmes seraient uniformément calculés pour tous les viticulteurs sur leurs stocks, sans minimum d'expédition.

Cette façon de procéder aurait le gros avantage de permettre à chaque région de sortir en même temps une égale proportion de sa production viticole.

Il est en effet très dangereux de laisser bloquer la récolte dans une ou deux régions, comme cela se produit actuellement. Ce fait oblige en effet le commerce à modifier en cours d'année la qualité des vins qu'il offre à ses clients. Or, le maintien d'une qualité uniforme, satisfaisant au goût du consommateur, est presque indispensable. A l'heure actuelle les vins de haut degré, immobilisés en Algérie, manquent au début de la campagne, ils sont en excès à la fin. Pour les vins de faible degré, généralement produits par le Centre, on assiste au phénomène inverse. Ainsi il devient difficile de faire d'harmonieux coupages.

§ 3. — Action sur les prix

Il résulte d'un examen objectif des cours que l'application de l'article 8 n'a pas valorisé le prix du vin. Il apparaît même que le contraire s'est produit. Les chiffres suivants le montrent clairement.

Pour la campagne 1928-29, plus de 73 millions d'hectos sont libres et les cours sont à 18 francs le degré.

Pour la campagne 1929-30, 81 millions d'hectos sont sur le marché et les cours sont à 12 francs le degré.

En mai 1930, les prix de vente tombent en Algérie à 5 fr. le degré. Au mois de septembre on les voit remonter à 17 francs. Au cours de ces campagnes aucune mesure d'économie dirigée ne fonctionnait. L'assainissement et l'échelonnement n'existaient pas encore.

Depuis l'apparition de ces différentes mesures, malgré les dévaluations de la monnaie et des récoltes normales ou ajustées aux besoins du marché, la moyenne des ventes

est tombée à un niveau nettement insuffisant. Il serait préférable, après la résorption des excédents, de laisser jouer librement la loi de l'offre et de la demande.

Remarquons que les partisans de l'échelonnement lui attribuent souvent des effets manifestement imputables à des facteurs divers ou fortuits.

En 1935, la première libération de 4 « dixièmes » jetait sur le marché des quantités correspondant à 9 ou 10 mois de consommation taxée. C'était rendre illusoires les mesures d'échelonnement. Si les cours se relevèrent, ce fut à la suite de la constatation des dégâts occasionnés par la gelée et le mildiou à la récolte de 1936.

Pour la campagne 1936-37 la quantité très faible des disponibilités aurait dû amener la suspension de l'échelonnement, on le maintint abusivement ; il paralysa le marché et gêna la hausse. En avril 1937, le prix de vente des vins atteignit péniblement après 3 mois d'attente le fameux prix libérateur. Une tranche de la récolte put sortir et cela entraîna aussitôt un affaiblissement de la cote. C'est alors que les calamiteuses gelées du printemps de 1937 arrivèrent à point pour ramener une élévation des cours. On vit alors nettement que la confiance raisonnée du négoce restait le seul facteur de hausse. Attribuer la progression des cours à l'échelonnement est une erreur.

Nous pensons qu'il aboutit plutôt à un résultat opposé.

La réglementation des sorties a contribué en effet à scléroser le marché en maintenant sur les intéressés une sorte de menace paralysante.

Les négociants ont tendance à s'approvisionner au compte goutte. Ils redoutent la baisse des cours après chaque libération de tranche et préfèrent ne pas avoir beaucoup de stocks.

D'autre part, et c'est là le défaut capital de l'échelonnement, les viticulteurs se trouvent avoir dans leurs caves du vin frappé d'une sorte de *diminutio capitis*. Il est emprisonné temporairement. Il sera libre un jour mais à une date que tout le monde ignore. Cela ouvre la porte à toutes les spéculations d'ordre psychologique et économique.

Un des grands sujets de préoccupation des producteurs soumis aux dispositions de l'article 8 consiste à deviner à quel moment seront libérées les différentes tranches de leur récolte. Cette estimation fait maintenant partie du calcul de la valeur du vin. Un bien futur vaut moins qu'un bien présent et les utilisateurs considèrent les vins sous échelonnement comme frappés d'une sorte de tare diminuant leur valeur. S'ils consentent à les prendre en charge, c'est avec une marge de garantie qu'ils ont tendance à calculer très largement. Et l'échelonnement, au lieu d'être un facteur de hausse, devient un agent de démoralisation et de baisse.

§ 4. — **Projet d'aggravation de l'article 8**

Les partisans du dirigisme viticole se rendent bien compte des graves défauts de l'échelonnement des sorties et notamment de celui dont nous venons de parler. Aussi plusieurs personnalités viticoles ont elles réclamé récemment l'interdiction des affaires sur les tranches non libérées, et des ventes sur souches. On espère ainsi éviter les ventes à bas prix des quantités de vin soumises à l'échelonnement.

Quel jugement porter sur un tel projet ? Tout d'abord l'interdiction des transactions sur tranches non libérées et sur souches poserait une grave question de droit :

celle de la suspension du droit de propriété par l'impossibilité de transfert dont cette propriété serait frappée. Actuellement le blocage et l'échelonnement sont une gêne, une limitation au droit de propriété, mais le viticulteur en jouit encore puisqu'il peut le céder dans des conditions qu'il est libre de discuter, d'accepter ou de refuser. Avec l'interdiction des ventes sur souches ou sur tranches non libérées on aboutirait à une sorte d'expropriation temporaire. En fait le vigneron ne serait plus propriétaire de son vin, il ne pourrait plus en disposer. Sans doute ce droit lui reviendrait-il mais seulement lorsque des tiers jugeraient bon de le lui redonner. Ce serait là une mesure extrêmement grave. Elle ferait faire un pas sérieux vers cette dépossession dont les collectivistes parlent le moins possible, pour ne pas effaroucher nos masses paysannes, mais qui est pourtant la base de leur doctrine.

Enfin, en dehors de la question de principe, il faudrait surtout pouvoir rendre l'interdiction effective. On ne peut déjà pas empêcher le mouillage, la fraude sur les droits, les plantations clandestines... etc. Il est inutile de prendre une mesure superflue qu'il serait presque impossible de rendre efficace. Si on supprime le marché libre on aboutira à la création d'une bourse noire. Au lieu de défendre les vigneron, on les livrera sans défense à des commerçants qui, courant un risque, entendront en tirer profit. L'échelonnement des sorties deviendrait encore bien davantage un facteur de dévalorisation.

Du reste, même si cette interdiction pouvait être rendue effective, elle serait néfaste. Elle enlèverait toute souplesse au marché et les producteurs ne seraient pas mieux placés quand, après chaque libération, ils seraient à la recherche

d'un acheteur. A la veille de la sortie d'une tranche de la récolte, les commerçants seraient peut-être gênés pour s'approvisionner, et ce serait là un facteur de hausse, mais aussitôt après la situation serait renversée et on obtiendrait ces fameux cours en « dent de scie » que l'on veut éliminer à tout prix.

En résumé, parce que l'article 8 de la loi du 25 juillet 1935 n'a pas l'efficacité que ses auteurs ont pourtant cru devoir lui attribuer, on en arrive à vouloir l'aggraver pour modifier l'enchaînement normal des choses et plier la volonté des hommes. C'est là une idée bien présomptueuse. Elle prouve en tout cas que lorsqu'on est entré dans la voie du dirigisme, il est impossible de prévoir où on s'arrêtera.

CHAPITRE IV

**RESULTATS D'ENSEMBLE
DU STATUT DE LA VITICULTURE**

Nous avons passé en revue les différentes mesures de la législation viticole et nous avons examiné les résultats obtenus par chacune d'elles. Il nous reste maintenant à exposer ce qu'a donné leur ensemble : une double modification dans la structure sociale et régionale du vignoble français.

**SECTION I. — MODIFICATION DE LA STRUCTURE
SOCIALE**

Nous avons vu que le statut de la viticulture avait pour principal but d'assurer la vente des vins à un prix « social » offrant aux petits viticulteurs une rémunération suffisante. On cherche à y arriver en imposant à la grande et la moyenne propriété une série de sacrifices, extrêmement lourds dans les années excédentaires. On a donc assisté à un éparpillement des domaines viticoles et à une augmentation des déclarations de récolte dont le nombre est passé de 1.498.963 en 1933 à 1.874.162 en 1938. Cette évolution inévitable a vivement ému les auteurs de la législation viticole. En effet, la grande propriété fait tous les frais de l'assainissement, elle doit être maintenue, sinon toute la réglementation viticole deviendrait inopérante. On a donc rendu beaucoup plus rigoureuses les règles de la déclaration de récolte, obligatoire pour tout producteur et qui

sert à calculer toutes les charges imposées par la loi. Deux mesures prises récemment peuvent avoir une influence sensible sur la structure du vignoble : la définition de l'exploitation et la nouvelle réglementation de l'indivision en viticulture.

§ 1. — Définition de l'exploitation

Pour qu'il y ait exploitation distincte et par conséquent pour qu'une déclaration de récolte puisse être souscrite il faut, tout d'abord, que soient simultanément remplies deux conditions :

1° L'exploitant doit pouvoir représenter un titre de propriété ou de location ayant date certaine, c'est-à-dire régulièrement enregistré;

2° La culture doit être opérée avec un personnel aux gages de l'exploitant, un matériel, des instruments aratoires et un cheptel particuliers.

A cette double et impérative condition vient s'ajouter, pour les propriétaires possédant plusieurs exploitations sur le territoire d'une commune, l'obligation de vinifier dans une cave distincte la récolte de chaque exploitation.

Ainsi la définition d'exploitation viticole est renforcée par la notion de cave distincte pour tous les vignobles cultivés par un même propriétaire dans la même commune. Cependant l'adhésion à une cave coopérative équivaut pour chaque domaine à la possession d'un chais séparé.

Il est probable que ces différentes mesures aboutiront au développement des locations de vignoble et à l'augmentation du nombre des adhérents aux caves coopératives. Un propriétaire aura toujours la ressource de louer une partie de ses vignes à un fermier qui les exploitera avec un cheptel personnel et fera la vinification à la cave coopérative.

§ 2. — L'indivision en viticulture

Toujours pour éviter l'augmentation du nombre des déclarations de récolte les règles de l'indivision en viticulture ont été modifiées d'une façon assez dangereuse.

L'article 19 de la loi du 24 décembre 1935 dispose que dans toute indivision successorale en ligne directe, à l'exclusion de toute autre forme d'exploitation en commun, chacun des cohéritiers est autorisé à souscrire une déclaration individuelle qui sert de base au calcul des diverses obligations.

Le bénéfice de cette mesure est maintenant limité aux indivisions formées de cohéritiers présents sur le domaine et prenant part directement aux travaux de culture.

L'expression « présents au vignoble » ne doit pas être prise dans un sens absolu. On n'impose pas à tous les cohéritiers l'obligation d'habiter les locaux du même domaine. En de nombreuses circonstances des impossibilités matérielles les en empêcheraient. Les intéressés pourront résider dans le village ou même sur le territoire d'une commune voisine pourvu qu'ils prennent une part personnelle à la mise en valeur du vignoble, soit qu'ils exercent un rôle de direction, soit qu'ils participent aux travaux de la terre. Par contre, on refusera purement et simplement le bénéfice de l'article 19 à une indivision, si un seul ou plusieurs des cohéritiers ont quitté la propriété pour habiter ailleurs ou s'ils exercent un emploi, une fonction, un commerce ou une industrie leur enlevant toute possibilité de participer effectivement à la gestion du domaine en indivision.

Nous pensons que ces nouvelles dispositions sont tout à fait défectueuses. L'ancien article 19 était l'application pure

et simple du Code Civil. Lorsque des frères et sœurs héritent un domaine dans la succession d'un ascendant, chacun ne recueille qu'une partie du domaine. Il est normal que les lois viticoles ne portent pas sur le chiffre total de la récolte ; elles doivent faire la division entre les enfants et frapper chacun sur la part qui lui revient. En raison de la progressivité des barèmes cela a une grande importance.

Il est à remarquer qu'en matière de droit de mutation par décès l'administration de l'enregistrement fait jouer la progressivité des droits sur la part de chacun des héritiers et non sur la valeur totale du domaine.

D'autre part, la modification apportée par le décret du 1^{er} juin 1936 à la loi du 29 décembre 1935 est une nouvelle et inadmissible atteinte portée aux familles nombreuses. En effet, si, parmi les frères et sœurs voulant maintenir l'indivision de leur domaine pendant un certain temps, l'un préfère travailler ailleurs, ou encore si une des sœurs se marie et quitte l'exploitation pour suivre son mari tout en gardant la propriété de sa part, immédiatement tous les héritiers seront pénalisés. Dans ces hypothèses, les charges du statut de la viticulture seront calculées sur la récolte totale du domaine, comme s'il appartenait entièrement à un fils unique. Ainsi, plus augmente le nombre des enfants, plus diminuent pour ceux-ci les chances de se maintenir légalement dans l'indivision et de jouir des avantages qu'elle procure. C'est une véritable prime à la dénatalité.

Un autre résultat de cette mesure, c'est que les héritiers auront généralement intérêt à procéder au partage du domaine, chacun recevra sa part et ne subira que sur elle les charges imposées par le statut de la viticulture. On

aboutira ainsi à favoriser le démembrement des terres, ce qui est absolument contraire à l'un des grands principes de notre politique agricole.

Enfin, une famille qui pourrait peut-être vivre dans l'aisance grâce à la continuation d'une indivision successorale rationnelle, risque de connaître des jours difficiles, car le partage d'un domaine est une opération délicate, et l'exploitation de parts séparées est plus coûteuse que celle du domaine entier. Il est illogique que la loi rende malgré tout plus avantageuse pour les héritiers cette exploitation fractionnée.

Ainsi l'application des lois viticoles entraîne le morcellement de la propriété rurale française. Au double point de vue technique et social, ce n'est pas là un de ses moindres défauts.

SECTION II. — MODIFICATION DE LA STRUCTURE REGIONALE

Au cours des siècles les progrès des transports et l'absence de hiérarchisation des producteurs avaient permis peu à peu de localiser le vignoble dans les régions où il trouvait les conditions les plus favorables. On a ainsi constaté un déplacement continu de l'aire viticole vers le Sud. La culture de la vigne a disparu dans le Nord, elle a périclité dans le Centre, mais elle a prospéré dans le Midi et fait merveille en Algérie.

A l'heure actuelle, le phénomène inverse est en train de se produire. L'aire viticole française a une tendance très nette à remonter vers le Nord. Au point de vue agricole c'est un véritable non-sens, mais vu sous l'angle pratique

ce fait s'explique aisément. C'est le résultat du dirigisme qui a transformé l'économie agricole et favorisé dans certaines régions la destruction partielle du vignoble.

§ 1. — Transformation de l'économie agricole

Le progrès technique avait amené la disparition de l'économie familiale fermée, caractéristique des temps les plus anciens. Le « progrès » de la législation viticole est en train de la remettre en honneur.

De plus en plus chaque agriculteur français a intérêt à posséder quelques arpents de vigne lui permettant de pourvoir à sa consommation personnelle ou même de se classer dans la catégorie des petits viticulteurs.

Le prix d'achat du vin est trop élevé, cela incite ceux qui peuvent en produire à le faire. Ils auront ainsi le double avantage de boire un vin de leur propre domaine (c'est toujours le meilleur, si mauvais soit-il) et échappant à toutes les taxes, redevances et frais divers qui grèvent si lourdement en ce moment le commerce des vins. Nous avons vu qu'un hectolitre de vin était revendu à Paris le double de son prix d'achat à la propriété. De plus, si un de ces viticulteurs occasionnels produit du vin en quantité supérieure aux besoins de sa consommation personnelle, il y trouvera toujours son avantage, car il se rangera parmi les petits récoltants. Le législateur l'entourera donc de toute sa sollicitude et lui assurera une vente à un prix rémunérateur. Il bénéficiera toujours des sacrifices de ceux qui, vivant uniquement de la vigne, ont produit une quantité de vins les soumettant aux charges du statut.

Du reste, très souvent les petits récoltants arrivent à vendre leur récolte clandestinement, cela leur évite de

payer des droits de circulation si lourds qu'ils constituent une véritable prime à la fraude. Pour toutes ces raisons on assiste à un développement considérable du vignoble dans les régions de polyculture. Ces plantations se font dans des conditions plus ou moins légales, mais l'application stricte des lois est quasi impossible. Du reste, on ne pourra jamais interdire à un paysan français de planter de la vigne pour subvenir aux besoins de sa consommation personnelle. Il est toutefois regrettable qu'il ait intérêt à le faire dans certaines régions peu favorables à cette culture. La législation est arrivée à annihiler tous les avantages d'une spécialisation agricole rationnelle.

§ 2. — Réglementation de l'arrachage

Pour assurer l'équilibre du marché, on a favorisé l'arrachage des vignes. Nous avons déjà étudié les modalités de cette mesure. Son principal avantage est l'exonération partielle ou totale des charges du statut. Par conséquent, seuls les producteurs soumis à la réglementation viticole ont procédé à l'arrachage. Comme ils se trouvaient à peu près tous en Algérie et dans le Midi, seul le vignoble de ces régions a été en fait atteint par cette pratique, qui au 1^{er} août 1938 avait amené la destruction de 68.670 hectares.

Tel est le résultat de l'arrachage facultatif. L'arrachage obligatoire que prévoyait un article, heureusement rejeté, de la loi du 25 décembre 1935, aurait été aussi défavorable pour le vignoble méditerranéen. Les viticulteurs touchés devaient être ceux possédant plus de 10 hectares, ou ceux cultivant de 3 à 10 hectares, s'il s'y trouvait une proportion de 25 % d'hybrides producteurs directs.

De plus, l'application d'un barème progressif était prévue.

Cette mesure aurait frappé presque uniquement le vignoble méditerranéen et principalement l'Algérie.

Le statut de la viticulture a donc conduit à faire arracher la vigne dans les régions où elle prospère et à favoriser sa plantation là où elle ne peut donner que du mauvais vin. Au cours des âges le vignoble français, attiré par le soleil, avait peu à peu émigré vers le Sud et il prospérait sur les deux rives de la Méditerranée.

Actuellement, chassé de ces terres d'élection, il remonte vers les brumes du Nord. Peut-être reverrons-nous un jour, comme au Moyen-Age, des vignes dans le Pas-de-Calais.

C'est évidemment une hérésie au point de vue agricole et la négation de tous les progrès techniques et sociaux.

En tout cas, une telle situation marque un recul de plusieurs siècles, un retour vers l'antique autarcie agricole régionale, voire même familiale. Et il est piquant de constater que les auteurs de cet état de fait sont généralement les détracteurs de l'autarcie, dans le cadre pourtant beaucoup plus large, de la nation.

CONCLUSION

On ne peut guère porter un jugement sur le statut de la viticulture sans l'avoir au préalable replacé dans l'ensemble de la politique française en matière agricole.

Pendant longtemps l'agriculture a joui d'une liberté quasi absolue tant en matière de production que de prix ou de transactions. L'Etat se contentait alors de lui fournir un cadre juridique, fait de règles de police qui visaient davantage l'entreprise que la production. Seul le pouvoir de taxer certaines denrées de première nécessité venait faire exception à ce régime de liberté.

Puis, lorsque la concurrence des pays neufs s'est affirmée dangereuse pour la production nationale, l'Etat a organisé la protection douanière : il est ainsi parvenu, pour nombre de denrées importantes, à isoler complètement le marché français.

Mais la viticulture française n'a pas eu, au même degré que d'autres productions, à subir les conditions du marché international; sa position prépondérante au double point de vue de la qualité et de la quantité lui a toujours assuré une autonomie presque absolue. Néanmoins, en 1931, plusieurs décrets ont contingenté à l'extrême les importations de vins étrangers.

Aussi bien les difficultés que la viticulture rencontre sont-elles d'ordre interne; elles se ramènent à un grave déséquilibre entre la production et la consommation, conduisant à un engorgement du marché. De semblables difficultés affec-

tent nombre d'autres produits agricoles; parmi ceux-ci, les plus touchés sont le blé et les diverses céréales, la betterave, les cultures maraîchères, le lait et ses dérivés. Mais ce qui fait l'acuité du problème viticole et lui donne son aspect original, c'est, du point de vue social, la prédominance de la petite exploitation viticole, et, du point de vue économique, la concentration de la culture de la vigne dans certaines régions de la France métropolitaine ou d'outre-mer; c'est enfin, dans les départements méditerranéens, la tendance à la monoculture au profit de la vigne. Les dépenses considérables qu'entraînent les plantations de vignes et la stabilité de cette culture interdisent de songer à des productions de remplacement pour pallier les difficultés temporaires. Ces particularités de la viticulture rendent très sensible toute chute des cours du vin; elles rendent intolérable et catastrophique toute baisse prolongée au-dessous des prix de revient.

Les viticulteurs qui avaient encore présent à l'esprit le souvenir des ruines causées par l'effondrement des cours dans la décade 1900-1910, ont eu comme premier réflexe, lorsque la même situation s'est reproduite vers 1930, de s'adresser à l'Etat pour qu'il assainisse le marché et maintienne les prix. De prime abord on s'est détourné des solutions libérales et l'Etat n'a pas tardé à admettre que le libre jeu des lois économiques était à écarter. Dans l'espace de quelques années il a édicté une législation protectrice qui est un des types les plus accomplis d'interventionnisme en matière agricole. Nous avons essayé dans cet ouvrage de présenter l'analyse détaillée de cette législation; il convient maintenant d'en donner un résumé d'ensemble.

Pendant longtemps l'Etat s'est contenté de protéger la qualité du produit en luttant contre la surproduction artifi-

cielle : toutes les mesures prises entre 1899 et 1907 se rattachent à cette idée de lutte contre la fraude.

Mais à partir de 1930 nous voyons se développer une législation complexe destinée à régulariser la production et le marché. Certaines dispositions atteignant surtout la quantité au travers de la qualité assurent la transition entre les lois contre la fraude et les lois contre la surproduction.

C'est alors que des mesures plus rigoureuses sont prises, dès 1931. On peut les classer sous trois chefs principaux.

I) Lutte directe contre la surproduction permanente.

Par ordre de gravité croissante, nous avons :

a) l'interdiction d'irriguer les vignes et d'utiliser certains cépages;

b) la fixation d'un degré minimum;

c) les redevances progressives frappant les hauts rendements;

d) la limitation, puis la suspension des plantations de vigne;

e) l'arrachage d'abord facultatif, mais qui pourra être rendu obligatoire, si les circonstances l'exigent.

Toutefois, ces mesures ne devant produire leur effet qu'à longue échéance, il faut se préoccuper des excédents de récolte qui peuvent influencer sur les cours d'une campagne. D'où une seconde série de mesures.

II) Efforts pour équilibrer le marché.

a) C'est d'abord le blocage, ou stockage forcé d'une partie de la récolte, qui est imposé non pas aux intermédiaires

res, comme dans la législation sur le blé, mais aux producteurs.

b) Depuis 1935 il est renforcé par l'échelonnement des ventes, destiné aussi à prévenir tout engorgement du marché.

Mais il faut aussi prévoir le cas où ces deux séries de mesures se révéleraient insuffisantes; il est indispensable de se débarrasser des excédents de récolte qui, ne pouvant être consommés, menacent de peser définitivement sur les cours. D'où :

III) *Résorption des excédents.*

On y pourvoit par la distillation obligatoire lorsque la récolte dépasse un certain chiffre.

Telle est en résumé notre législation viticole. Il serait intéressant, mais il n'entre pas dans le cadre de cette étude, d'établir une comparaison avec la législation du blé. Sur de nombreux points les mesures qui ont été prises sont identiques. Néanmoins on peut remarquer que la législation sur le blé touche davantage les intermédiaires que les producteurs; jusqu'ici les efforts pour équilibrer le marché, la fixation directe du prix, la résorption des excédents en sont les aspects essentiels. Au contraire, dans le cas de la vigne, le plus grand effort est demandé aux producteurs; on n'est pas encore arrivé à la fixation du prix par voie d'autorité, mais les dispositions législatives contre la surproduction permanente (limitation des plantations, arrachage, etc.), constituent des restrictions fort sensibles au droit de propriété.

Cependant ces différences ne doivent pas être exagérées; en fait, nous avons simplement devant nous deux métho-

des différentes pour atteindre le même but, et ce but reste la fixation d'un prix social qui doit garantir le producteur contre tout risque de baisse.

Et c'est ainsi qu'apparaît, du point de vue économique, le caractère le plus discutable de toute cette législation : par des moyens directs pour le blé, ou indirects pour le vin, on fixe arbitrairement le prix du produit. Or, il est indéniable que ce régime aboutit à une transformation complète de l'économie (1). Certains croient que les prix jouent tant qu'ils existent. C'est une erreur : « le prix n'a de sens que s'il est libre; un prix fixé par l'autorité ne mérite plus de s'appeler prix; il est le nom, sans la chose ». Le prix fixé d'autorité perd alors son double rôle indicateur et ajusteur qui caractérise l'économie d'échange; il ne révèle plus les déséquilibres qui surgissent entre l'offre et la demande et, partant, ce déséquilibre ne se trouve plus corrigé automatiquement.

« Les prix cessent alors d'être économiques pour devenir politiques ».

A ce stade, ils ne cherchent pas à satisfaire les désirs des hommes; ils sont destinés à permettre d'ordonner les hommes et les choses en vue d'obtenir un certain résultat. Dans les divers régimes totalitaires, tous les systèmes de prix sont établis en vue de réaliser une expansion nationale, de gré ou de force. En France, et quoique moins strict, le contrôle des prix tend à la protection de certaines catégories sociales réputées plus intéressantes que d'autres. A cet égard, le statut de la viticulture est hautement significatif. D'inspiration nettement démagogique, il est essentiellement basé sur une hiérarchisation de la valeur sociale

(1) Voir sur ce point : Louis BAUDIN, in « La Réforme économique et financière » du 9 février 1939.

des différentes catégories de vignerons, d'après un critérium erroné : la quantité de vin produite. Il tend au nivellement de la propriété, mais en même temps il se détruit lui-même car il est fondé sur l'inégalité, le sacrifice de quelques-uns au profit de la masse. On assiste véritablement à un phénomène d'autodestruction. Aussi doit-on prendre sans cesse de nouvelles mesures toujours plus injustes et plus lourdes, mais qui n'aboutissent qu'à cristalliser le mal, quand elles ne l'aggravent pas.

On arrive à toutes sortes de discriminations arbitraires. Nous avons un régime qui pèse plus lourdement sur les producteurs que sur les intermédiaires et, parmi les producteurs, il avantage la petite exploitation aux dépens de la grande. Il frappe durement l'Algérie et le Languedoc; il épargne presque tout le reste du territoire métropolitain. Enfin, une minorité de viticulteurs fait la plus grosse partie des frais de ce régime; le budget de la régie commerciale des alcools pourvoit au reste grâce à diverses taxes payées par l'ensemble des consommateurs.

Cependant il n'apparaît pas qu'en dépit de tous les sacrifices, les mesures prises soient absolument efficaces. Dès lors, faudra-t-il s'engager davantage dans la voie de l'intervention ? Certains le pensent. En 1937, un ministre socialiste de l'Agriculture déclarait dans un congrès de vignerons : « Il faut chaque année faire un pas en avant vers l'Office du Vin ». Il est indéniable que l'on s'y achemine peu à peu. La notion de prix social, l'échelonnement des ventes en sont les signes avant-coureurs. Si l'on continue dans cette voie, un jour viendra où, croyant défendre le prix social, on aura recours à la taxation et à l'Office.

M. le Professeur Louis Baudin, parlant du passage de la

liberté des transactions au monopole, a montré qu'elle s'opérait par gradation. « Il y a, dit-il, une zone de pénombre, la zone des marchés imparfaits. L'étude de ces marchés révèle un lent et inquiétant travail d'ossification économique ».

C'est à cette phase de l'évolution qu'est arrivée aujourd'hui l'économie viticole. Sortie de la clarté, elle a pénétré dans la pénombre. Va-t-elle revenir vers la lumière ou continuer vers l'obscurité et la ruine ?

La réponse à cette question dépendra dans une large mesure des résultats de la présente législation. A cet égard on peut se demander pourquoi cet ensemble complexe et touffu de « mesures contraignantes et contradictoires, s'est révélé inopérant », ainsi que l'affirme à juste titre M. le Professeur Roger Picard, et pourquoi, d'après le même auteur, il est aussi difficile d'appliquer cette législation et d'en obtenir les résultats escomptés, que de s'en détourner lorsqu'elle se montre impraticable (1). La raison profonde nous paraît résider dans le caractère contradictoire des mobiles qui animent la politique de l'Etat en la matière. Cette politique doit concilier des préoccupations d'ordres différents.

D'un côté apparaissent des préoccupations d'ordre économique : le vin, boisson nationale, doit être fourni à un prix relativement bas aux masses ouvrières et urbaines. Or, seule la monoculture méditerranéenne, par sa technique perfectionnée et le climat dont elle jouit, permet d'atteindre ce résultat.

Mais aussitôt apparaissent des préoccupations d'ordre

(1) Cf. Roger PICARD, dans le « Bulletin d'Information Economique », de décembre 1935 : *Le Problème du Vin*.

social qui empêcheront l'élimination des exploitations marginales dans le reste du vignoble français. Il s'agit en effet, dans un but d'équilibre social sur lequel on a souvent insisté, de maintenir le niveau de vie d'une multitude d'agriculteurs pratiquant, parmi plusieurs autres, la culture de la vigne. Pour leur permettre de subsister en tant que vignerons, on ne croit pas devoir les grever des lourdes charges imposées par la législation que nous avons décrite. Cette singulière limitation apportée au statut de la viticulture est la raison véritable de son inefficacité.

De deux choses l'une : si l'on veut vraiment obtenir de la législation actuelle des résultats durables, tangibles, par des mesures aisément tolérées par tous, il faut en étendre le champ d'application, sous réserve de trouver certaines formules atténuées permettant de tenir compte des préoccupations sociales que nous venons de mentionner.

Mais si cet aménagement de la législation, dans le sens d'une participation de tous aux sacrifices indispensables, s'avère impossible, alors il conviendra de renoncer à cette législation et d'en revenir, au plus tôt, à la liberté de la production et des transactions.

L'expérience du passé milite en faveur de cette dernière solution. On a déjà fait en France, sous la Convention, l'expérience de certaines mesures démagogiques et, avec les lois dites « du maximum », une tentative fort poussée d'économie dirigée. Devant la grandeur des calamités qui en résultèrent, le bon sens et la loyauté françaises reprirent rapidement le dessus. Non seulement la Convention prononça l'abolition de ces lois, mais elle se crut dans l'obligation de faire devant le pays un « mea culpa » solennel :

« Les esprits éclairés savent aujourd'hui que la loi du

maximum anéantissait de jour en jour le commerce et l'agriculture; plus cette loi était sévère, plus elle était impraticable; l'oppression prenait en vain mille formes; elle rencontrait mille obstacles...; elle n'arrachait que par des moyens violents et odieux des ressources nécessaires qu'elle devait bientôt tarir... C'est à l'industrie dégagée d'entraves, c'est au commerce régénéré à multiplier nos richesses ».

Cet avertissement puissamment motivé fut par ordre de l'Assemblée imprimé et envoyé le 29 décembre 1795 à toutes les autorités de la République.

N'est-on pas tenté de faire un rapprochement ? Et devant une pareille leçon de l'Histoire peut-on encore désespérer ?

VU, le Doyen :

G. RIPERT.

VU, le Président de la Thèse :

L. BAUDIN.

VU et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES DIVERS

Débats Parlementaires.

Annuaire de l'Office International du Vin.

MORINI COMBY. — *Cours sur le régime de l'alcool.*

MARTY. — *Le statut viticole et son application pratique.*

LÉROY. — *Le vin dans la législation française.*

DOUARCHÉ. — *Le vin de France.*

MAUDET. — *Le statut de la viticulture française.*

SCHOEN. — *L'économie dirigée en agriculture.*

DEGRULLY. — *Le vin en France.*

BRAULT — *Le problème du vin.*

MATHISS. — *L'Algérie et ses vins.*

GAILLON. — *Etude générale de la vigne.*

GAYAT DE VECKER. — *Les plantations de vignes.*

ARIBAUD. — *Le Dieu de pourpre et d'or.*

MOREL. — *Rapport sur la viticulture.*

REVUES ET JOURNAUX

Bulletin d'information économique.

Bulletin de l'Office International du Vin.

Journée vinicole.

Revue de Viticulture.

Anjou vinicole.

Action vinicole.

Revue d'économie politique.

Revue politique et parlementaire.

Revue des Deux Mondes.

Revue de Paris.

Le Temps.

Dépêche de Toulouse.

Eclair de Montpellier.

Petit Méridional.

Echo d'Oran.

Dépêche Algérienne.

Dépêche de Constantine.

LOIS ET DÉCRETS

A. — Réglementation du Produit

Ordonnance du 21 décembre 1838.	Loi du 28 juillet 1912.
Loi du 13 juin 1866.	Loi du 6 mai 1919.
Loi du 19 juillet 1880.	Décret du 19 août 1921.
Loi du 26 juillet 1890.	Décret du 1 ^{er} juillet 1922.
Loi du 7 octobre 1890.	Loi du 5 décembre 1922.
Loi du 11 juillet 1891.	Loi du 30 juin 1923.
Loi du 14 août 1891.	Décret du 21 août 1923.
Loi du 23 juillet 1894.	Décret du 15 août 1925.
Décret du 6 août 1897.	Loi du 22 juillet 1927.
Décret du 19 avril 1898.	Loi du 2 mars 1928.
Loi du 31 mars 1903.	Décret du 21 août 1928.
Décret du 21 août 1903.	Loi du 6 avril 1929.
Loi du 1 ^{er} août 1905.	Décret du 13 septembre 1929.
Loi du 6 août 1905.	Loi du 1 ^{er} janvier 1930.
Loi du 29 juin 1907.	Décret du 1 ^{er} février 1930.
Décret du 17 décembre 1908.	Décret du 8 février 1930.
Décret du 18 septembre 1909.	Décret du 15 février 1930.
Décret du 21 avril 1910.	Loi du 19 avril 1930.
Décret du 18 février 1911.	

B. — Réglementation de la Production

Loi du 4 juillet 1931.	Décret du 16 août 1935.
Loi du 11 juillet 1931.	Décret du 18 septembre 1935.
Décret du 1 ^{er} août 1931.	Décret-loi du 23 septembre 1935.
Décret du 2 août 1931.	Décret du 28 septembre 1935.
Décret du 7 septembre 1931.	Décret-loi du 23 octobre 1935.
Loi du 8 juillet 1933.	Décret-loi du 30 octobre 1935.
Décret du 17 juillet 1933.	Décret du 27 novembre 1935.
Loi du 21 juillet 1933.	Décret du 18 décembre 1935.
Loi du 28 juillet 1933.	Décret du 26 décembre 1935.
Décret du 13 août 1933.	Arrêté ministér. du 20 décembre 1935.
Décret du 18 août 1933.	Décret du 11 mars 1936.
Décret du 21 janvier 1934.	Loi du 21 mars 1936.
Loi du 20 mars 1934.	Loi du 28 mars 1936.
Décret-loi du 19 juillet 1934.	Décret du 1 ^{er} avril 1936.
Décret du 9 septembre 1934.	Loi du 12 juillet 1937.
Décret du 1 ^{er} décembre 1934.	Décret du 9 octobre 1937.
Loi du 24 décembre 1934.	Décret du 16 décembre 1937.
Décret du 18 janvier 1935.	Décret du 5 février 1938.
Décret du 20 janvier 1935.	Décret du 16 février 1938.
Loi du 6 avril 1935.	Arrêté du 13 juillet 1938.
Décret du 11 avril 1935.	Décret du 27 juillet 1938.
Loi du 30 avril 1935.	Décret du 17 décembre 1938.
Décret-loi du 30 juillet 1935.	

TABLE DES MATIÈRES

PAGES.

Introduction	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Le Problème Viticole

CHAPITRE I. — <i>La production</i>	3
Section 1. — Examen quantitatif	4
Section 2. — Localisation régionale	7
CHAPITRE II. — <i>Les débouchés</i>	9
Section 1. — La consommation	9
Section 2. — Les exportations	13
Section 3. — Les emplois divers	15
CHAPITRE III. — <i>La structure sociale du vignoble français</i>	21

DEUXIEME PARTIE

La Solution Dirigiste

CHAPITRE I. — <i>La réglementation préventive de la surproduction</i>	27
Section 1. — Les mesures tendant à diminuer la surface du vignoble	27
Section 2. — Les mesures tendant à abaisser le rendement à l'hectare	34
CHAPITRE II. — <i>La réglementation d'assainissement</i>	48
Section 1. — Les prestations d'alcool de vin	48
Section 2. — Le remplacement des prestations d'alcool de vin..	55
Section 3. — Les prestations d'alcool vinique	59
Section 4. — Les conditions de vente des alcools de prestation ..	62
CHAPITRE III. — <i>La réglementation des ventes</i>	76
Section 1. — Le blocage	76
Section 2. — L'échelonnement des sorties	86
Section 3. — Le financement des récoltes	89

TROISIÈME PARTIE

Les Résultats de l'Interventionnisme

CHAPITRE I. — <i>Les résultats de la réglementation préventive</i>	95
Section 1. — La tentative de réduction de l'aire viticole	95
Section 2. — L'abaissement du rendement à l'hectare	101
CHAPITRE II. — <i>Les résultats de la réglementation d'assainissement</i> ..	112
Section 1. — La destruction des excédents de récolte	112
Section 2. — L'exportation	121
Section 3. — Les livraisons à l'Intendance	123
Section 4. — L'augmentation de la consommation	125
CHAPITRE III. — <i>Les résultats de la réglementation des ventes</i>	130
Section 1. — Le blocage	130
Section 2. — L'échelonnement des sorties	132
CHAPITRE IV. — <i>Les résultats d'ensemble de la législation viticole</i>	142
Section 1. — La modification de la structure sociale du vignoble français	142
Section 2. — La modification de la structure régionale du vignoble français	146
Conclusion	150
Bibliographie	159

